

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE



Le Président
ANNEXE N° 1

Conseil Communautaire
Du 28 Septembre 2017

Préfecture
Direction de la réglementation
et des collectivités locales
Bureau des structures et finances locales

Arrêté n° DRCL/BSFL/2016-179

portant fusion de la communauté d'agglomération du Saumurois,
de la communauté de communes Loire-Longue
et de la communauté de communes du Gennois
avec extension aux communes de Doué-en-Anjou,
Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier

La préfète de Maine-et-Loire,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5210-1-1, L. 5211-4-3 III et V, L. 5211-17, L. 5212-33, L. 5214-16 et L. 5214-21 ;

Vu l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral D3-2000 n° 910 du 29 novembre 2000 modifié portant transformation-extension du district urbain de Saumur en communauté d'agglomération dénommée "Saumur Loire Développement" ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1994 modifié autorisant la création de la communauté de communes du Gennois ;

Vu l'arrêté du 09 juin 1995 modifié autorisant la création de la communauté de communes Loire-Longue ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCL/BCL n° 2016-15 du 18 février 2016 arrêtant le schéma départemental de coopération intercommunal de Maine-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral DRCL/BCL n° 2016-17 du 19 février 2016 définissant le projet de périmètre d'une communauté d'agglomération comprenant les communes de : Allonnes, Antoigné, Artannes-sur-Thouet, Blou, Brain-sur-Allonnes, La Breille-les-Pins, Brézé, Brigné, Brossey, Chacé, Cizay-la-Madeleine, Concousson-sur-Layon, Le Coudray-Macouard, Courchamps, Courléon, Denezé-sous-Doué, Disire, Doué-la-Fontaine, Epieds, Fontevraud-l'Abbaye, Forges, Gennes-Val-de-Loire, La Lande-Chasles, Longué-Jumeilles, Louresse-Rochemenier, Meigné, Montfort, Montreuil-Bellay, Montsoreau, Mouillherne, Neuillé, Parnay, Le Puy-Notre-Dame, Les Rosiers-sur-Loire, Rou-Marsou, Saint-Clement-des-Levés, Saint-Cyr-en-Bourg, Saint-Georges-sur-Layon, Saint-Just-sur-Dive, Saint-Macaire-du-Bois, Saint-Martin-de-la-Place, Saint-Philbert-du-Peupe, Saumur, Souzay-Champigny, Tuffalun, Turquant, Les Ulmes, Varennes-sur-Loire, Varrains, Vaudehmay, Vernantes, Vernueil-le-Fourrier, Les Verchers-sur-Layon, Verrie, Villebermier, Vivy ;

Vu l'arrêté n° DRCL/BSFL/2016-123 du 23 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle de Doué-en-Anjou ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-170 du 14 décembre 2016 portant rattachement de la commune nouvelle de Brissac Loire Aubance à la communauté de communes Loire-Aubance ;

[Signature]

Vu la délibération du 13 octobre 2016 aux termes de laquelle le conseil communautaire de Loire-Longue a émis un avis favorable aux statuts de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération du 20 octobre 2016 aux termes de laquelle le conseil communautaire de Saumur Loire Développement a émis un avis favorable aux statuts de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération du 28 octobre 2016 aux termes de laquelle le conseil communautaire de Gennois a émis un avis favorable aux statuts de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu les avis favorables aux statuts précités exprimés par les conseils municipaux de :

- Allennes du 24 novembre 2016,
- Antoigné du 04 novembre 2016,
- Artannes-sur-Thouet du 23 novembre 2016,
- Blou du 08 novembre 2016,
- Brain-sur-Allennes du 14 novembre 2016,
- La Breille-les-Pins du 02 novembre 2011,
- Brézé du 02 novembre 2011,
- Brigné du 25 novembre 2016,
- Brossey du 23 novembre 2016,
- Chacé du 27 octobre 2016
- Cizay-la-Madeleine du 14 novembre 2016,
- Concousson-sur-Layon du 15 novembre 2016,
- Le Coudray-Macouard du 17 novembre 2016,
- Courchamps du 12 décembre 2016,
- Courléon du 14 novembre 2016,
- Denezé-sous-Doué du 08 décembre 2016,
- Distre du 07 novembre 2016,
- Doué-la-Fontaine du 03 novembre 2016,
- Épiéds du 07 novembre 2016,
- Fontevraud-l'Abbaye du 22 novembre 2016,
- Forges du 28 novembre 2016,
- Gennes-Val-de-Loire du 21 novembre 2016
- La Lande-Chasles du 09 novembre 2016,
- Longué-Jumeilles du 05 décembre 2016,
- Meigné du 24 novembre 2016,
- Montfort du 25 octobre 2016,
- Montreuil-Bellay du 26 octobre 2016,
- Moullihernie du 07 novembre 2016,
- Neuillé du 04 novembre 2016,
- Parnay du 17 novembre 2016,
- Le Puy-Notre-Dame du 07 novembre 2016,
- Les Rosiers-sur-Loire du 21 novembre 2016,
- Rou-Marson du 16 novembre 2016,
- Saint-Clément-des-Levées du 08 novembre 2016,
- Saint-Cyr-en-Bourg du 14 novembre 2016,
- Saint-Georges-sur-Layon du 08 novembre 2016,
- Saint-Just-sur-Dive du 23 novembre 2016,
- Saint-Macaire-du-Bois du 07 novembre 2016,
- Saint-Martin-de-la-Place du 08 novembre 2016,
- Saint-Philbert-du-Peupe du 08 novembre 2016,

- Saumur du 18 novembre 2016,
- Souzay-Champigny du 08 novembre 2016,
- Tuffalun du 07 novembre 2016,
- Turquant du 21 novembre 2016,
- Les Ulmes du 03 novembre 2016,
- Varennes-sur-Loire du 23 novembre 2016,
- Varrains du 10 novembre 2016,
- Vaudelnay du 05 décembre 2016,
- Vernantes du 08 novembre 2016,
- Vernoiil-le-Fourrier du 08 novembre 2016,
- Les Verchers-sur-Layon du 07 novembre 2016,
- Verrie du 03 novembre 2016,
- Villebernier du 22 novembre 2016,
- Vivy du 07 novembre 2016 ;

Considérant que les conditions de majorité fixées à l'article 35 de la loi du 7 août 2015 susvisée sont réunies pour l'approbation du périmètre à savoir la moitié au moins des conseils municipaux représentant la moitié au moins de la population y compris l'accord du conseil municipal de la commune la plus peuplée lorsque cette dernière représente au moins le tiers de la population totale concernée ;

Considérant que les conditions de majorité fixées à l'article L. 5211-5-1 pour une approbation statutaire sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1^{er} : La communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, la communauté de communes Loire-Longue et la communauté de communes du Gennois sont fusionnées, avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué et Louresse-Rochehaumien, pour former une communauté d'agglomération appelée : "**Saumur Val de Loire**", dont les statuts sont joints en annexe.

Article 2 : La liste des communes membres est la suivante : Allonnes, Antoigné, Artannes-sur-Thouet, Blou, Brain-sur-Allonnes, La Breille-les-Pins, Brézé, Brossay, Chacé, Cizay-la-Madeleine, Le Coudray-Macouard, Courchamps, Courléon, Denezé-sous-Doué, Distré, Doué-en-Anjou, Epieds, Fontevraud-l'Abbaye, Gennes-Val-de-Loire, La Lande-Chasles, Longué-Jumeilles, Louresse-Rochehaumien, Montreuil-Bellay, Montsoreau, Mouillherne, Neuillé, Parnay, Le Puy-Notre-Dame, Les Rosiers-sur-Loire, Rou-Marson, Saint-Clement-des-Leves, Saint-Philbert-du-Peuple, Saumur, Souzay-Champigny, Tuffalun, Turquant, Les Ulmes, Varennes-sur-Loire, Varrains, Vaudelnay, Vernantes, Vernoiil-le-Fourrier, Verrie, Villebernier, Vivy.

Article 3 : Le siège social de la communauté est fixé à Saumur.

Article 4 : Les chiffres de la population de la nouvelle communauté s'établissent à 100 424 habitants pour la population municipale et à 103 938 habitants pour la population totale (chiffres en vigueur au 1^{er} janvier 2016).

Article 5 : La durée de la communauté est illimitée.

Article 6 : Le comptable assignataire est le comptable public du centre des finances publiques de Saumur.

Les régisseurs d'avances et de recettes, en fonction dans les communautés fondatrices, sont autorisés à poursuivre leurs opérations jusqu'à la nomination des régisseurs d'avance et de recettes de la nouvelle communauté d'agglomération et au plus tard au 31 janvier 2017.

Article 7 : La communauté d'agglomération Saumur Val de Loire est substituée de plein droit à la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, aux communautés de communes de Loire-Longue et du Gennois et aux communes incluses dans son périmètre dans toutes leurs délibérations et dans tous leurs actes, pour l'exercice de ses compétences.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cointerlocuteurs sont informés de la substitution de personne morale par la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire.

Article 8 : La création de la nouvelle personne morale entraîne la dissolution de la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement et des communautés de communes de Loire-Longue et du Gennois.

Les biens, droits et obligations des anciennes communautés sont transférés à la nouvelle communauté, dès création de celle-ci.

L'actif et le passif de chaque organisme fusionné nécessaire à l'exercice des compétences figurant dans les statuts annexés sont attribués à la nouvelle personne morale Saumur Val de Loire.

L'ensemble des comptes mouvements dans les communautés fusionnées est consolidé dans la nouvelle entité sans retour préalable dans les communes membres.

La nouvelle communauté d'agglomération reprend les résultats de fonctionnement et d'investissement des communautés fusionnées. Ces résultats sont constatés pour chacun des organismes fusionnés à la date d'entrée en vigueur de la fusion, conformément au tableau de consolidation des comptes établi par le comptable public.

Article 9 : Les personnels en fonction dans la communauté d'agglomération de Saumur Loire Développement, les communautés de communes de Loire-Longue et du Gennois sont réputés relever de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 10 : Le syndicat mixte Grand Saumurois, dont le périmètre est inclus en totalité dans le périmètre de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, est dissous de plein droit.

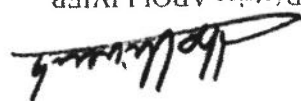
La communauté d'agglomération Saumur Val de Loire est substituée au syndicat précité dans les conditions et selon les modalités fixées aux articles 7, 8 et 9 du présent arrêté.

Article 11 : Les compétences qui ne figurent pas dans les statuts annexés au présent arrêté sont restituées aux communes membres, dès la création de la nouvelle communauté, qui est autorisée, le cas échéant, à effectuer les opérations comptables correspondantes à cette restitution.

Article 12 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 2017.

Article 13 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saumur, le directeur départemental des finances publiques, les présidents de la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement et des communautés de communes Loire-Longue et du Gennois et les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié aux services départementaux et régionaux de l'Etat.

Fait à Angers le 16 DEC. 2016


Béatrice ABOLLIVIER

STATUTS

ARTICLE 1^{er} : COMPOSITION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La communauté d'agglomération SAUMUR VAL DE LOIRE est constituée entre les communes de : Allonnes, Antoigné, Artannes-Sur-Thouet, Blou, Brain-Sur-Allonnes, La Breille-les-Pins, Brézé, Brossay, Chacé, Cizay-La-Madeleine, Le Coudray-Macouard, Courchamps, Courléon, Denezé-sous-Doué, Distré, Doué-en-Anjou, Epieds, Fontevraud-l'abbaye, Gennes-Val-de-Loire, La Lande-Chasles, Longué-Jumeilles, Lourdesse-Rochemennier, Montreuil-Bellay, Montsoreau, Moullherne, Neuillé, Paray, Le-Puy-Notre-Dame, Les Rosiers-sur-Loire, Rou-Marson, Saint-Clément-des-Levées, Saint-Cyr-en-Bourg, Saint-Just-sur-Dive, Saint-Macaire-du-Bois, Saint-Martin-de-la-Place, Saint-Philbert-du-Peupe, Saumur, Souzay-Champigny, Tuffalun, Turquant, Les Ulmes, Varennes-sur-Loire, Varrains, Vaudelmay, Vernantes, Vernoi-le-Fourrier, Verrie, Villebernier, Vivy.

ARTICLE 2 : DUREE

La communauté d'agglomération est créée à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée illimitée.

ARTICLE 3 : SIEGE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Le siège de la communauté d'agglomération est fixé à Saumur.

ARTICLE 4 : COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Conformément à l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la communauté d'agglomération exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

A - COMPETENCES OBLIGATOIRES

➤ En matière de développement économique :

Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

➤ En matière d'aménagement de l'espace communautaire :

Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du CGCT ;

➤ En matière d'équilibre social de l'habitat :

Programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en oeuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

- En matière de politique de la ville :
Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;
- En matière d'accueil des gens du voyage :
Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil ;
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;
- Gestion des milieux aquatiques et préventions des inondations (GEMAPI) à compter du 1er janvier 2018 ;

B - COMPÉTENCES OPTIONNELLES

- Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;
- Eau :
Exercice de la compétence en matière d'eau à compter du 1er janvier 2018 sur l'ensemble du périmètre communautaire ;
- En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :
lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;
- Action sociale d'intérêt communautaire ;

C - COMPÉTENCES FACULTATIVES

- Assainissement :
Exercice de la compétence en matière de service public d'assainissement non collectif ;
Exercice de la compétence en matière d'assainissement à compter du 1er janvier 2018 sur l'ensemble du périmètre communautaire ;
- Compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques prévue au I de l'article L. 1425-1 du CGCT ;
- Politiques sportives ;
- Politiques culturelles ;
- Financement du SDIS.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

La composition du conseil communautaire et la répartition du nombre de sièges de délégués communautaires titulaires par commune membre sont fixées dans les conditions de l'article L. 5211-6-1 du CGCT.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU BUREAU

Le bureau de la Communauté d'agglomération est composé du président, d'un ou de plusieurs vice-présidents et le cas échéant d'autres membres du conseil communautaire.

Le conseil communautaire peut décider de déléguer certaines de ses attributions au bureau, dans les limites fixées à l'article L. 5211-10 du CGCT.

ARTICLE 7 : COMMISSIONS

Le nombre de commissions, leur composition et la nature de leurs prérogatives sont déterminés par le conseil communautaire et annexés au sein du règlement intérieur de la Communauté d'agglomération.

ARTICLE 8 : PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Le président est l'organe exécutif de la Communauté d'agglomération. Il prépare et exécute les décisions du conseil communautaire.

Le président est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes de la Communauté d'agglomération.

Le président est seul chargé de l'administration générale. Il peut déléguer par voie d'arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents.

Le conseil communautaire peut décider de déléguer certaines de ses attributions au président, aux vice-présidents ayant reçu délégation de fonctions, dans les limites fixées à l'article L. 5211-10 du CGCT.

ARTICLE 9 : RECETTES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Les recettes de la Communauté d'agglomération comprennent notamment les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 nonies C du code général des impôts ainsi que :

- Le produit de la fiscalité directe et indirecte ;
- Le revenu des biens meubles et immeubles constituant son patrimoine ;
- Les subventions et dotations de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région, du Département et toutes autres aides publiques ;
- Les produits des dons et legs ;
- Le produit des emprunts ;
- Le produit des prestations rendues (redevances, facturation de services communs...).

ARTICLE 10 : Les fonctions de receveur sont assurées par le comptable local désigné à cet effet.

~~~~~

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 2 FEVRIER 2017

Délibération n° 2017/016 DC

Un extrait de la présente délibération  
a été affiché au siège de la  
communauté d'agglomération  
Saumur Val de Loire :

Le 9 février 2017

Effectif statutaire : 93  
Membres en exercice : 93  
Quorum : 47  
Présents : 85  
Excusés : 7  
dont suppléés : 6  
dont représentés : 1  
Absents : 91  
Nombre de votants :

Secrétaires de séance :

*Diane de LUZE, conseillère de la  
commune de Saumur*

*Noël BAUDOUIN, conseiller de la  
commune de Vivy*

Le jeudi deux février deux mille dix sept à dix sept heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Centre de Formation des Apprentis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de SAUMUR, square Balzac, dans l'Amphithéâtre, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, président, le vingt sept janvier deux mille dix sept

**Tableau d'ordre après installation et élection :**

**Président :** MARCHAND Jean-Michel

**Vice-présidents :**

DEVaux Isabelle, PATTEE Michel, FLEUTRY Lionel, HARAUULT Jérôme, FROGER Armel, FULNEAU Jean-Yves, GOULET Jackie, RUVAULT Christian, MICHEAUD Anatole, MOUSSERON Eric, BERTIN Guy, MIRANDE Rodolphe, SARAMITO Sophie, BEILLARD Sylvie, TUBIANA Sophie

**Conseillers :**

DURAND Marie-Luce, ROUSSEAU Didier, SEVEUX Marie, BOUCHER Yves, NIORT André, LE NEILLON Marie-France, DELUNAY Laurence, AUVINET Françoise, ANTOINE Jean-Pierre, TAILLECOURS Isabelle, TOURON Eric, CHARTIER Claudia, VILBOUX Hervé, POIRON Jean-Marie, MORON Nathalie, ANGERS Fabrice, LEFORT Alain, CHEPTOU Bruno, LEGUAY Danielle, VERITE Patrice, LAMY Benoît, PASSEDOIT Alain, SIRE Michel, GOUZIL Gilles, STEPHAN Florian, CANTIN Jeanick, MOUCHARD Patrice, SAULEAU Denis, GUILLAUME Didier, MORTIER Frédéric, BOUCHENOIRE Jacky, SCHOUBERT Odette, BRAULT Emmanuel, PEHU Nicole, JOBARD Alain, BONNIN Marc, ADAM Danielle, PERSIN Gérard, MIGNOT Eric, LEFIEVRE Eric, SIBILLEAU Dominique, L'HERRONUX Lydia, TAILLEE Gabriel, NIVELLE Laurent, ANGECNOT Sophie, LELIEVRE Astrid, NERON Noël, LE COZ Géraldine, LOYEAU Jack, GUILLOIN Béatrice, CARDET Christophe, NERON Marc-Antoine, LHMANN Jean-Luc, CHARON Magalie, HENRY Véronique, PROD'HOMME Bruno, TAUGOURDEAU Sylvie, RABAUULT Caroline, APCHIN Michel, DAMAS Françoise, JAMIN Charles-Henri, DUFOR Fabrice, de LUZE Diane, BOISSONNOT Alain, SILVESTRE DE SACY Françoise, BOUTIN Bernard, OGEEAU Nicolas, CONDEMIN Patrick, TALLUAT Gilles, LEGRAND Didier, SUPROT Jean-Marcel,

**Suppléants :**

CHEVNOUX Frédéric, FOURRIER Christophe, BOIREAU Christophe, LEVEQUE Béatrice, VASSEUR Nathalie, SAUSSEREAU André, BEAUMONT Robert, GOIZET Jean-Luc, COURRIER Bernard, FOUCHARD Marie-Claude, CHAMBRAY Sonia, MAINDROU Manuella, CATTIN Régine, FRESNEAU Roger, JAMERON Guy, JUIN Gilles, ISABELLON Isabelle, LEROY Olivier, DAVASE Alain, BOISSEAU Jacques, BRANCHEREAU Serge, BOUSSAULT Philippe, JAUDOUIN Michel, FOUQUET Martine, BIGOT Bruno, TELLIER Marie-Thérèse, MARQUES Manuel, BRELIERE Marianne, BELLANGER Sylvie, MISANDEAU Jeanine, POTIER Françoise, MOREAU Etienne, BOSSIS Eric, GUYOMARD Yohan, PELLETIER Christiane

**Etat des présents :** Le Président, 14 vice-présidents, 70 conseillers = 85 membres présents

**Excusés par ordre d'enregistrement des pouvoirs :**

Yann PILVEN LE SEVELLEC a donné pouvoir à Marie SEVEUX, Jack LOYEAU a donné pouvoir à Noël NERON, Fabrice ANGERS a donné pouvoir à Sophie SARAMITO, Michel PATTEE a donné pouvoir à Anatole MICHEAUD, Charles-Henri JAMIN a donné pouvoir à Michel APCHIN, Béatrice GUILLOIN a donné pouvoir à Astrid LELIEVRE ; Nathalie MORON a donné pouvoir à Jean-Marie POIRON

**Absent :** Florian STEPHAN

## DETERMINATION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5216-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération du Saumurois, de la communauté de communes Loire-Longue et de la

communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes,  
Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu les délibérations des communes émettant un avis favorable aux statuts de la communauté  
d'agglomération Saumur Val de Loire ;

Considérant que la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire doit définir l'intérêt  
communautaire des compétences obligatoires, optionnelles et facultatives ;

Considérant que la définition précise des domaines d'intervention de la communauté  
d'agglomération a été réalisée tout au long de l'année 2016 par les groupes de travail et le comité de  
pilote ; que le résultat de cette réflexion commune a été intégré dans le préambule des  
délibérations émettant un avis favorable aux statuts de la communauté d'agglomération Saumur Val  
de Loire ; qu'il convient de valider cet intérêt communautaire ;

La délibération suivante est proposée :

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré,

DEFINIT ainsi qu'il suit l'intérêt communautaire des compétences obligatoires, optionnelles et  
facultatives de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire :

#### AU TITRE DES COMPETENCES OBLIGATOIRES :

En matière du développement économique : actions de développement économique dans les  
conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT :

- Définition d'une politique de soutien et d'aides directes aux entreprises au regard des  
prescriptions du Schéma Régional de Développement Economique, d'innovation et  
d'internationalisation ;
- Soutien à l'agence de développement économique du Saumurois à la Maison de l'Emploi Saumur  
Loire Vallées d'Anjou ainsi qu'aux associations qui concourent au retour vers l'emploi ;
- Formation et enseignement supérieur : Financement de l'antenne de l'Université d'Angers -  
immobilier d'entreprise au sein des Zones d'activités économiques communautaires : création,  
aménagement et gestion des ateliers relais et pépinières d'entreprises ;
- Suivi et gestion des dispositifs de soutien à l'Artisanat et au Commerce et d'octroi de prêts  
d'honneur ;
- Définition d'une politique de soutien à l'agriculture, notamment à l'égard des cultures  
spécialisées ;
- Définition d'une politique de soutien aux filières économiques existantes et à venir - Définition  
d'une politique d'actions de soutien à la filière équestre.

**Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire :**

- Création, aménagement, commercialisation, entretien et gestion de l'ensemble des zones d'activités économiques implantées sur le territoire communal.

**Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communal ;**

- Politique de coordination en faveur d'un développement harmonieux de l'activité commerciale sur le territoire communal.

**Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;**

- Création et gestion d'un office de tourisme communal.

**En matière d'aménagement de l'espace communal : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communal ; organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du CGCT ;**

- Elaboration, gestion et suivi du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;

- Elaboration, gestion et suivi du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) et des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) communaux ;

- Gestion de l'application du droit des sols (ADS) pour les communes concernées par le service ;

- Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) d'une superficie minimale de 100 hectares.

**En matière d'équilibre social de l'habitat : programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communal ; actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communal ; réserves foncières pour la mise en oeuvre de la politique communale d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communal, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communal ;**

- Elaboration, gestion et suivi du Programme Local de l'Habitat (PLH) ;

- Gestion d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ;

- Gestion et suivi d'opérations en faveur de l'amélioration du patrimoine bâti et de valorisation des coeurs de villes ;

- Soutien au parc social public ;

- Soutien au programme d'habitat durable ;

- Gestion du guichet ressources pour les permanences en lien avec l'habitat - intermédiation locale ;

- Soutien aux associations gestionnaires de logements temporaires ;

- Accompagnement technique pour la création de logements d'urgence et de structures adaptées ;

- Contribution au Fonds de Solidarité Logement ;



En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville :

-Pilotage du contrat de ville ciblé sur le quartier prioritaire « Chemin Vert – Hauts Quartiers » à Saumur ;  
-Pilotage du programme de rénovation urbaine de ce même quartier ;  
-Suivi du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD).

#### En matière d'accueil des gens du voyage

-Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil ;  
-Gestion et suivi du projet social, notamment en matière de scolarisation et de sédentarisation.

Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

#### AU TITRE DES COMPETENCES OPTIONNELLES :

Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

-Gestion et entretien des parkings exclusivement rattachés à une compétence communautaire, dont le parking du pôle d'échange multimodal (PEM) Balzac, les parkings des gares de Saumur, des Rosiers sur Loire et de Montreuil Bellay.

En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie :

-Adhésion et participation à la mise en oeuvre de la charte constitutive du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine ;  
-Création, gestion et entretien des sentiers de randonnées vélo, piéton et équestre, dont la liste sera précisée lors d'une délibération ultérieure  
-Réalisation et gestion du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ;

-Schéma d'aménagement d'infrastructures de Recharge pour Véhicules Electrique (IRVE) ;  
-Participation au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Thouet et au SAGE Authion ;

-Adhésion au Syndicat mixte de gestion des eaux Layon Aubance Louets, au Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Authion et de ses Affluents, au Syndicat de la Lousse, au Syndicat de la Gravelle, au Syndicat de la Dive du Nord ;

-Gestion du domaine public fluvial du Thouet au titre du contrat de concession et de gestion du domaine public fluvial du Thouet et mise en oeuvre des actions du Contrat Territorial Milieu Aquatique (CTMA) ;

-Risque inondation : appui réglementaire et technique aux communes, suivi des plans communaux de sauvegarde, suivi de la révision des PPRI ;

- Risque cavités : appui réglementaire et technique ;
- Valorisation écologique, paysagère et économique des prairies inondables du corridor ligérien endigué – restauration des annexes hydrauliques (boires, bras secondaires).

## Eau :

- Exercice de la compétence en matière d'eau potable à compter du 1er janvier 2018 sur l'ensemble du périmètre communautaire ;

## Assainissement :

- Exercice de la compétence en matière d'assainissement collectif à compter du 1er janvier 2018 sur l'ensemble du périmètre communautaire ;
- Exercice de la compétence en matière de SPANC à compter du 1er janvier 2017.

## Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire :

- Création, aménagement, entretien et gestion de l'ensemble des piscines publiques implantées sur le territoire communautaire ;
- Gestion et entretien d'équipements sportifs répondant aux critères suivants :
  1. Niveau de pratique en compétition
  2. Spécificité des équipements
  3. Nombre de pratiquants / adhérents
  4. Capacité à recevoir du public
  5. Image et rayonnement du territoire
- Soit les équipements suivants : la salle « Gym'Agglo » à Saumur, le stade d'athlétisme d'Offard à Saumur, et uniquement la spécificité « badminton », en investissement, de la salle implantée à Saint Philbert du Peuple
- Gestion et entretien de l'équipement culturel « Le Dôme », implanté à Saumur ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de l'ensemble des médiathèques implantées sur le territoire communautaire ;
- Gestion des cyber centres implantés sur le territoire communautaire (appelés à terme à être rattachés aux médiathèques)

## Action sociale d'intérêt communautaire :

- Coordination et suivi-animation du Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales, la Mutuelle Sociale Agricole, et les communes signataires ;
- Participation à la Gestion, à l'animation et au développement de la coordination autonome (Centre Local d'Information et de Coordination Gériatrique et réseau gériatrique du Saumurois) ;
- Suivi et mise en oeuvre du Contrat Local de Santé (CLS) ;
- Soutien à la Mission Locale du Saumurois ;

- Apport de garanties d'emprunt pour les établissements spécialisés recevant des personnes handicapées.

#### AU TITRE DES COMPETENCES FACULTATIVES :

Compétence en matière d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques prévue au I de l'article L. 1425-1 du Code Général des Collectivités territoriales :

- Actions en faveur du déploiement du très haut débit sur l'ensemble du territoire.

#### Politiques sportives :

- Prise en charge des cours de natation à destination des scolaires du territoire, ainsi que du transport pour s'y rendre ;
- Développement d'un projet « sport et santé » ;
- Développement d'une politique de soutien au mouvement sportif associatif de haut niveau : accompagnement, projets, recherche de subventions.

#### Politiques culturelles :

- Animation du réseau des bibliothèques municipales implantées sur le territoire communal ;
- Développement d'une programmation culturelle en dehors du Dôme à l'échelle du territoire communal, notamment à « la Closerie » à Montreuil Bellay ;
- Réflexion en vue d'un portage d'un label communautaire « Pays d'Art et d'Histoire » par un Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) ;
- Réflexion en vue d'un portage de l'enseignement musical et d'un soutien au cinéma labellisé « art et essai ».

#### SDIS :

- Financement du contingent incendie en lieu et place des communes membres.

#### Maison de services au public :

- Soutien financier à la création de maisons de services au public (MSAP).

Date de transmission en sous-préfecture :

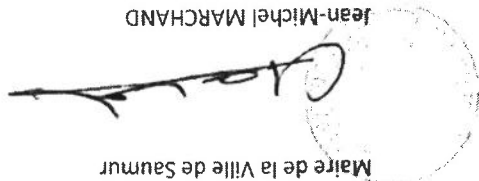
Pour Extrait Conforme,

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire

Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture



Jean-Michel MARCHAND

Insertion au RAA du 1<sup>er</sup> semestre 2017

Matière de l'acte | 5 – institutions et vie politique

| 5.7 - intercommunalité

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée »

Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire – 11 rue du Marechal Leduc – CS 54030 – 49408 SAUMUR CEDEX

tél. 02.41.40.45.50 – courriel : [contact@aglo-saumur.fr](mailto:contact@aglo-saumur.fr) – site [www.aglo-saumur.fr](http://www.aglo-saumur.fr)

[illegible]

|                   |                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DEVAUX Isabelle   | Prévention des risques naturels et technologiques | <p>Préparer la prise de compétence GEMAPI pour le 1<sup>er</sup> janvier 2018, tant dans ses aspects institutionnels, techniques que financiers</p> <p>Négocier les financements pour les travaux sur les digues domaniales</p> <p>Suivre le plan de prévention des risques inondation, sensibiliser la population au risque inondation</p> <p>Réaliser un plan intercommunal de sauvegarde - Accompagner les communes intéressées dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans communaux de sauvegarde et leurs plans de continuité d'activité</p> <p>Parfaire la connaissance des cavités, et la partager - encourager l'entretien des cavités, ou leur réutilisation / valorisation, notamment en s'assurant de la concrétisation des actions prévues dans la PPI monde souterrain</p> <p>Sensibiliser au risque "glissement de terrain"</p> <p>Stabiliser la masse salariale</p> <p>Favoriser les mutualisations de service entre collectivités - développer des partenariats permettant à la communauté d'agglomération de s'appuyer sur les services municipaux</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| PATTEE Michel     | Ressources humaines et mutualisation              | <p>Harmoniser les régimes indemnitaires en mettant en place le RIFSEEP avant la fin de l'année 2017</p> <p>Harmoniser les temps de travail s'appliquant aux personnels en respectant le cadre légal</p> <p>Harmoniser les avantages sociaux s'appliquant au personnel de la communauté d'agglomération</p> <p>Mettre en place un plan de formation intercommunal</p> <p>Accompagner le plan routier départemental, notamment afin de finaliser la mise en 2x2 voies de la rocade de Saumur (rs947), le contournement d'Allonnes et de Concousson - finalisation des partenariats financiers</p> <p>Reprenre la gestion de l'ensemble des zones communales - accompagner le processus d'évaluation des charges transférées - contractualiser avec les communes pour assurer l'entretien des zones au moindre coût</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| FLEURY Lionel     | Travaux et grands équipements                     | <p>Mettre en œuvre la politique d'investissement communautaire définie - suivre les grands chantiers d'investissements</p> <p>Maîtriser les charges de fonctionnement (notamment fluides) des équipements communautaires</p> <p>Assurer la fluidité des moyens de communication entre tous les acteurs (inter services Agglo - communes) - (test d'une organisation "ISO")</p> <p>Dimensionner les moyens informatiques et téléphoniques de la communauté d'agglomération aux besoins des services et aux enjeux de la dématérialisation</p> <p>Mettre en œuvre le plan d'actions relatif à l'installation et la transmission des exploitations</p> <p>Positionner la communauté d'agglomération comme facilitateur de manifestations structurantes</p> <p>Affirmer le Saumurois au sein du pôle végétal</p> <p>Piloter l'élaboration du PLU de l'ex-Saumur Agglo, du Longuen et de 2 PLU de communes nouvelles de l'ex-Gemnos, en cohérence avec les orientations du Scot</p> <p>Faire vivre les documents d'urbanismes locaux</p> <p>Piloter les OPAH existant sur le territoire - Accompagner financièrement le logement social et privé</p> <p>Construire une politique de l'habitat équilibrée en lien avec le PLU</p>                                                                                                                                                                                   |
| HARRAULT Jérôme   | Agriculture                                       | <p>Créer pour le 1<sup>er</sup> juillet 2017 si possible un grand service ADS rayonnant sur l'ensemble du territoire, avec une organisation déconcentrée et efficace</p> <p>Préserver les grands équilibres financiers de la communauté d'agglomération, sans augmenter la fiscalité</p> <p>Accroître notablement la politique d'investissement de la communauté</p> <p>Mettre en œuvre un pacte financier et fiscal de solidarité entre communauté d'agglomération et communes membres</p> <p>Harmoniser les politiques fiscales et tarifaires des différents services, en s'assurant d'une bonne communication auprès des contribuables/usagers</p> <p>Impulser une politique active de recherches de financement et de partenariats</p> <p>Mettre en œuvre un contrôle de gestion, permettant d'évaluer et mesurer les politiques publiques menées par la communauté d'agglomération ou par ses satellites</p> <p>Mettre en œuvre le contrat de ville signé en 2015</p> <p>Piloter le programme de renouvellement urbain</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| Jean-Yves FULNEAU | Finances                                          | <p>Coordonner la signature et la mise à jour des contrats enfance jeunesse</p> <p>Présider le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance</p> <p>Remettre à jour le contrat local de santé et mettre en œuvre les actions qui y seront inscrites - Lutter prioritairement contre la désertification médicale</p> <p>Poursuivre la politique de soutien en faveur de l'insertion</p> <p>Harmoniser les tarifs et les pratiques en matière de SPANC</p> <p>Participer à la préparation de la fin des DSP existantes, en étudiant toute possibilité de gestion</p> <p>Préparer la prise de compétence communautaire sur l'ensemble du territoire pour le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (eau potable et assainissement non collectif)</p> <p>Préparer ensuite l'harmonisation des tarifs et des modes de fonctionnement pour 2021</p> <p>Préparer ensuite l'harmonisation des tarifs et des modes de fonctionnement pour 2021</p> <p>Poursuivre la politique de renouvellement des réseaux et d'investissement dans les stations et usines, tout en veillant au prix de l'eau</p> <p>Préparer l'élargissement de la compétence "eaux pluviales" pour le 1<sup>er</sup> janvier 2020</p> <p>Favoriser la mutualisation entre les différentes structures intervenant sur le territoire communautaire - Poursuivre les recherches d'économies en matière de déchets auprès des satellites</p> |
| GOULET Jackie     | Politiques sociales                               | <p>Harmoniser pour 2020 les modes de financement des déchets</p> <p>Réduire la production de déchets, optimiser le tri et le recyclage des déchets</p> <p>Suivre de près le projet de centre de tri mutualisé de l'Anjou</p> <p>Elaborer un Plan Climat Air Energie Territorial pour décembre 2017, qui sera la véritable feuille de route environnementale du territoire</p> <p>Sensibiliser la population aux enjeux du développement durable</p> <p>Favoriser la transition énergétique locale - Inscrire l'ensemble du territoire dans la démarche "territoire à énergie positive pour la croissance verte"</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| RUAUT Christian   | Eau et assainissement                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| MICHEAUD Anatole  | Environnement, déchets et énergies renouvelables  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                  |                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------|--------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| MOUSSERION Eric  | CLECT                                                        | <p>Suivre les travaux de la CLECT - s'assurer de la bonne information de ses membres</p> <p>Définir des critères d'évaluation des charges transférées</p> <p>S'assurer de la cohérence des orientations de la CLECT avec celles du pacte financier et fiscal de solidarité</p> <p>Préparer l'extension du périmètre de compétence communautaire en matière de transport et mobilité pour le 1er juillet 2017</p> <p>Finaliser les discussions financières avec la Région et le Département</p> <p>Mettre en cohérence les services, les horaires, les tarifs et le versement transport sur l'ensemble du territoire communautaire</p> <p>Finaliser l'optimisation du réseau de transport (étude lancée en 2016)</p> <p>Favoriser une politique de mobilités douces, alternative à la voiture et au transport collectif - finaliser l'étude lancée en 2016</p> <p>Favoriser le développement du covoiturage</p> <p>Conclure les relations avec les régions pour le cadencement des TER et des liaisons TGV</p> <p>Développer un réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques</p> <p>Concrétiser le déploiement du très haut débit sur le territoire</p> <p>Favoriser les usages numériques - mettre en numérique notamment les administrations communales et communales</p> <p>Préparer le transfert de la compétence enseignement musical pour le 1er septembre 2017 si possible</p> <p>Préparer l'emménagement de l'école de musique intercommunale pour le 1er septembre 2017</p> <p>Finaliser la rétrocession de la Closerie</p> <p>Faire rayonner le Dôme en dehors du territoire : billetterie électronique, promotion de la saison, tourisme d'affaires</p> <p>Amplifier les mises à disposition du Dôme pour des événements non inscrits dans la saison culturelle, et notamment dans le domaine professionnel, affaires</p> <p>Développer une programmation culturelle déconcentrée sur les territoires ruraux ou dans les quartiers prioritaires de la Ville</p> <p>Ecrire un projet culturel d'établissement pour le Dôme, intégrant à la fois le spectacle vivant, l'enseignement musical, les arts plastiques, et la valorisation du patrimoine</p> <p>Optimiser les horaires des médiathèques pour une meilleure accessibilité du public, à l'appui d'un schéma de lecture publique à écrire avant le 31 décembre 2017</p> <p>Amener la lecture au plus près des habitants des communes et des quartiers</p> <p>Développer des partenariats avec le théâtre Philippe Noiret (mutualisation, interconnaissance, co-programmation)</p> <p>Réfléchir à la création d'une saison culturelle estivale, intégrant entre autres un festival de portée nationale</p> <p>Réintégrer le rôle des cybercommunes présents sur certains territoires</p> <p>Créer la SPL tourisme pour le 1er avril 2017, en définissant un modèle économique viable, et en faisant un Office de Tourisme de destination</p> <p>Valoriser les troglodytes - concrétiser le projet de Loire à Vélo Sauteraine</p> <p>Poursuivre la réflexion sur la valorisation du Château de Saumur</p> <p>Faire du Saumurois une destination "Country break Nature"</p> <p>Développer les rencontres et événements d'affaires</p> <p>Coordonner le calendrier des différents événements du territoire - Faire porter certains grands événements par la SPL</p> <p>Construire un plan marketing pluriannuel</p> <p>Conforter l'image "vélo" du territoire</p> <p>Soutenir l'oénotourisme</p> <p>Harmoniser les tarifs et modes de perception de la taxe de séjour pour 2018</p> <p>Définir une politique communautaire de soutien au sport de haut niveau, ainsi qu'à certaines manifestations ou événements sportifs</p> <p>Définir une politique communautaire sur les thèmes "sport et santé" et "sport et emploi"</p> <p>Harmoniser la politique de natation scolaire</p> <p>Reprendre la gestion des différents équipements aquatiques publics du territoire en assurant une parfaite continuité du service</p> <p>Mettre en cohérence pour 2018 les pratiques dans ces différents équipements aquatiques (tarifs, horaires, modes de gestion RH, etc.)</p> <p>Mesurer les impacts financiers (investissement et fonctionnement) des nouveaux projets d'investissement en matière sportive (stade d'Offard, piscine de Longue-Jumeilles)</p> <p>Piloter le transfert du stade d'Offard</p> <p>Finaliser le CTMA 1, en mettant en place les mesures de compensation promises - procéder à son évaluation</p> <p>Prevoir le lancement du CTMA 2 en veillant à une bonne information et à une bonne concertation</p> <p>Rehabiliter les bores et bras secondaires de la Loire</p> <p>Valoriser les prairies inondables dans le lit endigué de la Loire, en créant une Association foncière pastorale avant le 31 décembre 2018</p> <p>Suivre les études relatives à la préservation et valorisation de la biodiversité</p> <p>Définir les contours d'une politique locale du commerce</p> <p>Piloter les opérations communales de revitalisation des centre-bourgs</p> <p>Veiller à l'insertion des jeunes dans le monde du travail</p> |
| BERTIN Guy       | Mobilités et numérique                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| MIRANDE Rodolphe | Culture                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| SARAMITO Sophie  | Tourisme                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| BELLARD Sylvie   | Sports                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| TUBIANA Sophie   | Gestion des milieux aquatiques et biodiversité               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Patrice Verité   | Revitalisation des centre-ville et centre-bourgs - Insertion |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Denis Sauléau    | SPANC                                                        | <p>Améliorer la qualité des installations d'assainissement non collectif sur les territoires, pour contribuer à la préservation de la qualité de nos milieux aquatiques</p> <p>Harmoniser les tarifs et les pratiques en matière de SPANC</p> <p>Garantir une bonne réactivité du service en respectant les délais</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |



|                      |                                                                         | Elaborer un schéma directeur de développement des formations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Marc Bonnin          | Emploi - formation                                                      | Suivre les politiques en matière d'emploi et de formation menées par la MDE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Jacky Bouchenore     | Droit des sols                                                          | Sous la responsabilité du Président, concrétiser, aux côtés de la région, le projet de pôle universitaire - définir ses modalités financières et techniques de fonctionnement<br>Créer pour le 1er juillet 2017 un grand service ADS rayonnant sur l'ensemble du territoire, avec un fonctionnement déconcentré et efficace, en veillant à la cohérence avec les PLU et PLU                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Fabrice Anger        | Patrimoine<br>Tourisme troglodyte                                       | S'assurer du bon dimensionnement des services nécessaires, et de la juste participation financière des communes intéressées par le service, en veillant à la cohérence avec les PLU et PLU<br>Valoriser les troglodytes au point de vue touristique<br>Concrétiser le projet de Loire à Vélo souterraine<br>Valoriser le patrimoine                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Beatrice Bertrand    | Gens du voyage - Santé                                                  | Remettre à jour le contrat local de santé et mettre en œuvre les actions qui y seront inscrites - Lutter prioritairement contre la désertification médicale<br>Accompagner les différents projets de maison de santé portés localement<br>Reprendre en régie la gestion de l'ensemble des aires d'accueil, en maintenant un service de qualité<br>Lutter contre les installations "sauvages" en dehors des aires d'accueil et de grand passage                                                                                                                                                                                                  |
| Jean-Luc Lhemanne    | Communication /<br>événementiel                                         | Définir un plan stratégique de communication pour la nouvelle communauté d'agglomération, afin de la faire connaître auprès de la population et promouvoir le territoire en dehors de ses frontières<br>Mettre en place une identité pour la communauté d'agglomération avant fin avril 2017<br>Créer un nouveau site internet communautaire avant fin avril 2017, tourné avant tout vers les usages et services<br>Coordonner l'organisation de certains grands événements                                                                                                                                                                     |
| Jean-Michel MARCHAND | Développement<br>économique / filière<br>équestre / projet de<br>campus | Définir une politique d'aide aux entreprises<br>Impulser une politique de construction d'immobilier d'entreprises, équilibrée sur le territoire, en harmonisant les règles de location et de reventes (délais, tarifs, etc.)<br>Positionner l'agence de Développement comme un outil qui fédère professionnels, élus, services communautaires et consulaires<br>Suivre le projet de Data center en souterrain et s'assurer de sa pérennité et de sa commercialisation<br>Soutenir la filière équine<br>Concrétiser, aux côtés de la région, le projet de pôle universitaire - définir ses modalités financières et techniques de fonctionnement |

DIRECTION GENERALE

Tel. 02.41.40.45.91

Email : [direction.generale@agglo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agglo-saumur.fr)

Ref. YC/LA - 2017-003

Saumur, le 9 février 2017

Madame la Vice-Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- préparer la prise de compétence GEMAPI pour le 1<sup>er</sup> janvier 2018, tant dans ses aspects institutionnels, techniques que financiers
- négocier les financements pour les travaux sur les digues domaniales,
- suivre le plan de prévention des risques inondation ; sensibiliser la population au risque inondation
- Réaliser un plan intercommunal de sauvegarde ; accompagner les communes intéressées dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans communaux de sauvegarde et leurs plans de continuité d'activité ;
- Partaire la connaissance des cavités et la partager ; encourager l'entretien des cavités ou leur réutilisation / valorisation, notamment en s'assurant de la concrétisation des actions prévues dans la PRI monde souterrain
- Sensibiliser au risque « glissement de terrain ».

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Frédéric BARDOU, directeur de l'environnement et des grands équipements (02.41.40.45.81), Madame Séverine LACOMBE, service environnement (GEMAPI) : 02.41.40.45.78.

Je vous prie de croire, Madame la Vice-Présidente, à l'assurance de mes meilleures salutations.

*Yves Cordier*

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jean-Michel MARCHAND

Monsieur Michel PATTEE  
vice-président  
18 rue de la Liberté  
Doué-la-Fontaine  
49700 DOUÉ-EN-ANJOU

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agplo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agplo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-004

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Stabiliser la masse salariale
- Favoriser les mutualisations de service entre collectivités - développer des partenariats permettant à la communauté d'agglomération de s'appuyer sur les services municipaux
- Harmoniser les régimes indemnitaires en mettant en place le RIFSEEP avant la fin de l'année 2017
- Harmoniser les temps de travail s'appliquant aux personnels en respectant le cadre légal
- Harmoniser les avantages sociaux s'appliquant au personnel de la communauté d'agglomération
- Mettre en place un plan de formation intercommunal

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Madame Valérie TEXIER, direction des ressources humaines : 02.41.83.30.43.

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance des mes meilleures salutations,

*Yves Cordelle*

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

*Yves Cordelle*

Jean-Michel MARCHAND



Monsieur Lionel FLEURY  
vice-président  
188 rue de la Salle  
49260 MONTREUIL-BELLAY

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agglo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agglo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-005

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Accompagner le plan routier départemental, notamment afin de finaliser la mise en 2x2 voies de la rocade de Saumur (rd947), le contournement d'Allonnes et de Concousson - finalisation des partenariats financiers
- Reprendre la gestion de l'ensemble des zones communales - accompagner le processus d'évaluation des charges transférées - contractualiser avec les communes pour assurer l'entretien des zones au moindre coût
- Mettre en oeuvre la politique d'investissement communautaire définie - suivre les grands chantiers d'investissements
- Maîtriser les charges de fonctionnement (notamment fluides) des équipements communautaires
- Assurer la fluidité des moyens de communication entre tous les acteurs (inter services Agglo - communes)
- (test d'une organisation « ISO »)
- Dimensionner les moyens informatiques et téléphoniques de la communauté d'agglomération aux besoins des services et aux enjeux de la dématérialisation.

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Monsieur Frédéric BARDOU, direction de l'environnement et des grands équipements : 02.41.40.45.81.

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations,

Bien cordialement

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jean-Michel MARCHAND

Monsieur Jérôme HARRAULT  
Vice-Président  
101 route de la cour du bois  
49650 ALLONNES

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agelo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agelo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-006

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêt de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.



Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Mettre en œuvre le plan d'actions relatif à l'installation et la transmission des exploitations
- Positionner la communauté d'agglomération comme facilitateur de manifestations structurantes
- Affirmer le Saumurois au sein du pôle végétal

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Madame Sandrine BOISDE, direction du développement économique et de l'attractivité : 02.41.40.45.87

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations.

*Ben cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
  
Jean-Michel MARCHAND  


Monsieur Armel FROGER  
vice-président  
3 route de Saumoussay  
49400 CHACE

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agelo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agelo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-007

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Piloter l'élaboration du PLUI de l'ex-Saumur Agglo, du Longueën et de 2 PLU de communes nouvelles de l'ex-Gennois, en cohérence avec les orientations du SCOT
- Faire vivre les documents d'urbanismes locaux
- Piloter les OPAH existant sur le territoire - Accompagner financièrement le logement social et privé
- Construire une politique de l'habitat équilibrée en lien avec le PLUI
- Créer pour le 1er juillet 2017 si possible un grand service ADS rayonnant sur l'ensemble du territoire, avec une organisation déconcentrée et efficace

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Madame Anne QUINTIN, direction de l'aménagement et de la cohésion du territoire (02.41.40.45.56).

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations,

*Bien cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

*Jean-Michel MARCHAND*





Monsieur Jean-Yves FULNEAU  
Vice-Président  
406 rue du Clos Baujon - Genes  
49350 GENNES-VAL DE LOIRE

DIRECTION GENERALE

Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agplo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agplo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-008

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Préserver les grands équilibres financiers de la communauté d'agglomération, sans augmenter la fiscalité
- Accroître notablement la politique d'investissement de la communauté
- Mettre en œuvre un pacte financier et fiscal de solidarité entre communauté d'agglomération et communes membres
- Harmoniser les politiques fiscales et tarifaires des différents services, en s'assurant d'une bonne communication auprès des contribuables/usagers
- Impulser une politique active de recherches de financement et de partenariats
- Mettre en œuvre un contrôle de gestion, permettant d'évaluer et mesurer les politiques publiques menées par la communauté d'agglomération ou par ses satellites

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Madame Emmanuelle TUDOUX, direction des moyens généraux : 02.41.40.45.65.

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations.

Bien cordialement



Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
Jean-Michel MARCHAND

Monsieur Jackie GOULET  
vice-président  
50 rue d'Alsace  
49400 SAUMUR

DIRECTION GENERALE

Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agplo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agplo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-009

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Mettre en œuvre le contrat de ville signé en 2015
- Piloter le programme de renouvellement urbain
- Coordonner la signature et la mise à jour des contrats enfance jeunesse
- Présider le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
- Remettre à jour le contrat local de santé et mettre en œuvre les actions qui y seront inscrites - Lutter prioritairement contre la désertification médicale
- Poursuivre la politique de soutien en faveur de l'insertion

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment :

- Pour les politiques sociales, relevant de la direction de l'aménagement et de la cohésion sociale, sous l'autorité hiérarchique de Madame Anne QUINTIN : Madame Claire COUDASSOT (02.41.40.45.56)
- Pour l'insertion, relevant de la direction du développement économique et de l'attractivité, sous l'autorité hiérarchique de Madame Sandrine BOISDE : Madame Marjorie FRAVSSINES (02.41.40.45.71)

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations

Bien cordialement

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Jean-Michel MARCHAND



Monsieur Christian RUAUT

Vice-Président

La Massonnière

49160 SAINT PHILBERT DU PEUPLE

DIRECTION GENERALE

Tel. 02.41.40.45.91

Email : [direction.generale@agglo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agglo-saumur.fr)

Ref. YC/LA 2017-010

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêt de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Harmoniser les tarifs et les pratiques en matière de SPANC
- Participer à la préparation de la fin des DSP existantes, en étudiant toute possibilité de gestion
- Préparer la prise de compétence communautaire sur l'ensemble du territoire pour le 1er janvier 2018 (eau potable et assainissement non collectif)
- Préparer ensuite l'harmonisation des tarifs et des modes de fonctionnement pour 2021
- Poursuivre la politique de renouvellement des réseaux et d'investissement dans les stations et usines, tout en veillant au prix de l'eau
- Préparer l'élargissement de la compétence "eaux pluviales" pour le 1er janvier 2020

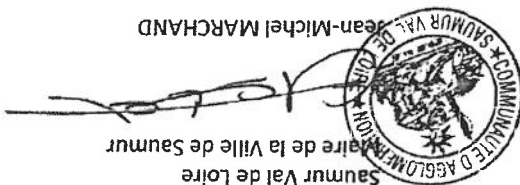
Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Frédéric BARDOU, direction de l'environnement et des grands équipements, Madame Gilliane REMAULT, service de l'eau et de l'assainissement (02.41.40.45.61)

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations,

Bien cordialement

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jean-Michel MARCHAND

Monsieur Anatole MICHEAUD  
vice-président  
1 rue de la Cour de Forges  
Forges  
49700 DOUÉ-EN-ANJOU

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparent de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Favoriser la mutualisation entre les différentes structures intervenant sur le territoire communautaire -
- Poursuivre les recherches d'économies en matière de déchets auprès des satellites
- Harmoniser pour 2020 les modes de financement des déchets
- Réduire la production de déchets, optimiser le tri et le recyclage des déchets
- Suivre de près le projet de centre de tri mutualisé de l'Anjou
- Elaborer un Plan Climat Air Energie Territorial pour décembre 2017, qui sera la véritable feuille de route
- Sensibiliser la population aux enjeux du développement durable
- Favoriser la transition énergétique locale - inscrire l'ensemble du territoire dans la démarche "territoire à énergie positive pour la croissance verte"

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Frédéric BARDOU, direction de l'environnement et des grands équipements,

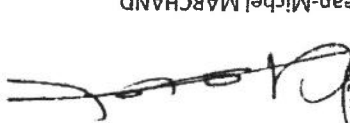
- Pour les déchets : Madame Cécile TOURON (02.41.40.45.73)
- Pour l'environnement : Madame Séverine LACOMBE (02.41.40.45.78)

Veillez croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations,

*Bien cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

  
Jean-Michel MARCHAND



Monsieur Eric MOUSSERION  
Vice-Président  
7 rue de la gare Iernay  
49260 ANTOIGNE

**DIRECTION GENERALE**

Tel. 02.41.40.45.91

Email : [direction.generale@aegeo-saumur.fr](mailto:direction.generale@aegeo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-012

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêt de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

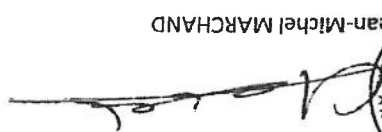

- Suivre les travaux de la CLECT - s'assurer de la bonne information de ses membres
- Définir les critères d'évaluation des charges transférées
- S'assurer de la cohérence des orientations de la CLECT avec celles du pacte financier et fiscal de solidarité

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Madame Emmanuelle TUDOUX, direction des moyens généraux (02.41.40.45.65), Madame Marie-Pascal HOUURY-MARCHAND, finances (02.41.40.45.52).

Veillez croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations,

*Bien cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

  
Jean-Michel MARCHAND  


Monsieur Guy BERTIN  
Vice-Président  
4 Allée des Marronniers  
49680 NEUILLE

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agplo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agplo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-013

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêt de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparent de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Préparer l'extension du périmètre de compétence communautaire en matière de transport et mobilité pour le 1er juillet 2017
- Finaliser les discussions financières avec la Région et le Département
- Mettre en cohérence les services, les horaires, les tarifs et le versement transport sur l'ensemble du territoire communautaire
- Finaliser l'optimisation du réseau de transport (étude lancée en 2016)
- Favoriser une politique de mobilités douces, alternative à la voiture et au transport collectif - finaliser l'étude lancée en 2016
- Favoriser le développement du covoiturage
- Conduire les relations avec les régions pour le cadencement des TER et des liaisons TGV
- Développer un réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques
- Concrétiser le déploiement du très haut débit sur le territoire
- Favoriser les usages numériques - « mettre en numérique » notamment les administrations communautaires et communales

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Madame Anne QUINTIN, direction de l'aménagement et de la cohésion sociale (transport, mobilités) : 02.41.40.45.56.

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance des mes meilleures salutations.

Bien cordialement



Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
Jean-Michel MARCHAND



Monsieur Rodolphe MIRANDE  
Vice-Président  
10 rue du 13 août 1944  
49400 ROU-MARSON

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@aealo-saumur.fr](mailto:direction.generale@aealo-saumur.fr)  
Ref. VC/LA 2017-014

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Vice-Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Préparer le transfert de la compétence enseignement musical pour le 1er septembre 2017 si possible
- Préparer l'emménagement de l'école de musique intercommunale pour le 1er septembre 2017
- Finaliser la rétrocession de la Closerie
- Faire rayonner le Dôme en dehors du territoire : billetterie électronique, promotion de la saison, tourisme d'affaires
- Amplifier les mises à disposition du Dôme pour des événements non inscrits dans la saison culturelle, et notamment dans le domaine professionnel, affaires
- Développer une programmation culturelle déconcentrée sur les territoires ruraux ou dans les quartiers prioritaires de la Ville
- Ecrire un projet culturel d'établissement pour le Dôme, intégrant à la fois le spectacle vivant, l'enseignement musical, les arts plastiques et la valorisation du patrimoine
- Optimiser les horaires des médiathèques pour une meilleure accessibilité du public, à l'appui d'un schéma de lecture publique à écrire avant le 31 décembre 2017
- Amener la lecture au plus près des habitants des communes et des quartiers
- Développer des partenariats avec le théâtre Philippe Noiret (mutualisation, interconnaissance, co-programmation)
- Réfléchir à la création d'une saison culturelle estivale, intégrant entre autres un festival de portée nationale
- Réinterroger le rôle des cybercommunes présents sur certains territoires

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Monsieur Silvio PACITTO, direction des affaires culturelles (02.53.93.50.05).

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de mes meilleures salutations.

*Jim Cardiac*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
Jean-Michel MARCHAND



Madame Sophie SARAMITO  
Vice-Présidente  
9 Rue du Gué Petiton  
49650 ALLONNES

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agflo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agflo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-015

Saumur, le 9 février 2017

Madame la Vice-Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparent de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants

- Créer la SPL tourisme pour le 1er avril 2017, en définissant un modèle économique viable, et en en faisant un Office de Tourisme de destination
- Valoriser les troglodytes - concrétiser le projet de Loire à Vélo Souterraine
- Poursuivre la réflexion sur la valorisation du Château de Saumur
- Faire du Saumurois une destination "Country break Nature"
- Développer les rencontres et événements d'affaires
- Coordonner le calendrier des différents événements du territoire - Faire porter certains grands événements par la SPL
- Construire un plan marketing pluriannuel
- Conforter l'image "vélo" du territoire
- Soutenir l'oénotourisme
- Harmoniser les tarifs et modes de perception de la taxe de séjour pour 2018

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Madame Sandrine BOISDE, direction du développement économique et de l'attractivité (02.41.40.45.87), Madame Sophie CHARRAUD, tourisme (02.53.93.50.19).

Je vous prie de croire, Madame la Vice-Présidente, à l'assurance de mes meilleures salutations,

Bien cordialement

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
Jean-Michel MARCHAND



Madame Sylvie BEILLARD  
Vice-Présidente  
"Les Aïreaux"  
49390 VERNAIL LE FOURRIER

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@ageilo-saumur.fr](mailto:direction.generale@ageilo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-016

Saumur, le 9 février 2017

Madame la Vice-Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparent de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :



- Définir une politique communautaire de soutien au sport de haut niveau, ainsi qu'à certaines manifestations ou événements sportifs
- Définir une politique communautaire sur les thèmes "sport et santé" et "sport et emploi"
- Harmoniser la politique de natation scolaire
- Reprendre la gestion des différents équipements aquatiques publics du territoire en assurant une parfaite continuité du service
- Mettre en cohérence pour 2018 les pratiques dans ces différents équipements aquatiques (tarifs, horaires, modes de gestion RH, etc)
- Mesurer les impacts financiers (investissement et fonctionnement) des nouveaux projets d'investissement en matière sportive (stade d'Offard, piscine de Longue-Jumelles)
- Piloter le transfert du stade d'Offard

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez travaillé, et notamment : Monsieur Stéphane ROBIN, direction des politiques sportives (02.41.40.45.74).

Je vous prie de croire, Madame la Vice-Présidente, à l'assurance de mes meilleures salutations.

Bien cordialement

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Jean-Michel MARCHAND  
  


Madame Sophie TUBIANA  
Vice-Présidente  
15 quai du Maronnier  
49400 SAUMUR

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agglo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agglo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-017

Saumur, le 9 février 2017

Madame la Vice-Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.



Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Finaliser le CTMA 1, en mettant en place les mesures de compensation promises - procéder à son évaluation
- Prévoir le lancement du CTMA 2 en veillant à une bonne information et à une bonne concertation
- Réhabiliter les boires et bras secondaires de la Loire
- Valoriser les prairies inondables dans le lit endigué de la Loire, en créant une Association foncière pastorale avant le 31 décembre 2018
- Suivre les études relatives à la préservation et valorisation de la biodiversité

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Frédéric BARDOU, direction de l'environnement et des grands équipements, Madame Séverine LACOMBE, environnement (02.41.40.45.78).

Je vous prie de croire Madame la Vice-Présidente, à l'assurance de mes meilleures salutations.

*Bien cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
  
Jean-Michel MARCHAND  


**DIRECTION GENERALE**  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@aglo-saumur.fr](mailto:direction.generale@aglo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-024  
49400 SAUMUR  
2 rue d'Alsace  
Conseiller communautaire délégué  
Monsieur Jean-Luc LHEMANN

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le Conseiller délégué,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Définir un plan stratégique de communication pour la nouvelle communauté d'agglomération, afin de la faire connaître auprès de la population et promouvoir le territoire en dehors de ses frontières
- Mettre en place une identité pour la communauté d'agglomération avant fin avril 2017
- Créer un nouveau site internet communautaire avant fin avril 2017, tourné avant tout vers les usages et services
- Coordonner l'organisation de certains grands événements

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Monsieur Bernard LEBREC, communication (02.53.93.50.12) sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Christophe LE BRUN, service des systèmes d'information et de la communication (02.41.83.30.52).

Je vous prie de croire, Monsieur le Conseiller délégué, à l'expression de mes meilleures salutations.

Bien cordialement

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
Jean-Michel MARCHAND



Monsieur Jacky BOUCHENOIRE  
Conseiller communautaire délégué  
16 avenue de Saumur  
49160 LONGUE-JUMELLES

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@aepl-saumur.fr](mailto:direction.generale@aepl-saumur.fr)  
Ref.YC/LA 2017-021

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le conseiller délégué,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.



Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Créer pour le 1er juillet 2017 un grand service ADS rayonnant sur l'ensemble du territoire, avec un fonctionnement déconcentré et efficace, en veillant à la cohérence avec les PLUI et PLU
- S'assurer du bon dimensionnement des services nécessaires, et de la juste participation financière des communes intéressées par le service, en veillant à la cohérence avec les PLUI et PLU

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Madame Anne QUINTIN, direction aménagement et cohésion du territoire (02.41.40.45.56)

Je vous prie de croire, Monsieur le conseiller délégué, l'expression de mes meilleures salutations.

*Bien cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
  
Jean-Michel MARCHAND  


Monsieur Fabrice ANGER  
Conseiller communautaire délégué  
104 rue des Fougérons  
Doué-la-Fontaine  
49700 DOUÉ-EN-ANJOU

**DIRECTION GENERALE**  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agflo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agflo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-022

Saumur, le 10 février 2017

Monsieur le conseiller délégué,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêt de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Valoriser les troglodytes au point de vue touristique -
- Concrétiser le projet de Loire à Vélo souterraine
- Valoriser le patrimoine

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Madame Sandrine BOISDE, direction du développement économique et de l'attractivité (02.41.40.45.87), Madame Sophie CHARRAUD, tourisme (02.53.93.50.19).

Je vous prie de croire, Monsieur le conseiller délégué, l'expression de mes meilleures salutations.

*Bien cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



Jean-Michel MARCHAND

Monsieur Marc BONNIN  
Conseiller communautaire délégué  
231 rue du Champ Robert - Méron  
49260 MONTREUIL-BELLAY

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agelo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agelo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-020

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le conseiller délégué,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :



- Elaborer un schéma directeur de développement des formations
- Suivre les politiques en matière d'emploi et de formation menées par la MDE
- Sous la responsabilité du Président, concrétiser, aux côtés de la région, le projet de pôle universitaire - définir ses modalités financières et techniques de fonctionnement

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Madame Sandrine BOISDE, direction du développement économique et de l'attractivité (02.41.40.45.87), Madame Marjorie FRAYSSINES, emploi/formation (02.41.40.45.71).

Je vous prie de croire, Monsieur le conseiller délégué, à l'expression de mes meilleures salutations.

*Bien cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Jean-Michel MARCHAND  
  




Madame Béatrice BERTRAND  
Conseiller communautaire délégué  
42 Rue Nationale  
49680 VIVY

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agglo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agglo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-023

Saumur, le 9 février 2017

Madame la conseillère déléguée,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêt de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Remettre à jour le contrat local de santé et mettre en œuvre les actions qui y seront inscrites - Lutter prioritairement contre la désertification médicale
- Accompagner les différents projets de maison de santé portés localement
- Reprendre en régie la gestion de l'ensemble des aires d'accueil, en maintenant un service de qualité
- Lutter contre les installations "sauvages" en dehors des aires d'accueil et de grand passage

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : Madame Anne QUINTIN, direction de l'aménagement et de la cohésion sociale (02.41.40.45.56), Monsieur Laurent SIKARCIOLU, gens du voyage (06.76.94.67.47).

Je vous prie de croire, Madame la conseillère déléguée, à l'expression de mes meilleures salutations.

Bien cordialement

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur



M. Michel MARCHAND

Monsieur Patrice VERITE  
Conseiller communautaire délégué  
26 rue des Ecoteries  
49590 FONTEVRAUD L'ABBAYE

DIRECTION GENERALE

Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agelo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agelo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-018

Saumur, le 9 février 2017

Monsieur le conseiller délégué,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :



- Définir les contours d'une politique locale du commerce
- Piloter les opérations communautaires de revitalisation des centre-bourgs
- Veiller à l'insertion des jeunes dans le monde du travail

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment :

- Madame Sandrine BOISDE, direction du développement économique et de l'attractivité (02.41.40.45.87) et sous son autorité, s'agissant de l'insertion, Madame Marjorie FRAYSSE (02.41.40.45.71)
- Madame Anne QUINTIN, direction de l'aménagement et de la cohésion du territoire (02.41.40.45.56) pour la revitalisation des centre-bourgs et l'insertion

Bien cordialement

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Monsieur Denis SAULEAU  
Conseiller communautaire délégué  
16 Rue de la Corderie  
49350 LES ROSIERS SUR LOIRE

DIRECTION GENERALE  
Tel. 02.41.40.45.91  
Email : [direction.generale@agflo-saumur.fr](mailto:direction.generale@agflo-saumur.fr)  
Ref. YC/LA 2017-019

Saumur, le 14 février 2017

Monsieur le conseiller délégué,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, l'arrêté de délégation que j'ai signé et qui détermine de manière précise les prérogatives qui sont les vôtres dans le domaine de compétence que j'ai choisi de vous confier avec votre accord.

Trois ans seulement nous séparant de la fin de notre mandat, et cette période me semble capitale pour mettre la communauté d'agglomération sur les rails qui doivent lui permettre de construire l'avenir du Saumurois, et relever les défis qui se posent à nous.

L'enjeu commun à tous nos domaines de compétences n'est pas minime : il s'agit de faire du Saumurois un territoire d'excellence et d'attractivité, qui rayonne en matière économique, touristique, culturelle et sportive qui attire de nouveaux habitants par des services de qualité, de l'emploi, et qui sait préserver et valoriser ses richesses naturelles et patrimoniales.

Pour ce faire, dans le domaine de compétence qui sera le vôtre, vous veillerez à atteindre les objectifs suivants :

- Améliorer la qualité des installations d'assainissement non collectif sur les territoires, pour contribuer à la préservation de la qualité de nos milieux aquatiques
- Harmoniser les tarifs et les pratiques en matière de SPANC
- Garantir une bonne réactivité du service en respectant les délais

Les services de la Communauté d'agglomération se tiennent à votre disposition pour vous aider à remplir votre tâche : si ce n'est déjà fait, vous pouvez d'ores et déjà prendre contact avec les personnes avec qui vous aurez à travailler, et notamment : sous l'autorité hiérarchique de Monsieur Frédéric BARDOU, direction de l'environnement et des grands équipements (02.41.40.45.81), Madame Gilliane REMAULT, eau et assainissement (02.41.40.45.61).

Je vous prie de croire, Monsieur le conseiller délégué, à l'assurance des meilleures salutations.

*Bien cordialement*

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur  
Jean-Michel MARCHAND







Bilan 1er semestre  
JUILLET 2017





Notre nouvelle agglomération

«Saumur Val de Loire » a été créée le 1er janvier 2017, constituée des anciennes structures intercommunales de Saumur Loire-développement, du Gennois, de Loire-Longué et des communes de Doué-en-Anjou, Louresse-Rochemenier, les Ulmes et Denezé-sous-Doué.

Dès les 12 et 19 janvier, l'ensemble de l'exécutif a été élu : le président, 15 vice-présidents et 7 conseillers délégués.

Chaque élu s'est vu confier des missions et des objectifs afin de faire vivre cette intercommunalité et de mettre en œuvre notre ambition pour le territoire. Tous les acteurs se sont fortement mobilisés et aujourd'hui notre agglomération est opérationnelle même si notre projet de territoire mérite d'être défini plus précisément. Ce sera l'objet des prochains séminaires des élus communautaires.

Mais d'ores et déjà, les défis sont nombreux :

- Défis financiers et fiscaux pour une harmonisation territoriale : c'est le travail de la Commission Locale d'Evaluation des

Charges Transférées (CLECT),

- Défi du développement économique et de la formation pour dynamiser notre territoire, le rendre attractif et soutenir l'emploi,
- Défi d'aménagement du territoire, pour une répartition judicieuse des équipements,
- Défi des services au public pour apporter à nos concitoyens les réponses à leurs demandes et leurs préoccupations,
- Défi d'équité sociale pour accompagner mieux ceux qui en ont le plus besoin,
- Défi de qualité environnementale et de transition énergétique pour s'inscrire dans un projet de développement durable,
- Défi culturel pour faire rayonner le Saumurois.

Cette année 2017 est déterminante pour la mise en place de notre nouvelle Communauté d'agglomération et ce premier bilan nous est utile pour mesurer le travail déjà effectué et ce qui nous reste à faire.

Jean-Michel MARCHAND,  
Président

# SOMMAIRE

|                                                                      |    |
|----------------------------------------------------------------------|----|
| Développement économique / filière équestre / projet de campus ..... | 3  |
| Prévention des risques naturels et technologiques .....              | 5  |
| Ressources humaines et mutualisation .....                           | 7  |
| Travaux et grands équipements .....                                  | 9  |
| Agriculture .....                                                    | 11 |
| Aménagement du territoire, urbanisme et habitat .....                | 13 |
| Finances .....                                                       | 15 |
| Politiques sociales .....                                            | 17 |
| Eau et assainissement .....                                          | 19 |
| Environnement, déchets et énergies renouvelables .....               | 21 |
| Commission locale des charges transférées (CLECT) .....              | 23 |
| Mobilités et numérique .....                                         | 25 |
| Culture .....                                                        | 27 |
| Tourisme .....                                                       | 29 |
| Sports .....                                                         | 31 |
| Gestion des milieux aquatiques et biodiversité .....                 | 33 |
| Communication/événementiel .....                                     | 35 |
| Droit des sols .....                                                 | 37 |
| Patrimoine Tourisme troglodyte .....                                 | 38 |
| Emploi - formation .....                                             | 39 |
| Gens du voyage - Santé .....                                         | 41 |
| Revitalisation des centre-ville et centre-bourgs - Insertion .....   | 42 |
| Service public d'assainissement non collectif (SPANC) .....          | 44 |

# DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE FILIERE EQUESTRE PROJET DE CAMPUS



## OBJECTIFS

- Définir une politique d'aides aux entreprises,
- Impulser une politique de construction d'immobilier d'entreprises, équilibrée sur le territoire, en harmonisant les règles de location et de reventes (délais, tarifs, etc.),
- Positionner l'Agence de Développement comme un outil qui fédère professionnels, élus, services communautaires et consulaires,
- Suivre le projet de Data center en souterrain et s'assurer de sa pérennité et de sa commercialisation,
- Soutenir la filière équine,
- Concrétiser, aux côtés de la Région, le projet de pôle universitaire - définir ses modalités financières et techniques de fonctionnement.

## JEAN-MICHEL MARCHAND, PRESIDENT



Notre Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, c'est 49 communes, 30 zones d'activités économiques, plus de 5 000 entreprises et près de 40 000 emplois. Le développement économique est la première compétence et des moyens conséquents (5 millions d'euros) ont été inscrits au budget 2017 en investissement sur les infrastructures économiques. Il s'agit de proposer aux entreprises une offre de qualité adaptée à leurs besoins et qui anticipe sur leurs projets d'extension.

Le groupe de travail Economie peut s'appuyer sur la Direction du Développement économique et l'équipe des développeurs économiques qui accompagne les entreprises et suit les dossiers d'installation, sur l'Agence de Développement Saumur Val de Loire positionnée sur la promotion, la prospection et le dynamisme de notre territoire pour plus d'activités et plus d'emplois.



# UNE COMPÉTENCE OBLIGATOIRE PRIORITAIRE AU SERVICE DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE

Dans le cadre de la loi NOTRe, la compétence de développement économique s'est réorganisée autour de deux niveaux de collectivités : la région et l'EPCI. Au sein de la nouvelle Communauté d'Agglomération, un pôle de développement économique s'est structuré autour de chargés de mission constituant les interlocuteurs de proximité et privilégiant des entreprises du territoire de Saumur Val de Loire.

Une gouvernance politique du développement économique s'est également mise en place au sein de la Communauté d'agglomération avec la création d'un lien fort avec les maires et ou élus référents des communes afin d'être au plus près et à l'écoute des besoins des entreprises.

Dans le cadre d'une concertation entre élus de la Communauté d'agglomération et représentants de l'Agence de Développement Saumur Val de Loire, un travail de clarification a été opéré permettant de mieux positionner les rôles respectifs de chacun. L'agence constitue l'outil qui fédère les acteurs économiques, qui anime les filières d'entreprises, et qui assure la promotion du potentiel économique de notre territoire à travers un programme d'actions clair et partagé entre élus de la collectivité et entreprises. La direction du développement économique de la Communauté d'agglomération constitue l'interlocuteur privilégié chargé d'accompagner les projets d'installation et de développement des entreprises du territoire saumurois.

Concernant la politique d'aides aux entreprises, la Région, au titre de sa compétence et dans le cadre de son schéma régional de développement économique, vient de définir son cadre d'intervention et les dispositifs qu'elle compte déployer. De son côté, à l'issue d'un débat mené en son sein, la Communauté d'agglomération a précisé son action en matière d'aide aux entreprises. Elle ne souhaite pas partir sur un règlement d'intervention mais plutôt sur de grands principes afin de pouvoir s'adapter aux demandes qui lui seront formulées et intervenir là et quand cela est nécessaire.

Les priorités retenues :

- une intervention qui s'inscrit dans une logique de complémentarité avec les aides régionales pour accentuer l'effet levier sur le projet accompagné,
- une intervention prioritairement ciblée sur les projets créateurs d'emplois pour le territoire.

Un important travail a également été mené par la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire pour harmoniser les pratiques tarifaires des bâtiments économiques (ateliers/ usines relais) des quatre ex EPCI. Il a permis d'aboutir à une règle commune et équilibrée de location et de revente des bâtiments économiques de la collectivité.

Concernant le projet d'un DATA CENTER en monde souterrain, celui-ci se poursuit activement autour d'un consortium composé d'entreprises spécialisées dans ce secteur d'activité et de la Caisse des Dépôts et Consignations. La Communauté d'agglomération a décidé d'apporter son soutien à la conduite de ce projet en mobilisant en son sein des ressources humaines chargées d'assurer le pilotage opérationnel, la coordination, la communication et le suivi du prototype Data Center. Une étape décisive visant à évaluer le marché potentiel, les conditions juridiques et économiques d'une modélisation économique et technique est actuellement en cours. Ses conclusions, attendues pour le courant de l'été, seront décisives dans le déploiement « grandeur nature ».

La communauté d'agglomération a décidé pour 2017 d'apporter son soutien financier à trois manifestations portées par le Comité Équestre au regard de leur rayonnement et de leur capacité à développer l'attractivité de notre territoire. Il s'agit du Concours Complet International, des HIT (Horse Innovation Talks) et du festival Art/Off Cheval.





# PREVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES



## OBJECTIFS

- Préparer la prise de compétence GEMAPI pour le 1er janvier 2018, tant dans ses aspects institutionnels, techniques que financiers
- Négocier les financements pour les travaux sur les digues domaniales
- Suivre le plan de prévention des risques inondation, sensibiliser la population au risque inondation
- Réaliser un plan intercommunal de sauvegarde - Accompagner les communes intéressées dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans communaux de sauvegarde et leurs plans de continuité d'activité
- Partaire la connaissance des cavités, et la partager - encourager l'entretien des cavités, ou leur réutilisation / valorisation, notamment en s'assurant de la concrétisation des actions prévues dans la PRI monde souterrain
- Sensibiliser au risque «glissement de terrain»

## ISABELLE DEVAUX, 1<sup>ERE</sup> VICE-PRESIDENTE



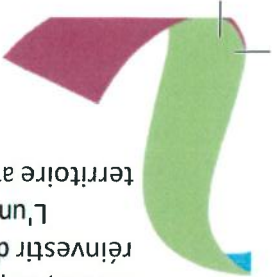
Le soutien du service environnement et plus particulièrement des risques est des plus précieux pour la découverte des missions qui m'incombent. Mes délégations sont conséquentes et doivent être prioritaires. D'autant que les délais impartis sont très courts notamment pour mettre en place la GEMAPI dont les enjeux sont considérables.

Cela n'exclut pas pour autant, les cavités pour lesquelles les attentes en gestion et en valorisation sont grandes. Passer d'une Commune de Communes de 18 000 habitants à une Agglomération de plus de 100 000 personnes, n'est pas aisé. Et pourtant, relever ce défi est exaltant. Défi qui a pour mot d'ordre : agir.

## LES SIX PREMIERS MOIS

Au 1er janvier 2018, la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire sera compétente en matière de « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI). Cette prise de compétence suppose une organisation et une uniformisation des missions à l'échelle des bassins versants.





Les échanges avec les services de l'État, l'établissement Public Loire, les syndicats de rivière existants et les EPCI voisins engagés au début de l'année 2016 se poursuivent. Ils ont pour objectifs de déterminer les missions adaptées à chaque bassin versant présent sur le territoire : la Loire, l'Authion, le Thouet et le Layon Loire Aubance, en fonction des enjeux.

Si les missions liées à la gestion des milieux aquatiques seront exercées par les syndicats de rivière existants, dont les périmètres seront étendus aux territoires non gérés, la question de la gestion de la prévention des inondations reste à construire.

Le volet obligatoire PI ne concerne que les travaux de sécurisation, l'entretien et la surveillance des ouvrages de protection, à savoir les digues.

Un groupe de travail « GEMAPI » a été mis en place pour une meilleure appropriation de ce dossier très technique, et qui permet de donner des orientations aux instances communales. Une réunion d'information à destination de l'ensemble des maires sera programmée au mois de septembre.

En lien direct avec la Communauté de Communes de Baugéois Vallée et Angers Loire Métropole, l'unité Prévention des Risques a abouti au vote d'une clé de répartition pour la participation au financement des travaux de sécurisation de la levée de l'Authion à hauteur de 2,76 millions d'euros. Les collectivités ont été sollicitées à hauteur de 20%, en complément de la subvention exceptionnelle accordée par le Ministère de 80% sur les 15,3 millions de travaux programmés pour le Maine et Loire.

Vu l'impact financier supporté par nos collectivités, les négociations avec les conseils départementaux et régionaux ont été engagées pour une participation complémentaire.

Saumur Val de Loire est associée par les services de l'État au processus de révision du Plan de Prévention du Risque Inondation pour le val d'Authion et la Loire saumuroise. Dans le cadre de l'élaboration des cartographies d'aléas, l'unité risque a appuyé les communes dans le suivi de l'impact de ce document sur les possibilités d'urbaniser leur territoire.

Le Plan Intercommunal de Sauvegarde est l'une des actions de la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation. Validée à l'unanimité et avec les félicitations de la Commission Inondations du Plan Loire le 14 juin 2017.

La mise en œuvre de cette stratégie, à l'appui de l'établissement Public Loire, dépend directement de la mise en place d'un Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) qui conditionne les financements. Ce programme d'action devra être présenté par les acteurs au début de l'année 2018.

Un groupe de travail spécifique aux missions « cavités souterraines » est mis en place afin de suivre et d'élaborer le Programme d'Action de Prévention des Risques Cavités (PAPRICA) qui bénéficie de l'appui technique de l'INERIS et du Ministère de la transition écologique et solidaire. La démarche Cavité mise en place par la collectivité en 2012 sera étendue à l'ensemble des territoires fusionnés et s'accompagnera de projets de sensibilisation.

Dans la continuité de ces actions de gestion des cavités en tant que risque, l'unité participe aux projets de valorisation et de reconquête du monde souterrain que sont les projets de parcs Loire à vélo Souterraine, développement de Data Center en milieu souterrain et d'exploitation du potentiel aérothermique des cavités souterraines. Ces projets sont actuellement à différents stades, et permettent non seulement de modifier la perception du monde souterrain, mais aussi de réinvestir des espaces qui présenteront de plus en plus de dangers au fil du temps.

L'unité appuie également les partenaires extérieurs pour des projets de recherche sur le territoire afin de parfaire la connaissance du fonctionnement des cavités souterraines en saumurois.

## OBJECTIFS

- Stabiliser la masse salariale Favoriser les mutualisations de service collectives - développer des partenariats permettant à la communauté d'agglomération de s'appuyer sur les services municipaux,
- Harmoniser les régimes indemnitaires en mettant en place le (RIFSEEP) avant la fin de l'année 2017,
- Harmoniser les temps de travail s'appliquant aux personnels en respectant le cadre légal,
- Harmoniser les avantages sociaux s'appliquant au personnel de la communauté d'agglomération,
- Mettre en place un plan de formation intercommunal.

## MICHEL PATTEE, 2<sup>E</sup> VICE-PRESIDENT

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire dispose maintenant de services opérationnels même s'il doit encore être envisagée l'adaptation de certains postes de travail en fonction des besoins et des changements intervenus dans les missions de la nouvelle aggro. L'objectif de maintenir la masse salariale a pour moi priorité, même si les moyens humains doivent aussi être en adéquation avec le niveau de services attendu par les élus et par les usagers. Toutes mutualisations possibles avec les services municipaux sont envisagées chaque fois qu'un besoin est détecté et je serai vigilant à ce que ces moyens d'action soient sollicités chaque fois que possible.



## LES ACTIONS REALISEES

1 – Création d'un outil d'organigramme incluant l'ensemble des agents ayant intégré la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et mise à jour du tableau des emplois et des effectifs.

2 – Réalisation d'un diagnostic sur les différents usages et règles des collectivités antérieures à l'agglomération en matière de temps travaillé. Mise en place de groupes de travail avec les agents en cours (membres des CT et CHSCT). La 1ère réunion des directeurs et chefs de services pour partage du diagnostic et élaboration d'hypothèses de travail était prévue le 4 juillet.

3 – Mise en place de nouveaux Comité technique (CT) et Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire : Procédure



d'élections lancée puis tirage au sort faite de liste déposée. Les CT et CHSCT nouvellement constitués ont été installés le 22 juin.

4 – Suivi de la masse salariale : Le budget alloué sur le chapitre 012 du budget principal notamment, a tenu compte de l'ensemble des postes existants au sein des services de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire mais aussi des dispositions prises avant le 31 décembre 2016 pour certains services.

Ont aussi été intégrés les créations rendues nécessaires par l'exercice de nouvelles compétences (PLUI, ADS, Mobilité, etc). Par ailleurs, il est établi un état détaillé mensuel de la consommation des crédits du chapitre 012 sur tous les budgets de la Communauté d'agglomération. Ces états sont visés chaque mois par le Vice-Président et le Directeur Général des Services.

5 – Favoriser les mutualisations et développer les partenariats avec les services municipaux : d'ores et déjà les services achats-marchés, les missions vagues, la mission « réceptions » sont mutualisés avec la Ville de Saumur, de plus, à compter du 1er juillet 2017, extension du service commun systèmes d'information avec la commune nouvelle de Doué-en-Anjou.

Une étude est actuellement en cours pour mutualisation de la location et de la maintenance de matériels de gestion des dépenses postales.

La Direction de l'Environnement et des Grands Equipements et la Direction des Politiques Sportives ont notamment développé des partenariats avec les communes sur tous les services techniques de proximité en ce qui concerne les personnels pour la saison estivale, l'entretien quotidien des zones d'activités et/ou des bâtiments de la médiathèque de Doué-La-Fontaine.

Des nouveaux partenariats seront établis chaque fois que possible.

6 – La mise en place d'un plan de formation intercommunal, de l'harmonisation des avantages sociaux et des régimes indemnitaires seront engagés après l'été 2017.

D'autres grands chantiers sont en attente en matière de Ressources Humaines :

- mise en place du nouveau RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel)
- harmonisation des avantages sociaux qui nécessitera concertation avec les organismes paritaires nouvellement mis en place à la Communauté d'Agglomération.



## OBJECTIFS

- Accompagner le plan routier départemental, notamment afin de finaliser la mise en 2x2 voies de la rocade de Saumur (RD 947), le contournement d'Allionnes et de Concousson - finalisation des partenariats financiers,
- Reprendre la gestion de l'ensemble des zones communales, accompagner le processus d'évaluation des charges transférées, contractualiser avec les communes pour assurer l'entretien des zones au moindre coût,
- Mettre en oeuvre la politique d'investissement communautaire définie, suivre les grands chantiers d'investissements,
- Maîtriser les charges de fonctionnement (notamment fluides) des équipements communautaires,
- Assurer la fluidité des moyens de communication entre tous les acteurs (inter services Agglo - communes) - (test d'une organisation «ISO»),
- Dimensionner les moyens informatiques et téléphoniques de la Communauté d'agglomération aux besoins des services et aux enjeux de la dématérialisation.

## LIONEL FLEURY, 3<sup>È</sup> VICE-PRESIDENT



La nouvelle agglo doit faire preuve d'ambition pour la conduite de sa politique d'investissement des grands équipements sur son territoire, tout en maîtrisant les finances publiques. Il est en particulier essentiel de prendre le temps de bien calibrer les projets d'équipements sportifs, culturels, économiques,... afin que ces derniers répondent aux attentes des utilisateurs, tout en veillant à intégrer dans la réflexion

Enfin, profitons de l'expertise et du savoir-faire des communes pour travailler sur un partenariat permettant une gestion technique de proximité efficace de ces équipements communautaires.

## LES SIX PREMIERS MOIS

L'agglo a contribué à la finalisation du plan de financement pour la poursuite des travaux de doublement de la RD 347 entre le Pont du Cadre Noir et le giratoire de Pocé, incluant l'aménagement de l'échangeur des Romans à Bagneux. Sa participation financière sera de 1,72 M€ pour un montant global du projet de 10,4 M€ HT. Les travaux, dont la maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Conseil Départemental du Maine et Loire, s'étaleront sur 4 années et pourraient commencer dès 2018.

Pour les autres projets d'infrastructures routières, les travaux de la déviation d'Allonnes devraient commencer début juillet 2017. La déviation de Concousson sur Layon est quant à elle prévue après 2021.

La nouvelle Communauté d'agglomération Saumur Lal de Loire gère désormais 31 zones d'intérêts communautaires, dont 16 ont été transférées par les communes. Une démarche d'évaluation des charges est en cours avec un prestataire externe, ceci afin de proposer une première approche financière à la CLECT pour septembre prochain. Des conventions de prestation de services ont été établies avec plusieurs communes de l'Agglo (Montreuil-Bellay, Distré, Saumur, Doué-en-Anjou, Genes-Val-de-Loire, Longué-Jumelles, les Rosiers-sur-Loire, Chacé) afin de faire intervenir leurs services techniques pour des prestations d'entretien courant de premier niveau (entretien des espaces verts, balayage voirie, etc.).

Les élus de l'Agglo ont validé un Programme Pluriannuel d'Investissement listant les projets majeurs qui vont marquer ce mandat. Les principaux projets portés sont les suivants :

- construction d'ateliers et usines relais sur les différentes zones communautaires ;
- suivi du projet de nouveau pôle de formation du saumurois, en lien avec les services de la Région qui assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée de cette opération ;
- travaux de modernisation ou d'extension des différents centres aquatiques (Val de Thouet, Offard, Genes, Longué, les Rosiers-sur-Loire, Montreuil-Bellay, Brain-sur-Allonnes, Doué-en-Anjou) ;
- travaux de rénovation thermique de la médiathèque de Doué-en-Anjou ;
- travaux de modernisation du stade d'athlétisme d'Offard ;
- travaux de modernisation de la médiathèque de Saumur (rénovation thermique) ;
- travaux d'adaptation du Dôme pour permettre l'accueil de l'école de musique ;
- modernisation du parc des véhicules de service de l'agglo avec l'acquisition de véhicules électriques ;
- travaux de modernisation des voiries et de l'éclairage public des zones communautaires ;
- développement extension des zones d'activité (zone des sabotiers à Genes-Val-de-Loire, ...);
- travaux de mise aux normes des équipements communautaires.

Les principales actions engagées pour la maîtrise des charges de fonctionnement des équipements communautaires sont les suivantes :

- participation au groupement d'achat des dépenses d'énergie proposé par le SIFML pour les abonnements d'électricité et de gaz de ville,
- mise en place d'outils de supervision des équipements techniques de traitement d'air et d'eau (GTC) permettant d'optimiser les cycles de fonctionnement et les consommations des fluides et d'énergie,
- mise en place de contrats de maintenance ou d'entretien « globalisés » afin de faire des économies d'échelle.

La démarche « iso » n'a pas été initiée, ce devrait être un chantier lancé pour la fin du mandat. Des réunions de coordination sont organisées régulièrement entre les services opérationnels de la direction de l'Environnement et des Grands Equipements et les autres directions fonctionnelles de l'agglomération.

L'intégration des systèmes d'information et des données mais également la nouvelle organisation de la collectivité a eu un impact fort sur le plan de charge des services : Accueil et équipement de nouveaux agents, reprise des solutions informatiques et téléphoniques et des contrats.

L'intégration de l'ensemble des piscines du territoire et l'informatisation de la billetterie des piscines d'été ont été réalisés.

Le SIG a dû être étendu au nouveau périmètre en intégrant les données des 17 communes hors Saumur Loire Développement. Au 1er janvier, le service Systèmes d'Information est mutualisé entre la Communauté d'Agglomération, la Ville de Saumur, le CCAS de Saumur et la commune nouvelle de Doué-en-





- Mettre en œuvre le plan d'actions relatif à l'installation et la transmission des exploitations,
- Positionner la communauté d'agglomération comme facilitateur de manifestations structurantes,
- Affirmer le Saumurois au sein du pôle végétal.

## JEROME HARRAULT, 4<sup>E</sup> VICE-PRESIDENT



La question agricole est un sujet dont le territoire s'est saisi depuis plusieurs années déjà. Compétence facultative, et transversale, l'agriculture constitue une composante majeure de l'économie du territoire en raison de son importance sur le territoire (superficie, paysages, tourisme) mais aussi de son poids économique. En effet, la nouvelle agglomération Saumur Val de Loire, rassemble 1 200

La diversité de ces activités est très importante : de la semence, en passant par le maraîchage, de la production de rosiers à la viticulture... qui sont autant d'identités rayonnantes sur le territoire.

## UNE CONTINUITE DES ACTIONS ET UNE ADAPTATION AUX BESOINS LOCAUX

Les quatre EPCL, à travers le syndicat mixte du Grand Saumurois, s'étaient intéressés à la question de la commercialisation des produits locaux au travers de la restauration collective, et avait, pour cela, entamé un travail de diagnostic/action.

L'ensemble de ces travaux ont été repris par la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire au 1er janvier 2017. Leur suivi est assuré par la commission agriculture de la Communauté d'agglomération et chaque action est pilotée par un binôme de référents élus de cette commission. Ce fonctionnement permet aux élus de s'impliquer de manière directe dans les projets et leur mise en œuvre. Cette commission a récemment été ouverte à d'autres élus, des conseillers municipaux, permettant une plus grande intégration territoriale.

Le plan d'action agricole se décompose en trois volets distincts, pour lesquels sept actions sont déclinaées.



**Volet installation : conforter l'espace de production (toutes productions), les sols et les ressources**

Action 1 : « Mesures locales pour l'installation et la transmission » : L'objectif de ce groupe est de mobiliser tous les acteurs de l'installation et de la transmission en agriculture pour fédérer les énergies. Un annuaire, répertoriant toutes les aides et les services à disposition des chefs d'exploitation qui souhaitent transmettre, mais aussi auprès de ceux qui souhaitent s'installer sur le territoire, est en cours de réalisation et verra le jour en septembre 2017 afin d'orienter et d'accompagner au mieux le porteur de projet dans ses démarches.

Action 2 : « Rendez-vous individuels gratuits avec un conseiller spécialisé » : Menée à titre expérimental sur le secteur allonnais, cette action proactive s'adresse aux cédants d'exploitations agricoles âgés de 55 à 65 ans. Elle prend la forme d'un accompagnement individualisé de la Chambre d'Agriculture des cédants qui se posent la question de la transmission.

Action 3 : « Info & événement Farm-dating » : Il s'agit d'organiser une soirée d'information sur l'installation-transmission ainsi qu'un événement de mise en relation entre cédants et repreneurs avec une formation préalable des chefs d'entreprises « Présenter mon exploitation de manière attractive ». Cette soirée se déroulera sur le territoire saumurois en novembre 2017.

Action 4 : Groupe de travail foncier pour l'installation et la transmission des entreprises agricoles : Il s'agit ici de créer un lieu d'échanges des acteurs de la gestion foncière (élus, organismes, responsables structures), pour envisager des solutions au maintien du foncier agricole des exploitations viables ne trouvant pas naturellement de repreneur sur le territoire. Le groupe de travail foncier pour l'installation et la transmission des entreprises agricoles se réunira de nouveau à la rentrée de septembre 2017 pour définir le cadre et les contours des échanges entre ces structures.

**Volet commercialisation : développer la commercialisation des produits du végétal spécialisé**

Action 5 : Production locale et restauration collective : une étude intitulée, « commercialisation des produits agricoles locaux : opportunités des restaurations collectives », a été réalisée en 2016. Elle concerne les productions de fruits et légumes du territoire et traite de la question des débouchés en restauration collective. L'enjeu sous-jacent de l'ancrage des productions légumières et fruitières dans le territoire a motivé le lancement de la démarche et une ébauche de plan d'action sur la question de la commercialisation des produits locaux est en train d'émerger.

**Volet innovation : développer les productions phares et s'inscrire dans l'expérimentation**

Action 6 : Acquisition foncière pour une ferme-relais : Sur la base d'un foncier de 12 ha situé au sud de la zone d'activités de la Ronde, la Communauté d'Agglomération engage une réflexion sur un projet de création de ferme-relais, à l'instar des ateliers-relais qui se construisent dans le domaine industriel et artisanal.

Action 7 : Rédaction d'une charte de bon voisinage : Il s'agit d'élaborer un document sur la base d'une étude approfondie des pratiques territoriales agricoles, des spécificités culturelles, et des paysages, qui appellera les règles de base du "bien vivre ensemble" à la campagne pour positiver les rapports entre agriculteurs et riverains.

Au-delà de ce plan d'actions, la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire soutient les événements dynamisant le territoire à l'instar de la manifestation Rando-Ferme, dont la 10<sup>ème</sup> édition s'est déroulée le 4 juin 2017, et a rassemblé près de 3 000 visiteurs.

La Communauté d'agglomération poursuit son soutien au pôle de compétitivité Végépolys que ce soit au titre de la gouvernance du pôle ou de sa plateforme technique Végépolys Innovation (ex-Vallinov) à hauteur de 17 000 €.



# AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISME ET HABITAT

## OBJECTIFS

- Piloter l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de l'ex Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, du Longuëen et de 2 PLU de communes nouvelles du Gennois, en cohérence avec les orientations du SCOT,
- Faire vivre les documents d'urbanismes locaux,
- Piloter les OPAH existant sur le territoire - Accompagner financièrement le logement social et privé,
- Construire une politique de l'habitat équilibrée en lien avec le PLUI,
- Créer pour le 1er juillet 2017 si possible un grand service «Autorisation du Droit des Sol» rayonnant sur l'ensemble du territoire, avec une organisation déconcentrée et efficace.

## ARMEL FROGER, 5<sup>E</sup> VICE-PRESIDENT



«Peut-être, introduire mon propos bilan en affirmant, qu'aujourd'hui, nous devons aménager autrement et surtout urbaniser mieux. C'est bien l'essence même du projet SCOT et de son suivi. C'est également l'enjeu majeur des PLUI pour un aménagement durable. C'est aussi le formidable enjeu du PLH nous soyons tous acteurs de ce projet.»

## LES SIX PREMIERS MOIS

A l'appui du SCOT qui a été approuvé le 23 mars 2017, ce premier semestre a permis de porter la voix d'un Saumurois unifié devant nos partenaires à l'occasion de la réalisation des nouveaux programmes et schémas d'aménagement : SRADDET, SDAASP, etc. Il s'est agi également de commencer à positionner la Communauté d'agglomération comme l'acteur incontournable et essentiel de l'Est-Anjou, et plus largement du Val de Loire.

La compétence Habitat se déploie à l'échelle du nouveau territoire Saumur Val de Loire

Conformément à la loi Egalité et Citoyenneté de janvier 2017, l'agglomération vient de lancer la prescription d'un nouveau PLH devant désormais couvrir, l'ensemble de son nouveau périmètre sous un délai de 3 ans. Ainsi, des enjeux forts devront être mis en débat à plus ou moins court terme, en lien direct avec les PLUI et PLU en cours d'élaboration.



## Le guichet unique ressources

L'agglomération disposait déjà depuis 2009 d'un guichet unique d'information, au sens d'un lieu ressources, référencé par les partenaires, les porteurs de projets, à disposition de tous les habitants du territoire.

Ce guichet a été conforté dès le premier semestre 2017 au moyen d'un partenariat renouvelé avec l'Espace Info Energie (EIE) de Maine et Loire et l'ADIL 49 (Agence Départementale d'Information sur le Logement) pour répondre à toutes les questions d'ordre énergétique, fiscal, financier et juridique.

## La nouvelle gouvernance de la politique d'attribution des logements sociaux

L'agglomération a poursuivi, en prolongement des travaux engagés en 2016 à l'échelle des 32 communes, l'élaboration de la Convention Intercommunale d'Equilibre Territorial (CET) à l'échelle de son nouveau périmètre.

Cette convention a vocation à traduire en objectifs précis et territorialisés les orientations en matière d'attributions de logement définies par la conférence intercommunale du logement (CIL) qui se réunira le 21 septembre 2017 pour en valider le contenu. La CET vise à améliorer la mixité sociale, en permettant aux plus modestes d'accéder au logement social, et à veiller à un meilleur équilibre entre les territoires.

Depuis le 1er janvier 2017 et le rattachement de l'office public HLM Saumur Habitat, l'agglomération dispose désormais d'un outil en propre, ancré localement et au service de l'ensemble de ses communes membres pour accompagner leur projet de développement.

## Les dispositifs garantissant l'accès au logement

Nombreux sont les dispositifs portés par l'agglomération au service de tous les publics et notamment à destination des publics jeunes et modestes parmi lesquels l'offre de permanence AIO (accueil Information Logement), l'hébergement temporaire et chez l'habitant ou bien encore l'intermédiation locale.

## La compétence PLU à l'échelle du nouveau territoire

- le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) a été prescrit le 10 décembre 2016.  
- le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) du secteur Loire-Longue (11 communes), et des communes nouvelles de Gennes-Val-de-Loire (5 communes) et Tuffalun (3 communes) : Prise en charge des PLU des communes nouvelles du Gennois (Gennes-Val-de-Loire/ Tuffalun) et intercommunal du Longueen prescrit avant le 31/12/2016.

- différentes opérations ont été menées concernant les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), Plan d'Occupation des Sols (POS), cartes communales des communes de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire :

\* Elaboration des projets de modifications simplifiées ou avec enquête publique, mise en compatibilité avec un projet d'intérêt général : Artannes-sur-Thouet (régie), Distré, Fontevraud-l'Abbaye, Montreuil-Bellay, Le Puy-Notre-Dame (régie), Souzay-Champigny.

\* Définition des modalités de mise à disposition du public des projets de modifications simplifiées (CC du 22/06/2017).

\* Approbation de la modification simplifiée du PLU de St-Cyr-en-Bourg pour la ZAC d'habitat dite « des Plantes » (23/03/2017).

- Mise à jour des PLU communaux Ville de Saumur et Vivy (servitude Gaz) et classement sonore des infrastructures de transport, et servitudes aéronautiques pour de nombreuses communes, achèvement du PLU de Parnay (approbation le 22/06/2017), continuation du PLU de Vivy (enquête publique achevée le 26/04/2017)...

Enfin, suite à la prise en compétence PLU, la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire est devenue de droit titulaire du droit de préemption urbain (DPU) en lieu et place de ses communes membres.





## OBJETIFS

- Préserver les grands équilibres financiers de la Communauté d'Agglomération, sans augmenter la fiscalité,
- Accroître notablement la politique d'investissement de la Communauté,
- Mettre en œuvre un pacte financier et fiscal de solidarité entre communauté d'agglomération et communes membres,
- Harmoniser les politiques fiscales et tarifaires des différents services, en s'assurant d'une bonne communication auprès des contribuables/usagers,
- Impulser une politique active de recherches de financement et de partenariats,
- Mettre en œuvre un contrôle de gestion, permettant d'évaluer et mesurer les politiques publiques menées par la communauté d'agglomération ou par ses satellites.

JEAN-YVES FULNEAU, 6<sup>E</sup> VICE-PRESIDENT

Ce 1<sup>er</sup> semestre est marqué par les rapprochements comptables des entités communales a reçu des moyens financiers via une attribution de compensation, qui permet de neutraliser l'effet fiscal généré par les nouveaux taux votés par Saumur Val de Loire.

Dans les prochains mois, un pacte financier et fiscal sera mis en place entre les communes et la communauté d'agglomération à l'issue du rapport de la CLECT.

## UNE POLITIQUE FINANCIERE AMBITIEUSE ET REALISTE

Pour garantir la faisabilité financière du programme d'investissement de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire de l'ordre de 12 M€/an sur le mandat, le premier travail a porté sur le fonctionnement afin de déterminer l'épargne disponible pour l'investissement, en tenant compte du poids des nouveaux emprunts nécessaires au financement du plan pluriannuel d'investissement comme suit :

|                                     | 2017       | 2018       | 2019       | 2020       |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Produits de fonctionnement          | 39 192 568 | 39 647 592 | 39 464 150 | 39 860 039 |
| Charges de fonctionnement           | 31 144 692 | 31 569 401 | 31 916 231 | 32 348 855 |
| =EXCEDENT BRUT                      | 8 047 877  | 8 078 191  | 7 547 919  | 7 511 184  |
| =EPARGNE NETTE                      | 5 083 930  | 5 218 977  | 4 539 496  | 4 100 794  |
| ENCOURS au 31/12/N                  | 22 290 530 | 22 062 906 | 25 031 570 | 25 823 724 |
| Capacité désendettement en années   | 3          | 3          | 3          | 3          |
| Ratio Agglo Encours / habitant      | 222        | 220        | 250        | 258        |
| INVESTISSEMENTS NETS                | 9 243 025  | 9 910 094  | 9 595 450  | 7 194 433  |
| INVESTISSEMENTS BRUTS N             | 11 660 602 | 12 757 416 | 13 463 618 | 10 158 306 |
| INVESTISSEMENTS BRUTS (REPORTS N-1) | 5 578 593  |            |            |            |
| DOTATION AUX AMORTISSEMENTS         | 2 927 982  | 2 927 982  | 2 927 982  | 2 927 982  |

Cette chaîne d'épargne, qui montre un programme ambitieux et réaliste est proposée à fiscalité constante. Il est précisé qu'en 2017, 1 million d'€ est affecté aux fonds de concours à destination des communes membres dans le cadre de leur projet d'investissement.

Au 30 juin 2017, ci-après le taux de réalisation sur le budget principal (avec l'engagement des dépenses et des recettes) :

|                            | Crédits mandats<br>et engagés | Taux<br>de réalisation |
|----------------------------|-------------------------------|------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | 23 506 768 €                  | 66,9 %                 |
| Recettes de fonctionnement | 35 061 096 €                  | 74,1 %                 |
| Dépenses d'investissement  | 8 199 583 €                   | 35,4 %                 |
| Recettes d'investissement  | 1 428 187 €                   | 9,0 %                  |

Par ailleurs, s'il est nécessaire de chercher à maîtriser la dépense publique en améliorant son efficacité et son efficience, il est tout aussi indispensable de dégager de nouvelles marges de manœuvre en matière de recettes publiques. Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération impulse une politique active de recherches de financements et de partenariats depuis sa création.

La collectivité s'est également engagée à la construction d'un pacte financier et fiscal de solidarité. Cependant, ancré dans une vision politique, ce dernier doit tout se placer au service du projet de territoire qui lui donne sa légitimité. Il en constitue ainsi le volet financier pour ce qui concerne la communauté et ses communes membres.

Cette relation étroite lui permet de dépasser la simple addition d'accords financiers isolés et de se positionner dans une logique d'intégration. C'est pourquoi, ce dernier suivra ou sera concomitant à la définition du projet de territoire en cours d'élaboration et sera consécutif à l'approbation du rapport de la CLECT.

D'autre part, dans le cadre de la fusion et suite à des politiques organisationnelles et tarifaires différentes sur les anciens territoires, la Communauté d'agglomération envisage d'harmoniser les politiques fiscales et tarifaires des différents services, en s'assurant d'une bonne communication auprès des contribuables/usagers. En effet, il a déjà été acté l'harmonisation des tarifs transport sur ceux pratiqués par Saumur agglabus à partir du 1er juillet 2017, entraînant une baisse des tarifs pour les territoires du douessin, du longuéen et du gennois, l'application du versement transport de manière progressive, l'harmonisation de la taxe de séjour sur l'ensemble du territoire ainsi que celle du fonctionnement et de la gestion des piscines avec la modification de certains tarifs.

A compter de 2018, les services s'efforceront de continuer ce travail sur les compétences urbanisme, déchets, assainissement collectif et non collectif, eau et GEMAPI.

Le contrôle de gestion est un processus qui permet de mesurer et d'agir « pour que les ressources soient utilisées avec efficacité et efficience pour réaliser les objectifs que se fixe l'organisation ». Il s'agit d'une démarche dynamique et commune qui implique l'ensemble des acteurs de la collectivité. Elle permet de sensibiliser chaque service aux conséquences des décisions qu'il prend à la fois en terme de coût et de qualité. Afin d'assurer le succès de cette démarche « contrôle de gestion » au sein de la Communauté d'agglomération, il est indispensable que l'organisation soit aboutie. Il est ainsi envisagé de démarrer la mission courant du dernier trimestre 2017.



## OBJECTIFS

- Mettre en œuvre le contrat de ville signé en 2015,
- Piloter le programme de renouvellement urbain,
- Coordonner la signature et la mise à jour des contrats enfance jeunesse,
- Présider le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,
- Remettre à jour le contrat local de santé et mettre en œuvre les actions qui y seront inscrites
- Lutter prioritairement contre la désertification médicale,
- Poursuivre la politique de soutien en faveur de l'insertion.

## JACKIE COULET, 7<sup>E</sup> VICE-PRESIDENT



La solidarité doit être un pilier de notre action publique, et particulièrement des politiques sociales, de la ville et d'insertion. Plus qu'un moyen de corriger les inégalités, les politiques sociales constituent un véritable levier en faveur du développement du territoire, car elles permettent de créer des synergies entre les individus, de favoriser la mobilité géographique et sociale, de réveiller des dynamiques et d'inclure

l'ensemble des forces actives dans un même mouvement de développement. Volet économique, volet culturel et volet social doivent absolument s'intégrer dans une seule et même action cohérente et volontaire.

## LES 6 PREMIERS MOIS

Le Conseil communautaire du 26 juin 2015 a validé la mise en œuvre du nouveau contrat de ville 2015- 2020. Ce contrat s'articule autour de trois piliers :  
- développement urbain, cadre de vie et tranquillité publique,  
- développement économique, emploi et formation,  
- cohésion sociale.

Les différents partenaires institutionnels de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, l'État, la Ville de Saumur, le Département de Maine-et-Loire, le Conseil Régional des Pays de la Loire, la Caisse d'Allocations Familiales et Saumur Habitat s'engagent dans ce nouveau contrat, signé pour 5 ans.

Le travail préfiguratif au programme de renouvellement urbain n°2 (PRU2) du quartier prioritaire «Chemin vert-Hauts quartiers» a été conduit depuis juin 2016, avec l'Etat, Saumur Habitat et la Ville de Saumur et aboutit à présent. Au vu de l'enveloppe accordée par l'ANRU en janvier 2017, la tâche principale du 1er semestre 2017 a été de sélectionner les programmes les plus pertinents pour la dynamique du quartier et son attractivité dans la ville, sans perdre en qualité et cohérence urbaine.







Ce travail conduit à présenter devant l'ANRU un dossier recentré sur le cœur du Chemin vert autour des actions suivantes : requalification de l'habitat social, installation d'activités économiques et équipements socio-éducatifs et sportifs. Le montant des opérations du programme valide s'élève à 18 957 942 € HT, répartis entre 54% Saumur habitat, 38% Ville de Saumur et 8% agglomération. Une enveloppe complémentaire a été sollicitée, dont le montant sera connu à la rentrée 2017.

Depuis le 1er janvier 2017, l'Agglomération porte la compétence Politique de la ville, conformément à la loi, désormais inscrite dans ses statuts au rang de file (définition des orientations du contrat de ville, pilotage de l'animation).

Pour 2017, l'enveloppe consacrée à la programmation du Contrat de Ville a ainsi été portée à 100 000€ au budget voté le 06 avril 2017 (50 000€ en 2016) permettant de mettre en œuvre des actions fédératrices de développement au service des habitants tels que :

- des actions éducatives auprès des jeunes du quartier,
- le soutien vers l'emploi (valorisation des compétences, confiance en soi, aptitude au rythme professionnel, accompagnement autour de l'entretien d'embauche, précarité des femmes ...)
- la culture, la lecture et les pratiques musicales,
- le sport et la santé.

Au total, la programmation 2017 s'élève à 93 208€ soit 33% de l'enveloppe partenariale consacrée au quartier prioritaire Chemin-Vert/Hauts-Quartier reconnu d'intérêt régional (279 943€).

Les autres missions confiées au titre des politiques sociales sont en attente de moyens en personnel (été 2017). Néanmoins, et par anticipation, un travail a d'ores et déjà été engagé sur les points suivants :

- Le Contrat Enfance Jeunesse dans la perspective de proposer dès 2017 un cadre contractuel unique couvrant l'ensemble du périmètre de Saumur Val de Loire, garantissant lisibilité et simplification.
- La prévention routière à destination des scolaires et plus particulièrement auprès des lycéens, selon les mêmes modalités (mise en scène d'un accident de la route et procès fictif), qui sera organisée le 17 octobre 2017.
- L'impact sur la santé du 2ème programme de rénovation urbaine en cours d'élaboration dans le quartier prioritaire chemin-vert/Hauts Quartiers avec la conduite d'une étude en lien avec la coordination du Contrat Local de Santé (éligible à des financements de l'Agence Régionale de Santé).
- Les parcours de santé des personnes précaires sur le quartier politique de la Ville de Saumur.

En matière de soutien en faveur de l'insertion, différentes actions sont menées :

- Soutien de la Mission Locale du Saumurois, dont la nouvelle action Garantie Jeune.
- Soutien aux Chantiers d'insertion, et Associations d'insertion du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.
- Soutien à l'Antenne d'Unis Cité : 20 jeunes en service civique.
- Réflexion sur la politique communautaire en matière d'insertion : rencontre avec l'ensemble des associations d'insertion de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. Ce travail permettra de préparer le Budget Prévisionnel 2018.
- Soutien de la Plateforme Mobilité Départementale – Association AFODIL.

# EAU ET ASSAINISSEMENT



## OBJECTIFS

- Harmoniser les tarifs et les pratiques en matière de Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC),
- Participer à la préparation de la fin des Délégations de Services Publics (DSP) existantes, en étudiant toute possibilité de gestion,
- Préparer la prise de compétence communautaire sur l'ensemble du territoire pour le 1er janvier 2018 (eau potable et assainissement non collectif),
- Préparer ensuite l'harmonisation des tarifs et des modes de fonctionnement pour 2021,
- Poursuivre la politique de renouvellement des réseaux et d'investissement dans les stations et usines, tout en veillant au prix de l'eau,
- Préparer l'élargissement de la compétence « eaux pluviales » pour le 1er janvier 2020.

## CHRISTIAN RUAUT, 8<sup>E</sup> VICE-PRESIDENT



La mise en commun des services de l'eau et de l'assainissement sur le périmètre de Saumur val de Loire et ses 100 000 habitants est en cours.

## LES 6 PREMIERS MOIS

Pour le SPANC, le service est maintenant opérationnel, les décisions pour 2018 en terme de fonctionnement sont actées, ne reste que la composante des tarifs à harmoniser et le recrutement d'un technicien supplémentaire pour permettre la réalisation des contrôles « vente » et « neufs » sur l'ensemble du nouveau territoire.

L'assainissement collectif et l'eau potable seront des compétences exercées par l'agglomération au 1er janvier 2018 pour l'ensemble des communes. L'ancienne agglomération de Saumur avait un contrat d'affermage pour la gestion du réseau Adduction d'Eau Potable (AEP) et assainissement Eaux Unitaire (EU) avec la SAUR, en plus d'une gestion en régie pour l'AEP uniquement sur trois communes (Allonnes, Brain-sur-Allonnes et la-Breille-les-Pins), la nouvelle agglomération aura à gérer la continuité de service sur les territoires des ex communes avec la poursuite des contrats conclus avec les délégataires ou par la mise en place de régies mutualisées.

L'état des lieux terminé nous montre quelques disparités mais le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) réactualisé permettra de parer aux travaux essentiels pour un bon fonctionnement.

Un groupe de travail animé par Dominique SIBILEAU devrait commencer à réfléchir dès fin 2017 sur un nouveau mode de gestion pour l'exercice de ces compétences à horizon 2021.

Les 14 différents services de distribution d'eau potable demanderont certainement une période supplémentaire pour fonctionner uniformément, les services de l'état n'ayant pas définitivement donné la règle, malgré tout le choix du copil demandant un maintien des règles jusqu'à l'harmonisation des services (les délégations de service public expirant en 2020) sera respecté.

La commission chargée d'étudier le mode de gestion au-delà de 2020 pourra commencer son travail à la suite des choix proposés par la préfecture.

Un état des lieux a permis de recenser le patrimoine lié aux compétences AEP (Adduction d'Eau Potable) et EU (Eaux Unitaire) qui sera géré par la nouvelle agglomération à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Un groupe de travail se penchera d'ici la fin d'année sur la mise au point d'un Programme Pluriannuel d'investissement élargi au nouveau territoire de la Communauté d'agglomération et définira un calendrier pour l'harmonisation des politiques tarifaires sur les territoires des structures actuelles.

Une réflexion sera menée à partir de 2019 concernant l'élargissement de la compétence «Eaux pluviales» pour préciser les conditions d'exercice de cette compétence à partir de 2020.





# ENVIRONNEMENT DECHETS ET ENERGIES RENOUVELABLES

## OBJECTIFS

- Favoriser la mutualisation entre les différentes structures intervenant sur le territoire communautaire, poursuivre les recherches d'économies en matière de déchets auprès des satellites,
- Harmoniser pour 2020 les modes de financement des déchets,
- Réduire la production de déchets, optimiser le tri et le recyclage des déchets,
- Suivre de près le projet de centre de tri mutualisé de l'Anjou,
- Elaborer un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) pour décembre 2017, qui sera la véritable feuille de route environnementale du territoire,
- Sensibiliser la population aux enjeux du développement durable,
- Favoriser la transition énergétique locale - inscrire l'ensemble du territoire dans la démarche «territoire à énergie positive pour la croissance verte».

## ANATOLE MICHAUD, 9<sup>E</sup> VICE-PRESIDENT

Lors de ces six premiers mois de mandat, un travail important a été mené par les élus de la commission « Environnement, déchets et transition énergétique » et les services. Les principaux objectifs sont d'harmoniser la gestion et les modes de financement des déchets d'ici à 2020, d'élaborer un Plan Climat Air Energie Territorial pour la fin 2018 et faire en sorte que le développement durable soit un levier dans tous les projets de notre territoire.



## LES SIX PREMIERS MOIS

La gestion des déchets présente des enjeux économiques et environnementaux importants pour le territoire de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire. Les élus de la Commission « Environnement, déchets et transition énergétique » ont souhaité engager une démarche d'optimisation et d'harmonisation des services tout en poursuivant les objectifs de réduction et de valorisation des déchets.

Cinq opérateurs gèrent les déchets sur la Communauté d'agglomération (4 syndicats et une société publique locale). Cette organisation aboutit à des fonctionnements différents sur le territoire (modalités de collecte, consignes de tri, accès en déchèterie, financement...).

Depuis 6 mois, la Communauté d'agglomération a donc un rôle de coordination entre les différentes structures permettant de travailler en partenariat pour harmoniser les services et les modes de financement. Les premières actions ont permis de définir les niveaux de service à atteindre sur l'ensemble du territoire. Une démarche d'optimisation des moyens techniques et humains sera menée dans un second temps dans le cadre d'une réorganisation de la compétence « Gestion des déchets ». En 2017, les taux de la TEOM votés par les élus communautaires ont été maintenus par rapport à 2016. Une étude sera aussi menée pour définir le mode de financement unique le plus opportun à mettre en place.

Les objectifs principaux en matière de gestion des déchets sont la réduction et la valorisation des déchets. Une partie du territoire de la Communauté d'agglomération est labellisée Territoire Zéro Déchets Zéro Gaspillage (SMITOM Sud Saumurois). Ainsi, de nombreuses actions sont menées en 2017 pour sensibiliser les habitants ou les autres producteurs de déchets à réduire leur production. Des opérations similaires sont organisées sur le reste du territoire. Côté développement du recyclage, de nouveaux flux sont collectés sur les déchèteries de Saumur pour augmenter le taux de valorisation (mobilier, bois traité, plastiques...). Dans cette optique, un projet de rénovation de la déchèterie de Montreuil-Bellay est actuellement mené. Une action visant à réduire la production de déchets verts sur l'ensemble du territoire est aussi en cours de réalisation.

La Communauté d'agglomération est associée au projet de réalisation d'un centre de tri des recyclables destiné à recevoir l'ensemble des collectes sélectives des ¼ de la population du Maine-et-Loire. Début 2017, le site d'implantation a été retenu en fonction de critères économiques, techniques et environnementaux. Il sera situé à Saint-Barthélemy-d'Anjou. Ce projet, initié par les collectivités, vise à maîtriser à long terme, les conditions techniques et économiques de tri des recyclables, comme c'est aujourd'hui le cas avec l'usine de valorisation énergétique de Lasse. L'équipement devrait être opérationnel en 2020.

Les élus de la Communauté d'agglomération souhaitent que le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) soit un véritable projet de territoire. L'obligation de réaliser ce PCAET est une formidable opportunité pour construire notre nouvelle agglomération et fédérer les acteurs locaux avec pour objectif de lutter contre le réchauffement climatique. En s'appuyant sur la feuille de route énergétique nationale et régionale, il s'agit de définir ensemble un programme d'actions concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les consommations énergétiques du territoire, développer les énergies renouvelables et lutter contre la pollution de l'air.

La consommation d'énergie du territoire Saumur Val de Loire s'élevait à 2277 GWh en 2014. C'est l'habitat et les transports qui sont les deux secteurs les plus consommateurs. Elus, citoyens, entreprises, associations, agriculteurs,... sont tous concernés et doivent agir à leur niveau. Les élus travaillent actuellement sur la méthodologie d'élaboration du Plan Climat et les modes de concertation afin que ce projet soit le plus transversal et le plus partagé possible.

L'élaboration du PCAET sera aussi l'occasion de sensibiliser la population aux enjeux climatiques et au développement durable. Le Douessin est labellisé « Territoire à énergie positive pour la croissance verte ». Cela signifie qu'il a pour ambition de produire plus d'énergie qu'il n'en consomme d'ici 2030. Ce programme dont les aides de l'Etat s'élèvent à un million d'euros et qui porte principalement sur la rénovation énergétique est désormais coordonné par la Communauté d'agglomération. Par ailleurs, la Communauté de communes de la région de Doué la Fontaine a signé en 2016 avec l'ADEME un Contrat d'objectifs Energie Climat qui comporte 12 actions ambitieuses favorisant la transition énergétique du territoire. Ces actions vont évoluer à l'échelle de Saumur Val de Loire.

Dores et déjà, des dynamiques existent, des projets de développement durable, publics et privés, sont en cours. La Communauté d'agglomération les encourage et les soutient. Par ailleurs, la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, en tant qu'actionnaire de la société d'économie mixte Agglo environnement - Séma-E (69 % du capital), a donné un avis favorable à cette dernière pour investir dans des projets de développement durable et notamment de développement des énergies renouvelables. La Séma-E va investir dans un projet d'unité de méthanisation à Chacé.



# COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT)

## OBJECTIFS

- Suivre les travaux de la CLECT, s'assurer de la bonne information de ses membres,
- Définir des critères d'évaluation des charges transférées,
- S'assurer de la cohérence des orientations de la CLECT avec celles du pacte financier et fiscal de solidarité.

ERIC MOUSSERION, 10<sup>È</sup> VICE-PRESIDENT



La Communauté d'agglomération a pour obligation de rendre le rapport sur l'évaluation des transferts des charges dans les neuf mois après sa création.

En tant que président de cette commission, je m'emploie à accomplir cette mission complexe avec l'indispensable collaboration des sept membres du groupe de travail, des techniciens de l'agglomération ainsi que du bureau d'études Partenaires Finances Locales.

Tout d'abord, l'objectif prioritaire en séance plénière de la CLECT courant septembre 2017.

## GARANTIR L'ÉQUITÉ FINANCIÈRE ENTRE LES COMMUNES ET LA COMMUNAUTE

La Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et intercommunalité. Bien qu'elle ne définisse pas les attributions de compensation, tâche qui revient aux exécutifs locaux (conseils communautaire et municipaux), la CLECT contribue à garantir l'équité financière entre les communes et la communauté en apportant transparence et neutralité des données financières.

lors de son installation, le 2 février 2017, le Président de la CLECT a annoncé son souhait de constituer un groupe de travail dans lequel chaque ancien EPCI soit représenté.

Son rôle est d'établir et de proposer des orientations afin de les présenter en séance plénière. Pour représenter les différents pôles du territoire, 7 membres sont désignés pour le groupe de travail :

- Pôle « Doué » : Jean-Marie POIRON (Doué-en-Anjou)
- Pôle « Montreuil-Bellay » : Danielle LEGUAY (Épieds)
- Pôle « Longué » : Eric MIGNOT (Mouliherne)
- Pôle « Saumur » : Sophie SARAMITO (Saumur)
- Pôle « Saumur Sud » : Alain BOISSONNOT (Souzay-Champigny)
- Pôle « Allonnes » : Guy BERTIN (Neuilie)
- Pôle « Gennevilliers » : Jean-Yves FULNEAU (Gennevilliers)

Le groupe de travail, avec le Président de la CLECT, est donc composé au total de 8 membres.

Le cabinet Partenaire Finances Locales a été retenu pour accompagner la CLECT dans sa relecture des décisions prises antérieurement à la fusion par les anciens EPCI, de définir les modalités de transfert et de procéder au calcul des attributions de compensation (AC) pour 2017.

L'objectif alors affiché de tenir le calendrier et d'assurer une bonne information aux membres de la CLECT est respecté avec une commission qui s'est réunie le 26 juin 2017 afin d'acter la méthodologie employée pour définir le calcul des AC passées et à venir.

En effet, la CLECT a approuvé la méthodologie suivante d'évaluation des charges :

En fonctionnement :

- Document budgétaire utilisé pour recueillir les informations : Compte administratif
- Niveau de détail des informations recueillies : Information jusqu'au niveau de l'article
- Période de recensement des charges : les trois derniers exercices budgétaires (2014, 2015, 2016)
- Choix sur la prise en compte des charges indirectes pouvant être affectées par les compétences transférées. Elles sont indiquées en commentaire durant l'évaluation dans la grille d'évaluation des charges pour que la CLECT dispose d'une vision exhaustive.

En investissement :

- Document budgétaire utilisé pour recueillir les informations : Compte administratif
- Détermination des biens pris en compte dans le cadre de l'évaluation : l'ensemble des biens en indiquant le coût historique et la valeur nette comptable
- Détermination de la période retenue pour le renouvellement des biens : depuis 2008
- Détermination de la durée pour calculer le coût moyen annualisé : 30 ans

Les réponses des services des communes et de la Communauté d'agglomération sont attendues au plus tard le 15 août pour la remise d'un premier rapport début septembre.

L'évaluation financière des transferts de compétences constitue un moment clé dans le partage des ressources et des charges sur le territoire communal. Les choix qui seront faits auront des implications fortes à moyen et long termes selon qu'ils donneront à la communauté des marges de manœuvre financières supplémentaires ou viendront alourdir ses charges structurelles.

Le pacte financier et fiscal de solidarité doit être le moyen de rééquilibrer la solidarité communautaire et l'occasion d'anticiper les situations de blocage. Ce dernier sera conduit dans la continuité des travaux de la CLECT.



## OBJECTIFS

- Préparer l'extension du périmètre de compétence communautaire en matière de transport et mobilité pour le 1er juillet 2017,
- Finaliser les discussions financières avec la Région et le Département,
- Mettre en cohérence les services, les tarifs et le versement transport sur l'ensemble du territoire communautaire,
- Finaliser l'optimisation du réseau de transport (étude lancée en 2016),
- Favoriser une politique de mobilités douces, alternative à la voiture et au transport collectif - finaliser l'étude lancée en 2016,
- Favoriser le développement du covoiturage,
- Conduire les relations avec les régions pour le cadencement des TER et des liaisons TGV,
- Développer un réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques,
- Concrétiser le déploiement du très haut débit sur le territoire,
- Favoriser les usages numériques - mettre en numérique notamment les administrations communales et communales.

## GUY BERTIN, 1<sup>ER</sup> VICE-PRESIDENT



## MOBILITE

## LE DEFI DE L'EXTENSION DU RESSORT TERRITORIAL

La nouvelle agglomération créée au 1er janvier 2017, autorité organisatrice de la mobilité sur son ressort territorial, devient désormais compétente en matière de mobilité sur des territoires qui relevaient jusqu'ici de la compétence départementale.

Engagé en 2016 dans le cadre des groupes de travail « fusion », un travail important a été fourni au premier semestre 2017 pour garantir un service transport opérationnel dès septembre 2017 avec notamment :

- l'évolution tarifaire : Les nouveaux tarifs scolaires (applicables à la rentrée 2017) ont été harmonisés sur le principe d'un nivellement sur le tarif le plus bas et une actualisation des titres de transports de 2,5% pour limiter l'impact de la baisse des tarifs. Cette évolution tarifaire n'impacte pas le coût du transport pour les familles (opération neutre pour la majorité d'entre elles — collégiens, lycéens, regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI), voire une baisse pour les primaires et les élèves non subventionnés). Les inscriptions des scolaires sont en cours avec déjà plus de 1 600 élèves inscrits au moyen de la boutique en ligne spécialement développée pour absorber le doublement du volume des scolaires (de 2 500 en 2016 à 5 000 élèves à la rentrée 2017).







Les tarifs sur les lignes commerciales (tout public) ont également été harmonisés vers un tarif unique de 1,40€ déjà pratiqué en 2016 sur l'Agglomération, contre 2€ initialement sur le réseau Anjoubus qui rayonnait sur le Doussin, le Gennois et le Longueu.

- La modification du règlement d'exploitation du prestataire dès mars 2017 pour harmoniser les pratiques de fonctionnement entre le service départemental et celui de l'Agglomération.
- Une négociation toujours en cours avec le Département de Maine-et-Loire et la Région des Pays de la Loire sur les questions de compensation financières liées au transfert de compétence.

Indépendamment de ce travail d'harmonisation lié au transfert de compétence, le réseau de l'Agglomération a fait l'objet de modifications à la marge sur certaines lignes régulières, dans un souci d'optimisation du réseau et d'équilibre des coûts.

Le lancement d'un service de location longue durée de vélo avec assistance électrique

L'Agglomération a lancé en 2016 la réalisation d'un schéma directeur vélo. A l'issue de la phase diagnostic de ce schéma, un périmètre d'étude de 9 communes (Saumur, Distré, Varrains, Chacé, Villebernier, Vivy, Allionnes, Brain-sur-Allionnes, Montreuil-Bellay) a été défini. Le 9 mai 2017, le comité de pilotage a validé le schéma directeur vélo contenant les schémas d'aménagements de 42 itinéraires et des fiches actions complémentaires aux aménagements (stationnement, jalonnement, communication...). A l'appui de ce schéma, l'Agglomération lance ainsi pour la première fois un service de location longue durée de vélos avec assistance électrique, à titre expérimental pendant 6 mois à compter de juillet 2017, prioritairement limité aux habitants et aux actifs des 9 communes d'étude.

A l'appui d'un bilan de cette expérimentation, ce service pourrait rapidement connaître un développement progressif pour atteindre à terme 110 VAE (conformément aux préconisations de l'ADEME).

Un agent chargé de mission « mobilité durable » arrive le 3 juillet 2017 pour développer les autres sujets stratégiques (mobilités, covoiturage, schéma directeur vélo, mouvements pendulaires TER-TGV, déploiement des bornes électriques).

## CONCRETISER LE DEPLOIEMENT DU TRES HAUT DEBIT SUR LE TERRITOIRE

Deploiement du Très Haut Débit (FTTH)

Participation aux travaux du syndicat Anjou Numérique : étude et lancement de la consultation auprès des opérateurs de télécommunication, afin de raccorder l'ensemble du Département en fibre optique à horizon 2023. Démarriage des travaux au cours de l'année 2018.

Deploiement du Très Haut Débit (réseau Entreprises)

Etude et proposition de raccordement THD des entreprises du territoire : 8 entreprises ont exprimé un besoin de raccordement Très Haut Débit depuis le début de l'année. Des solutions ont été proposées ou sont en cours d'étude par Mélisa ou le syndicat Anjou Numérique.

Idetification des zones blanches (appel à problème national)

Sollicitation des mairies pour recenser les difficultés de couverture Mobile (téléphonie et Data), afin d'identifier les communes pouvant faire l'objet d'une étude d'extension de couverture par les opérateurs.

12 communes ont indiqué rencontrer des difficultés. L'enregistrement sur la plateforme nationale est en cours pour les communes concernées par l'appel à projet.

Favoriser les usages numériques - mettre en numérique notamment les administrations communales et communales

Il a été mentionné cependant dans la contribution de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au Schéma Départemental de l'Amélioration de l'Accès des Services aux Publics (SDAASP), l'impact du déploiement Très Haut Débit sur l'accès et l'usage des services publics locaux du territoire.

La conduite de l'étude en faveur de l'administration s'est poursuivie entre la Ville de Saumur et la Communauté d'Agglomération. Les premières préconisations pourront être mises en œuvre dès 2018.

Sans attendre, la Communauté d'Agglomération a aussi lancé la dématérialisation de la gestion de son courrier, celle des convocations des élus (effective en septembre 2017), etc.

- Préparer le transfert de la compétence enseignement musical pour le 1er septembre 2017 si possible,
- Préparer l'emménagement de l'école de musique intercommunale pour le 1er septembre 2017,
- Finaliser la rétrocession de la Closerie,
- Faire rayonner le Dôme en dehors du territoire : billetterie électronique, promotion de la saison, tourisme d'affaires,
- Amplifier les mises à disposition du Dôme pour des événements non inscrits dans la saison culturelle, et notamment dans le domaine professionnel, affaires,
- Développer une programmation culturelle déconcentrée sur les territoires ruraux ou dans les quartiers prioritaires de la Ville,
- Ecrire un projet culturel d'établissement pour le Dôme, intégrant à la fois le spectacle vivant, l'enseignement musical, les arts plastiques, et la valorisation du patrimoine,
- Optimiser les horaires des médiathèques pour une meilleure accessibilité du public, à l'appui d'un schéma de lecture publique à écrire avant le 31 décembre 2017,
- Amener la lecture au plus près des habitants des communes et des quartiers,
- Développer des partenariats avec le théâtre Philippe Noiret de Doué en Anjou (mutualisation, interconnaissance, co-programmation),
- Réfléchir à la création d'une saison culturelle estivale, intégrant entre autre un festival de portée nationale,
- Réinterroger le rôle des cybercommunes présents sur certains territoires.

## RODOLPHE MIRANDE, 12<sup>E</sup> VICE-PRESIDENT



le maillage du territoire est renforcé et accompagné par des subventions accordées aux associations portant des animations à caractère culturel dont le caractère intercommunal est avéré.

Enfin, les conditions de mise à disposition des espaces du Dôme ont été repensées. La vocation culturelle première du Dôme est renforcée ; ce pôle culturel rayonnant doit tout de même accueillir ponctuellement d'autres types d'événements particuliers. Deux autres objectifs sont clairement visés :

1) la terrasse sera davantage exploitée notamment dans une vocation culturelle. Elle accueillera de façon régulière des spectacles de petite forme et diverses manifestations.

2) les galeries sont régulièrement investies pour une programmation d'expositions tout au long de l'année. L'accueil des artistes est renforcé : des expositions de professionnels sont prévues dans le cadre de la saison culturelle, des amateurs éclairés sont notamment



Les six premiers mois de cette nouvelle mandature communautaire ont été particulièrement riches. Les élus de la Commission Culture ont tout d'abord croisé leurs expertises puis déterminé des objectifs et arrêté des méthodes de travail pour les atteindre. Plusieurs axes de travail ont été définis :

- La rédaction d'un schéma directeur Enseignement musical pour tout le territoire de Saumur Val de Loire articulé autour de deux principes forts : la proximité et l'équité.

- L'écriture d'un nouveau schéma de développement de la lecture publique a également été actée. Dans ce domaine, l'idée est de développer la même logique de proximité pour tous les usagers, de mettre en place une carte unique, une tarification unique et des collections partagées pour Saumur Val de Loire.

- La réflexion est par ailleurs approfondie en termes de politique culturelle et de programmation pour le spectacle vivant. La continuité est de mise pour une programmation davantage déconcentrée, de qualité et toujours accessible grâce à une politique tarifaire volontariste. Outre les spectacles sur divers sites de Saumur Val de Loire,

# ORGANISER L'ACCUEIL DE L'ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE AU SEIN DES ESPACES DEDIES DU DOME

La date initialement prévue par le Président au 1er septembre 2017 est légèrement reportée au 6 novembre 2017 en raison de travaux supplémentaires d'amélioration de l'acoustique des salles de cours et de la salle d'auditions du 5ème étage. Des aménagements sont également nécessaires dans le hall République afin de permettre une meilleure organisation des cours de musique pour les très jeunes élèves et un flux du public sécurisé. De façon concomitante, le travail d'étude sur le transfert de la compétence « Enseignement musical » a été largement débattu et analysé au sein d'un comité de pilotage et de la commission culture. Cette prise de compétences devrait être effective au 1er janvier 2018.

Concernant le point « Rétrocession de la Closerie » si elle a eu lieu officiellement à la date du 1er janvier 2017, elle n'a été effective que fin avril 2017 avec quelques interventions supplémentaires des techniciens du Dôme au cours des mois de mai et juin. Le matériel scénique de base a été laissé sur le lieu comme prévu. La programmation 2017/2018 de la direction des Affaires Culturelles de l'agglomération à la Closerie a été précisée à la mairie de Montreuil-Bellay qui peut aujourd'hui disposer librement de cet équipement pour le mettre à disposition des associations et particuliers.

Le rayonnement du Dôme en dehors du territoire est amplifié chaque année depuis la réouverture de l'établissement via les supports de communication (dépliants diffusés à 40.000 exemplaires, flyers, plaquettes, site internet). La vente de billetterie en ligne devrait être effective lors de la saison 2018/2019.

Concernant la mise à disposition du Dôme, celle-ci a été largement développée durant ces 6 derniers mois et le sera davantage pour la saison prochaine notamment en direction du tourisme (pour comparaison : 27 mises à disposition sur 2015/2016 pour déjà 49 demandes sur 2016/2017 dont 24 gros événements).

La programmation culturelle déconcentrée sur les territoires ruraux ou dans les quartiers prioritaires de Saumur se caractérisera par le développement des Lundis du Jazz sur le nouveau territoire et la programmation envisagée pour 2017/2018 du Festival Jeune Public « Mômes en Folie » sur plusieurs communes de Saumur Val de Loire.

Concernant les partenariats avec le théâtre Philippe Noiret, des projets sont en cours notamment l'accueil en résidence et la programmation de concerts de l'Orchestre National des Pays de la Loire à Saumur et à Doué-en-Anjou en lien avec le Département de Maine-et-Loire.

Afin de soutenir divers événements à caractère culturel sur l'agglomération, une enveloppe de 40 000 € de Saumur Val de Loire est dédiée et a déjà permis d'aider 35 associations et collectivités du territoire.

Le projet d'établissement du Dôme intégrant à la fois le spectacle vivant, l'enseignement musical, les arts plastiques et la valorisation du patrimoine est en cours d'écriture et devrait intégrer, Pour la lecture publique, une troisième médiathèque, celle de Doué-en-Anjou, a rejoint le réseau.

L'intégration du personnel s'est parfaitement déroulée.

Les dossiers prioritaires sont :

- réorganiser les services suite à des mouvements de personnel
- améliorer les conditions d'accessibilité et les horaires d'ouverture des médiathèques. Ce dossier est essentiel et des propositions, après retour de l'audit, seront formulées au cours du dernier trimestre 2017.
- travailler à amener la lecture au plus près des habitants des communes et des quartiers, et pour cela intégrer cette priorité au nouveau schéma de la lecture publique. A la définition des axes prioritaires à déterminer en ce domaine, il est également nécessaire de rendre davantage lisible les actions engagées.
- optimiser le fonctionnement des cybercentres et les intégrer dans le réseau de lecture publique.

L'enquête formulée par nos nombreux élus de construire un événement type festival, de portée nationale, est à l'étude. Il pourrait se dérouler en période estivale (juillet 2018) avec un budget dédié. Plusieurs pistes sont posées notamment le développement du Festival des 1001 Voix sur le territoire, une exposition internationale autour de la photographie sur au moins 5 lieux du territoire, ... Un projet est également à l'étude autour de l'art contemporain en partenariat avec le château de Montsoreau.





## OBJECTIFS

- Créer la SPL tourisme pour le 1er avril 2017, en définissant un modèle économique viable, et en faisant un Office de Tourisme de destination,
- Valoriser les troglodytes - concrétiser le projet de Loire à Vélo Souterraine,
- Poursuivre la réflexion sur la valorisation du Château de Saumur,
- Faire du Saumurois une destination «Country break Nature»,
- Développer les rencontres et événements d'affaires,
- Coordonner le calendrier des différents événements du territoire - Faire porter certains grands événements par la SPL,
- Construire un plan marketing pluriannuel,
- Conforter l'image «vélo» du territoire,
- Soutenir l'oénotourisme,
- Harmoniser les tarifs et modes de perception de la taxe de séjour pour 2018.


SOPHIE SARAMITO, 13<sup>È</sup> VICE-PRESIDENTE

La création, il y a quelques semaines, de la Société Publique Saumur Val de Loire confirme la forte volonté du territoire de placer le tourisme en véritable force économique.

En parallèle, un travail se poursuit pour renforcer les pôles de loisirs de proximité, au service des habitants mais aussi pour agrémente les séjours des familles: la base nautique de Millocheau à Saumur, un pôle nature et randonnées



avec gîte équestre sur Brain-sur-Allonnes, la-Breille-les-Pins, et le site des Nobis à Montreuil-Bellay.

Le projet très structurant du parcours de la Loire à vélo dans les troglos entre Montsoreau et Dampierre-sur-Loire, qui nous engage à développer le saumurois en véritable destination du troglodytisme». 



# LA SPL SAUMUR VAL DE LOIRE : UN OUTIL OPERATIONNEL AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DE LA DESTINATION TOURISTIQUE SAUMUR VAL DE LOIRE

La Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire a souhaité se doter d'un opérateur unique dans le domaine du tourisme, avec pour objectifs de s'associer aux stratégies de destination émergentes sur le territoire et de renforcer ainsi le développement économique local.

Le choix s'est porté sur une Société Publique Locale (SPL), société de droit privé présentant la particularité d'être composée uniquement d'actionnaires publics. Elle est chargée de manager la destination touristique Saumur Val de Loire et d'assurer la déclinaison opérationnelle du schéma de développement touristique décidé en 2016, feuille de route de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire pour les 5 années à venir à travers les différents chantiers thématiques.

Cette structure s'appuie sur une maîtrise politique renforcée tout en laissant la place à une large concertation avec les socio-professionnels du secteur touristique. Sur ce point, les élus ont fait le choix de mettre en place un comité technique, organe consultatif de la SPL, composé de toutes les forces vives et représentatives des filières touristiques du territoire. Au total, ce sont 40 membres qui seront appelés à contribuer à la mise en œuvre de l'action touristique.

La SPL a été créée le 1er juin dernier et la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire lui a confié la gestion et la mise en œuvre des missions d'office de tourisme communautaire dans le cadre d'un contrat de délégation de service public effectif à compter du 1er juillet.

Le recrutement du directeur général a été finalisé pour une prise de poste le 1er août 2017. Il devra organiser l'équipe d'une vingtaine de collaborateurs de l'office de tourisme afin de répondre à la commande politique.

Le projet de Loire à Vélo Souterraine, dont la réalisation sera assurée par la Communauté d'agglomération a d'ores et déjà été inscrit dans le plan pluriannuel d'investissement de la collectivité.

La Communauté d'agglomération a entamé le chantier relatif à « Faire du Saumurois une destination "Country break Nature", au titre de sa compétence sentiers de randonnée d'intérêt communautaire. Elle a notamment engagé un audit de l'ensemble des sentiers de randonnées situés sur son territoire afin d'identifier une offre cohérente, de qualité et adaptée aux souhaits et attentes des clientèles. Un groupe de travail, issu de la commission tourisme, a été constitué et conduit actuellement un travail d'identification et de hiérarchisation de ces sentiers au regard de critères objectifs et qualitatifs.


L'harmonisation à l'ensemble du territoire de la collecte et du versement de la taxe de séjour s'est engagée dès 2017 (même tarifs, même modalités de collecte : déclaration mensuelle, versement trimestriel). Une mise à jour du fichier des hébergements, en partenariat avec les communes du territoire, a été engagée. La taxe de séjour représente environ 500 000 € de recettes pour 470 hébergements et 585 hébergements enregistrés à ce jour.



## OBJECTIFS

- Définir une politique communautaire de soutien au sport de haut niveau, ainsi qu'à certaines manifestations ou événements sportifs,
- Définir une politique communautaire sur les thèmes « sport et santé » et « sport et emploi »,
- Harmoniser la politique de natation scolaire,
- Reprendre la gestion des différents équipements aquatiques publics du territoire en assurant une parfaite continuité du service,
- Mettre en cohérence pour 2018 les pratiques dans ces différents équipements aquatiques (tarifs, horaires, modes de gestion RH, etc.),
- Mesurer les impacts financiers (investissement et fonctionnement) des nouveaux projets d'investissement en matière sportive (stade d'Offard, piscine de Longue-Jumeilles),
- Piloter le transfert du stade d'Offard.

## SYLVIE BEILLARD, 14<sup>È</sup> VICE PRÉSIDENT



Le contenu de la mission qui m'a été confié est riche de points à développer, il offre des perspectives intéressantes donnant la possibilité à notre territoire de rayonner. Je travaille depuis six mois en étroite collaboration avec la Direction des Politiques Sportives sur les atouts à résurgence intercommunale dont nous disposons sur le territoire dans le but de le rendre attractif. Le sport favorise le lien social.

Je souhaite, en partenariat avec les agents de Saumur Val de Loire et les membres de la commission, valoriser davantage l'offre sportive, en faciliter son accès, proposer une offre variée en matière de sport et santé, et enfin, maintenir et développer les lieux de pratique dans les zones urbaines et rurales.

## CONSTRUISONS ENSEMBLE DE NOUVELLES POLITIQUES SPORTIVES...

Les échanges entre les élus de la Commission des Politiques Sportives sont engagés depuis plusieurs mois. Ils se poursuivront à la rentrée prochaine avec le résultat du « diagnostic sportif » du territoire actuellement en cours réalisation avec le soutien des 49 communes (équipements sportifs, manifestations sportives, nombre de licenciés, niveau de pratique...).

Cette étude devra permettre la réalisation d'une « carte sportive » du territoire. Des réunions seront prochainement organisées avec l'ensemble des acteurs politiques et sportifs afin de proposer des critères à l'assemblée délibérante permettant de définir l'intérêt Communautaire.





Des rencontres pour la thématique « sport et santé » se sont déroulées avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) et les services déconcentrés de l'État durant le 1er semestre 2017. En parallèle, une action expérimentale pour les seniors s'est déroulée en mars 2017 à la piscine de Val de Thouet avec des résultats encourageants. Depuis mai 2017, le dispositif « l'activité du MOI(S) » est proposé avec les élus en charge du Contrat Local de Santé (CLS), une nouvelle action « sport et santé » s'intégrera au CLS (axe 4 : prévention et promotion des APS) avant la fin de l'année 2017.

Les réflexions transversales sur la thématique « sport et emploi » sont actuellement en cours. En partenariat avec l'Éducation Nationale, les élus de la commission des Politiques Sportives travaillent actuellement sur différentes hypothèses permettant d'harmoniser la pratique de la natation scolaire avec le calendrier suivant :

- Rentrée 2018 : proposer de nouvelles séances pour les territoires carencés,
- En 2017 : Harmonisation du nombre de séances pour l'ensemble des élèves du territoire,
- Projet de piscine de Longué-Jumelles.

Toutes les piscines d'été du territoire disposent dès à présent de nouveaux Plans d'Organisation de Surveillance et de Secours (POSS), et de nouveaux règlements intérieurs pour une harmonisation des mécanismes de sécurité. De plus, une grille tarifaire commune permet aux usagers d'accéder à l'ensemble des piscines estivales.

Le Centre Aquatique de Doué en Anjou sera repris en « règle directe » au 1er juillet prochain avec l'intégration des personnels et une simplification de la grille tarifaire.

Enfin, la gestion technique des piscines repose désormais sur la mutualisation des protocoles pour la gestion et l'hygiène de l'eau des bassins et des plages.

La mise en cohérence des pratiques dans ces différents équipements aquatiques est toujours envisagée pour la rentrée 2018.

La mesure des impacts financiers des nouveaux projets d'investissement est activement engagée pour l'étude de charges de fonctionnement, notamment dans la gestion des ressources humaines et des fluides. Ces travaux ont permis d'envisager l'évolution du projet de construction de la piscine de Longué-Jumelles en s'appuyant notamment sur l'expertise technique des équipes de la collectivité dans la gestion des équipements aquatiques.

Enfin, concernant le stade d'Offard, un audit est actuellement réalisé par un cabinet externe spécialisé dans les équipements sportifs afin de mesurer les impacts financiers (investissements et fonctionnements) pour des mises aux normes sur les réglementations pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et fédérales.

Une réflexion est également menée, conjointement avec la Ville de Saumur, sur la valorisation de l'ensemble du site d'Offard (stade d'athlétisme et piscine estivale) afin de mesurer les enjeux et contraintes pour les éventuels investissements à programmer.

Cette étude devra proposer aux élus différents projets, en lien avec les politiques sportives de la collectivité (sport de haut niveau, sport et santé...), tout en mesurant les impacts financiers.

# GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET BIODIVERSITE



## OBJECTIFS

- Finaliser le Contrat Territorial Milieux Aquatiques (CTMA) 1, en mettant en place les mesures de compensation promises - procéder à son évaluation,
- Prévoir le lancement du CTMA 2 en veillant à une bonne information et à une bonne concertation,
- Réhabiliter les boires et bras secondaires de la Loire,
- Valoriser les prairies inondables dans le lit endigué de la Loire, en créant une Association foncière pastorale avant le 31 décembre 2018,
- Suivre les études relatives à la préservation et valorisation de la biodiversité.

## SOPHIE TUBIANA, 15<sup>E</sup> VICE-PRESIDENTE



Améliorer la qualité des cours d'eau et préserver la biodiversité sont les deux grands défis que nous devons relever. De nombreux acteurs et usages sont en jeu, les sujets sont complexes et la mise en œuvre des actions nécessite beaucoup d'échanges et de concertation. Ce partage est indispensable afin qu'un équilibre soit trouvé entre le maintien des activités (agricoles, pêche, loisirs,...) et la sur le longuëen.

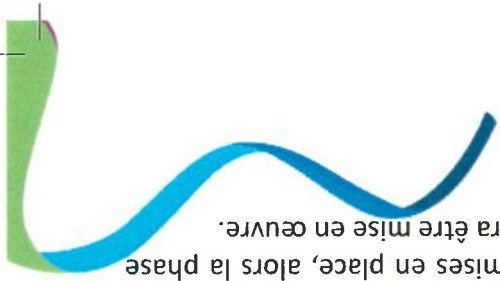
Le Thouet, la gestion du domaine public fluvial du Thouet, la restauration des boires de Loire, et l'inventaire des zones humides



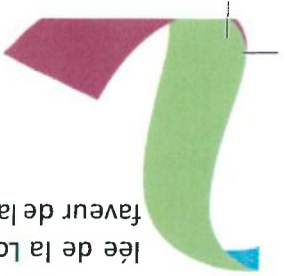
## LES SIX PREMIERS MOIS

Une rencontre s'est tenue début mars avec les agriculteurs concernés par les travaux d'aménagement du cours d'eau. Des mesures d'accompagnement ont été mises en place ou sont en cours de réalisation pour neuf agriculteurs : 1,8 km de clôtures fournies ou installées, 24 pompes à museau pour les bovins, aménagement de descentes pour que les bêtes puissent s'abreuver et adaptation de système d'irrigation. D'autres aménagements ont été réalisés tels que des plantations et la création de passerelles.

Une fois que les mesures d'accompagnement seront toutes mises en place, alors la phase d'évaluation du Contrat Territorial Milieux Aquatiques 1 (CTMA) pourra être mise en œuvre.







Concernant le volet sensibilisation, une sortie grand public sera prochainement organisée avec la ligue pour la Protection des Oiseaux pour faire découvrir la richesse de la biodiversité autour du Thouet.

Au quotidien, la collectivité s'occupe de l'entretien courant du Thouet. Lors de ce premier semestre, de nombreuses interventions ont eu lieu (gestion des clapets sur les barrages, retrait des encombres suite aux nombreuses chutes d'arbres lors des tempêtes). Par ailleurs, cet été, une entreprise va être missionnée pour retirer la jussie, qui est une espèce envahissante.

Les élus communautaires et les élus de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Thouet ont validé la programmation du CTMA 2 (2017-2021). La prochaine étape est la validation par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. La mise en œuvre de ce nouveau programme interviendra au cours du second semestre 2017.

Un travail est engagé pour restaurer 4 boires sur le territoire de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire. Un travail de concertation a été mis en place avec les partenaires techniques puis les communes concernées par ce projet (Souzay-Champigny, Dampierre, Varennes-sur-Loire, Montsoreau, Parnay et Turquant). Une phase de terrain a été réalisée avec les élus des communes pour leur expliquer la démarche et les travaux à réaliser. Par ailleurs, la Communauté d'agglomération se propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux pour le compte des communes afin d'avoir une cohérence d'interventions à l'échelle des 4 boires et de simplifier les relations avec les partenaires financiers et institutionnels, dont le CEN Pays de la Loire. Les travaux étant financés à hauteur de 80 %, il restera 20 % à la charge des communes.

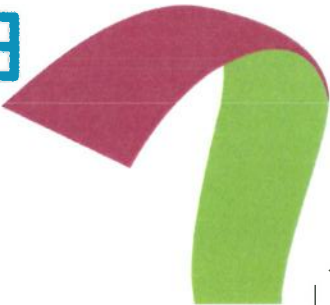
Le partenariat avec la Chambre d'Agriculture va se poursuivre à l'automne en vue de créer une association foncière pastorale (AFP). Une convention doit être signée afin que la Chambre d'agriculture assure les missions principales suivantes :

- réalisation d'une étude de faisabilité pour le lancement de l'AFP ;
- expertise juridique, comptable, élaboration de scénarii de portage et de mise en œuvre
- préparation du dossier de demande d'autorisation de création d'AFP préalable à l'ouverture de l'enquête publique
- médiation foncière
- montage du budget prévisionnel de l'AFP pour les cinq premières années d'exercice (coût d'animation, de matériel nécessaire aux travaux,...) et recherche de subventions
- reconstitution d'un groupe de travail pour finaliser le montage du dossier AFP et constituer le bureau provisoire.

Suite à la fusion des EPCI, la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire s'est vue confier le pilotage et le suivi de l'inventaire des zones humides sur le territoire Longueven. L'étude a été lancée en avril. A la suite de ce lancement, des réunions de concertation et une visite de terrain ont été organisées pour présenter la démarche et les objectifs de l'étude aux élus, aux exploitants agricoles et au grand public. A ce jour, 4 communes ont déjà été inventoriées et 2 autres sont en cours d'inventaire.

Le service environnement participe également aux suivis des sites NATURA 2000 de la « Vallée de la Loire » et de la « Champagne de Mèron », de la Tourbières des Loges et des actions en faveur de la mise en valeur du cadre de vie sur le territoire.

# COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL



## OBJECTIFS

- Définir un plan stratégique de communication pour la nouvelle Communauté d'Agglomération, afin de la faire connaître auprès de la population et promouvoir le territoire en dehors de ses frontières,
- Mettre en place une identité pour la Communauté d'agglomération avant fin avril 2017,
- Créer un nouveau site internet communautaire tourné avant tout vers les usages et services,
- Coordonner l'organisation de certains grands événements.

JEAN-LUC LHEMANNE, 1<sup>ER</sup> CONSEILLER DELEGUE



est un enjeu majeur de la réussite de notre action. A travers les premiers outils déjà mis à disposition, ou à venir d'ici le mois d'octobre prochain: logo, charte graphique, nouveau site internet, lettre à destination des secrétaires de mairie, expositions thématiques, revue de qualité patrimoniale et culturelle, nous ferons en sorte que notre agglomération devienne une réalité concrète pour chacun de nos concitoyens avant son premier anniversaire.

La constitution d'une commission «Communication» pourrait être un objectif à moyen terme afin de valider les décisions majeures engageant l'image de notre collectivité.

Et tout cela grâce à l'engagement d'une (petite) équipe motivée et professionnelle qui fait honneur au service public territorial.



La création d'une nouvelle agglomération dans le grand saumurois, plus vaste et plus forte, était une nécessité pour l'est du département et ses 100 000 habitants. Mais cela reste une construction politique pour laquelle nos concitoyens n'ont pas eu à donner leur avis, et qu'ils ne comprennent pas toujours.

C'est donc bien à nous, de faire l'effort d'explication, à la fois par l'action concrète dans chacune des compétences de notre agglomération, mais aussi en matière de communication. Cela notamment à travers l'organisation, ou le soutien à de grands événements populaires, tels Anjou Vélo Vintage, le Tour de l'Avenir ou Festivini.

Il s'agit bien de contribuer à la création d'une identité de notre agglomération d'habitants, car c'est bien un outil majeur de développement économique et social de nos sept territoires, au service de sa population. Ce sentiment d'appartenance de nos concitoyens, qui peuvent vivre jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres de distance,

# LES SIX PREMIERS MOIS D'UNE NOUVELLE IDENTITE

Fort de la création de notre nouvelle identité collective, le pôle communication du service des systèmes d'information et de la communication a pris en charge l'organisation des vœux communautaires et des vœux au personnel.

La nouvelle identité communautaire a nécessité la création d'un nouveau logo et d'une nouvelle charte graphique. La mise en œuvre d'un nouveau site est également un objectif. Une consultation a été effectuée et un prestataire retenu.



Afin de favoriser l'échange entre l'agglomération et les communes membres, le pôle communication a participé à la mise en place d'une newsletter à destination des secrétaires de mairie des communes membres de l'EPCI.

De nombreuses actions de la collectivité ont été réalisées, nécessitant la constitution et la mise en œuvre de plans de communication, notamment :

- Les Rencontres tziganes,
- Les opérations «Aquaft» et «Aquaciné» de la piscine Val de Thouet,
- Les piscines d'été,
- Le salon de l'Habitat (nouveau stand et plaquette),
- Les travaux pluriannuels sur la commune déléguée de Saint-Hilaire Saint-Florent (avec la Ville de Saumur),
- Les portes ouvertes du campus de Saumur,
- La lecture publique - actions autour du dispositif Imagin'R,
- Le festival «Mômes en folie»,
- Le festival «Aux Ranc'arts des bambins»,
- La saison culturelle 2017/2018,
- Le défi Inter-Entreprises,
- Le Tour de l'Avenir,
- L'opération de location de vélos électriques AVAE.

Le document de communication interne «Trait d'Plume» fait l'objet d'une co-rédaction avec la Ville de Saumur.  
L'exposition de rue «Inondation» a été co-organisée avec les services opérationnels.  
Enfin, afin de valoriser l'agglomération et son patrimoine, les démarches de création suivantes sont en cours :


- Support concernant Les Journées européennes du patrimoine,
- Revue communautaire relative au patrimoine et à la culture.





- Créer pour le 1er juillet 2017 un grand service Autorisations du Droit des Sol (ADS)
- rayonnant sur l'ensemble du territoire, avec un fonctionnement déconcentré et efficace, en veillant à la cohérence avec les PLU et PLU,
- S'assurer du bon dimensionnement des services nécessaires, et de la juste participation financière des communes intéressées par le service, en veillant à la cohérence avec les PLU et PLU.


## JACKY BOUCHENOIRE, 2<sup>E</sup> CONSEILLER DELEGUE



Des avancées intéressantes sur ce dossier ont été faites :

- 1/ la décision du Bureau et du collège des maires de décentraliser temporairement le service de l'ADS en 3 pôles (Saumur, Doué, Longue),
- 2/ le découpage géographique du territoire de l'Agglomération en 3 zones.

Si rien ne semblait compliqué au départ, il s'avère hélas que certaines communes pré-orientées sur



le pôle longuéen fassent de l'obstruction.

De plus, il apparaît également qu'un problème de mise à disposition de personnel de l'Agglomération vers le pôle ADS de Longue en attendant les recrutements nécessaires au bon fonctionnement de ce pôle soit à régler.

## LES SIX PREMIERS MOIS

La mise en place d'un grand service ADS communautaire ne pourra pas voir le jour à échéance du 1er juillet 2017 comme initialement demandé. Dans l'attente de créer ce grand service communautaire, qui reste à terme l'objectif politique partagé par tous les membres du bureau communautaire, il a été décidé de découper le territoire en trois secteurs instruits chacun par un pôle municipal : Saumur, Doué-en-Anjou et Longue-Jumelles. Chaque commune de la Communauté d'agglomération a été appelée à se positionner pour accepter son rattachement à tel ou tel pôle.

Cependant, au 1er juillet 2017, la Commune de Longue-Jumelles et la Ville de Saumur ne disposent pas des moyens humains pour instruire les communes envisagées. Aussi, le temps que ces deux pôles municipaux se dotent des moyens humains nécessaires (recrutement de deux agents par Longue-Jumelles et mutation des deux agents communautaires à la Ville de Saumur), le dispositif est finalement arrêté pour le 1er juillet 2017 :

- Le pôle de Doué-en-Anjou instruit par voie de convention les communes de Doué-en-Anjou, Lourdesse-Rochemenier, Brossay, Le Puy Notre dame, Montreuil-Bellay, Saint-Macaire du Bois et Vaudelnay,
- Le pôle de Saumur instruit par voie de convention les communes de Saumur, Artannes-sur-Thouet, Brézé, Chacé, Cizay-la-Madeleine, Courchamps, Distré, Fontevraud-l'Abbaye, le Coudray-Macouard, Les Ulmes, Montsoreau, Paray, Rou-Marson, Saint-Cyr-en-Bourg, Saint-Just-sur-Dives, Souzay-Champigny, Turquant, Varrains et Verrie.
- la Communauté d'agglomération continuera à instruire de manière temporaire les autres communes du nord Loire : Allionnes, Brain-sur-Allionnes, La Breille-les-Pins, Neuillé, Varennes-sur-Loire, Vivy, Villebernier, Blou, Les Rosiers, Longue-Jumelles, Moullihernie, Saint-Clément-des-Levées, Saint-Martin de la Place, Saint-Philbert-du-Peupe, Vernantes et Vernoi-le-Fourrier.
- La DDT poursuivra enfin l'instruction des dossiers des communes de La Lande-Chasles, Courléon, Epieds, Antioigné, Tuffalun, Gennes-Val-de-Loire, Denezé-sous-Doué.

Ce dispositif transitoire prendra fin le 1er janvier 2018 (les pôles municipaux auront eu ainsi le temps de se doter en personnels nécessaires, et la DDT aura mis fin à l'instruction pour les 7 communes qui lui sont encore rattachées.

# PATRIMOINE TOURISME TROGLODYTE

## OBJECTIFS

- Valoriser les troglodytes au point de vue touristique,
- Concrétiser le projet de Loire à Vélo souterrain,
- Valoriser le patrimoine.

FABRICE ANGER, 3<sup>È</sup> CONSEILLER DELEGUE



Les acteurs du tourisme ont été précursseurs de la loi NOTRe en proposant une nouvelle organisation à l'échelle du nouveau territoire Saumur Val de Loire. Il nous faut désormais acter la mise en œuvre effective de la loi.

## UN CHANTIER PRIORITAIRE POUR UNE EXPERIENCE INEDITE

Dans le cadre des chantiers prioritaires du schéma de développement touristique de la Communauté d'agglomération, la valorisation des troglodytes, à travers notamment le projet d'itinéraire de la Loire à Vélo Souterrain, fait partie des thèmes prioritaires à développer. Ce projet, dont la réalisation sera assurée par la Communauté d'agglomération, a d'ores et déjà été inscrit dans le plan pluriannuel d'investissement de la collectivité.

L'année 2017 est consacrée à la finalisation des études complémentaires nécessaires à la faisabilité technique de ce projet d'itinéraire reliant Montsoreau à Dampierre-sur-Loire, soit un linéaire de 12 kilomètres en semi-troglodyte.

Les études lancées consistent en :

- une étude faune-flore axée sous l'angle chiroptères pour définir les contraintes d'aménagement liées à l'éventuelle présence de chauves-souris dans les parties souterraines,
- une étude de diagnostic foncier destinée à définir la stratégie à mettre en œuvre pour assurer la maîtrise foncière nécessaire à la création de l'itinéraire avec une estimation des coûts afférents

Un comité de pilotage, réunissant les élus et les acteurs touristiques concernés, se réunira dès la rentrée de septembre afin de valider les conclusions de ces études et les prochaines étapes liées à la réalisation de ce projet.

Par ailleurs, afin de structurer, valoriser et promouvoir l'offre troglodyte du territoire, un travail sera également engagé d'ici la fin de l'année avec les équipes de la SPL Saumur Val de Loire Tourisme.



# EMPLOI - FORMATION

## OBJECTIFS

- Elaborer un schéma directeur de développement des formations,
- Suivre les politiques en matière d'emploi et de formation menées par la Maison de l'Emploi,
- Sous la responsabilité du Président, concrétiser, aux côtés de la région, le projet de pôle universitaire - définir ses modalités financières et techniques de fonctionnement.

MARC BONNIN, 4<sup>È</sup> CONSEILLER DELEGUE



La Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire a cette ambition forte de développer les formations supérieures de haut niveau en lien avec les activités économiques de territoire.

Le futur pôle de formations

mutualisées ouvrira ses portes en

septembre 2019 aux jeunes habitants du

Saumurois ou d'ailleurs. Il sera un outil

d'acquisitions des compétences aujourd'hui

nécessaires à notre territoire.

Concernant la politique en

matière d'emploi, le regroupement récent

de nos EPCI nous exige de travailler sur une

harmonisation des actions. La Maison

de l'Emploi développe depuis un an de

nombreux événements et animations

qui facilitent le rapprochement des

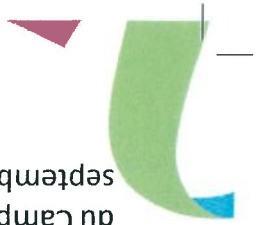
demandeurs d'emploi et des entreprises.

## LES SIX PREMIERS MOIS

Elaboration d'un schéma directeur de développement des formations : Validation de la mise en œuvre d'une étude ; un cahier des charges est en cours d'écriture. Une demande de cofinancement de l'étude est en cours auprès de la Région. Le recrutement du bureau d'étude est prévu en septembre 2017 pour une fin d'étude en mars 2018.

Dans le cadre du soutien apporté à la Maison de l'Emploi, les actions suivantes sont déclinaées sur le territoire :

- Le premier Job Dating s'est tenu le 11 octobre 2016 dans les Hauts Quartiers à Saumur, une nouvelle édition est prévue le 15 septembre 2017 dans les locaux de l'île des Enfants à Saumur dans le quartier du Chemin Vert à Saumur,



- Le Job Meeting , rencontres autour de l'emploi, des métiers et de la formation s'est tenu le 30 mars 2017 au Parc du Breil, la prochaine édition est programmée pour fin janvier 2018 (date en cours de finalisation)

- Action sur la mobilité professionnelle en entreprises menée en étroite collaboration avec OPCALIA et la DIRECCTE UD 49. Cette action regroupe un collectif d'entreprises qui se réunie régulièrement (5 réunions sur le premier semestre). Signature d'une charte d'engagement réciproque sur la mobilité par Jean-Michel MARCHAND, Président, le 27 février 2017.

- Organisation d'un Club RH Entreprises dont la finalité est de mettre en place des temps d'échanges de manière interactive sur un certain nombre de sujets présentant un intérêt pour le développement des ressources humaines des entreprises du territoire de Saumur Val de Loire. La deuxième réunion de ce Club RH s'est tenue le 30 mai 2017.

- Une étude sur la Silver Economie a été lancée en mars 2017 pour une restitution définitive en février 2018. L'objectif de cette étude est de :

- favoriser la construction et la mise en œuvre d'une stratégie de développement des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire à l'échelle du territoire,
- développer la création de nouvelles activités et d'emplois répondant aux besoins « Silver Economie » du territoire,
- développer la coopération entre entreprises, associations, collectivités.

- Les clauses d'insertion dans les marchés publics. La commande publique est un outil en faveur du retour à l'emploi. Une convention a été signée avec la Maison de l'Emploi dont l'objet est de fixer les règles de coopération entre la Communauté d'agglomération et la Maison de l'Emploi avec l'appui du facilitateur pour la mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés publics de la collectivité.

Réflexion sur l'harmonisation de l'offre d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emplois sur le territoire : devenir des Relais Emploi.

Projet du Pôle de Formations Mutualisées avec l'Université d'Angers, les Compagnons du Devoir, l'Institut de Formation en Soins Infirmiers - Institut de Formation d'Aides Soignants (Maître d'Ouvrage la Région Pays de La Loire) :

- Validation du choix de l'architecte par la Région des Pays de la Loire.
- Validation de l'Avant Projet Sommaire (en juin 2017)
- Réunions d'exploitation en cours (volet technique et financier)
- Dépôt du Permis de Construire en octobre 2017
- Des groupes de travail entre les utilisateurs ont été organisés sur différentes thématiques (numérique, transports, habitat, Vivre Ensemble, gestion/exploitation, etc.) et seront poursuivis en 2017.

La Convention qu'il y a la Communauté d'agglomération et l'Université d'Angers dans le cadre du Campus Universitaire arrivant à échéance, celle-ci est en cours d'écriture et sera signée en septembre 2017.

- Remettre à jour le Contrat Local de Santé et mettre en œuvre les actions qui y seront inscrites - Lutter prioritairement contre la désertification médicale,
- Accompagner les différents projets de maison de santé portés localement,
- Reprendre en régie la gestion de l'ensemble des aires d'accueil, en maintenant un service de qualité,
- Lutter contre les installations «sauvages» en dehors des aires d'accueil et de grand passage.



BEATRICE BERTRAND, 5<sup>È</sup>E CONSEILLERE DELEGUEE

« Notre objectif est de relancer le Contrat Local de Santé. »

## LES SIX PREMIERS MOIS



L'objectif est de relancer la dynamique du Contrat Local de Santé (CLS) signé en septembre 2015 pour la période 2015-2018. Devant la complexité du CSL, il a été choisi de travailler sur plusieurs actions prioritaires. Certaines peuvent être opérationnelles rapidement (fin 2017) comme la mise en place de la Maison des Adolescents en partenariat avec la Ville de Saumur. Une participation financière sera soumise à l'avis de la commission « politiques sociales » de septembre prochain.

Des actions sport/santé/bien-être seront également mises en application pour le second semestre. Un travail transversal est actuellement conduit par la chargée de mission « Santé », nouvellement recrutée (en poste depuis le 1er juin 2017) en lien avec la Direction des politiques sportives et l'élue référente.

Par ailleurs, le travail de coordination avec les professionnels de santé et les associations existantes se poursuit pour faciliter la réorganisation des soins de premier secours et accompagner les projets de maison de santé. Il importe de créer un lien hôpital-libéraux et hôpital-clinique afin de maintenir et pérenniser l'offre de soin sur le territoire.

Depuis le 1er janvier 2017, l'agglomération comptabilise 9 aires d'accueil des Gens du Voyage : 6 en régie directe et 3 en gestion déléguée jusqu'au 30/09/2017. Compte tenu du nouveau périmètre de la Communauté d'agglomération, le règlement d'usage et de gestion a été modifié pour harmoniser les pratiques et les modes de gestion, applicable dès le 1er juillet 2017 à l'ensemble des aires d'accueil et intégrant les 4 terrains situés sur les anciennes communes de Loire-Longue et de la Région de Doué la Fontaine. Sur le même principe, une tarification unique est mise en place à compter du 1er juillet 2017.

Sur le plan technique, une remise à niveau de l'ensemble des aires et équipements attachés constitue l'essentiel du travail réalisé (interventions déjà réalisées en serrurerie et électricité sur l'aire de Doué en Anjou, état des lieux en cours sur les 3 aires de l'ex-communauté de communes de Loire-Longue).

Une attention particulière reste portée pour gérer et anticiper les grands rassemblements afin d'éviter les stationnements illégaux (bilan du 1er semestre 2017 : 4 grands rassemblements accueillis entre le 5 mai et le 25 juin 2017 soit 350 caravanes – 1150 personnes). Pour les actions sociales à destination des gens du voyage, les rencontres Tziganes initiées par le Douessin ont été poursuivies par la nouvelle agglomération et étendues sur les communes de Montreuil-Bellay et Saumur (du 20mars au 08 avril 2017). Ces rencontres permettent de casser les barrières entre les sédentaires et les gens du voyage. A noter également la poursuite d'interventions de bénévoles pour sensibiliser les enfants à la scolarisation.



# REVITALISATION DES CENTRE-VILLES ET CENTRE-BOURGS INSERTION

## OBJECTIFS

- Définir les contours d'une politique locale du commerce,
- Piloter les opérations communautaires de revitalisation des centre-bourgs,
- Veiller à l'insertion des jeunes dans le monde du travail.

## PATRICE VERITE, 6<sup>E</sup> CONSEILLER DELEGUE



Il s'avère que ces délégations font l'objet d'un travail transversal, ce sont trois services différents qui œuvrent avec l'élu référent pour répondre aux objectifs de la lettre de mission fixée par le Président. Après avoir défini les contours de chaque mission et s'être fixé des orientations, des actions ont été entreprises dans chaque domaine.

- Concernant **le commerce**, une convention entre l'agglomération et la CCI, va permettre une étude prospective qui permettra de définir une stratégie communautaire en matière de politique locale du commerce.
- Pour la **revitalisation des centres des villes et bourgs**, la volonté d'un accompagnement continu des études et réalisations par Saumur Val de Loire est dorénavant affichée. La reprise du suivi de l'OPAH-RD de Doué en Anjou est en cours. Un appel à candidature, dans le cadre d'Anjou Cœur de Ville, pour 3 à 5 nouvelles communes, vient d'être lancé.



- Président de la **Mission locale du Saumurois**, avec sa directrice, nous avons fixé quelques objectifs pour 2017 comme par exemple améliorer la mobilité des jeunes suivis ou en-core délocaliser ponctuellement la Garantie Jeunes. Par ailleurs un projet de territoire, à l'attention de la Région, est en cours d'élaboration avec nos partenaires pour exprimer nos besoins en formations adaptées à la population qui nous concerne respectivement.
- Référent auprès d'**Unis Cité**, l'association en charge du service civique, nous venons de renégocier une convention qui nous liera pour la période 2018 – 2021 et préparons l'accueil d'une nouvelle promotion d'une vingtaine de volontaires.



## LES SIX PREMIERS MOIS

Issue de la loi NOTRe et élément du bloc obligatoire des compétences relatives au développement économique, la politique locale du commerce vise à renforcer l'approche intercommunale des problématiques commerciales. Elle doit donc s'entendre comme la capacité des collectivités à organiser leurs interventions respectives (communautaires ou municipales), en application d'une stratégie intercommunale. La Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire a fait le choix de réaliser un diagnostic territorial. Ce travail sera effectué par la CCI, s'appuiera sur l'observatoire du commerce, mais aussi sur les études en cours ou déjà réalisées par les communes entrées dans des démarches de

# LA REVITALISATION DES CENTRE-BOURGS ET CENTRE-VILLES : UNE STRATEGIE DE RECONQUETE

OPAH RD

Depuis le 1er janvier 2017 la Communauté d'agglomération a repris le pilotage stratégique de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement et de Développement (OPAH RD) de Doué-en-Anjou lancée en novembre 2016 pour 6 ans (proposition d'avenant à la convention en cours pour substitution de la collectivité en charge du projet de développement territorial). Ce projet de revitalisation du centre-bourg repose sur plusieurs volets : urbain, habitat (privé et social), patrimoine, commerces, services et équipements de proximité. La charge pour le suivi-animation représente 734 280€ TTC pour 6 ans, hors options et hors Opération de Restauration Immobilière (marché signé avec SOLIHA) potentiellement valorisés à hauteur de 70% en fonction des résultats obtenus (subventions de l'ANAH et du Département).

Les objectifs logements sont évalués à 320 logements sur 6 ans, répartis en 244 logements occupés par leur propriétaire et 76 logements locatifs. Les abandons aux travaux sont estimés à 517 000€ TTC pour 6 ans (aides aux propriétaires occupants, propriétaires bailleurs, façades).

ANJOU COEUR DE VILLE

Parallèlement, l'agglomération poursuit la dynamique initiée en décembre 2015, en accompagnant 4 communes membres (Saumur, Vivy, Fontevraud-l'Abbaye et Montreuil-Bellay) pour la réalisation d'un plan guide pour la redynamisation de leur centre. Inscrite dans la démarche du dispositif « Anjou cœur de Ville » proposé par le Département, l'agglomération propose ainsi de définir les conditions de faisabilité technique et financière pour la mise en œuvre d'un véritable programme d'actions sur un périmètre d'intervention pertinent. A ce stade des réflexions en cours, les 4 communes avancent à vitesse différenciée. La Communauté d'agglomération lancera à l'automne 2017 la consultation nécessaire pour la conduite de la 2ème étape du dispositif Anjou Cœur de Ville, à savoir, l'étude préopérationnelle pour une dépense estimée à 144 000€ TTC pour les 2 communes dont 96 000€ TTC à sa charge. Le 7 juin dernier, la Communauté d'agglomération a lancé le 2ème appel à manifestation d'intérêt auprès des 49 communes membres pour un retour souhaité au 15 septembre 2017.

A l'issue, 3 à 5 communes seront à nouveau retenues pour intégrer le dispositif Anjou Cœur de Ville. Une demande de crédits supplémentaires sera en conséquence sollicitée dès l'automne 2017 pour couvrir ces dépenses d'ingénierie. Une réflexion sera également à conduire sur les moyens en personnel nécessaires pour accompagner cette montée en puissance de la stratégie de revitalisation portée par l'Agglomération.

## VEILLER A L'INSERTION DES JEUNES DANS LE MONDE DU TRAVAIL

Un soutien à la Mission Locale du Saumurois pour l'accompagnement des jeunes est réalisé dont la nouvelle action Garantie Jeune. Une augmentation du temps des permanences de la Mission Locale sur le territoire Nord (Locaux situés à Allonnes) est prévue et une réflexion est portée sur un Projet de territoire avec l'ensemble des partenaires en direction des publics les plus éloignés de l'emploi (besoins en formations)

En ce qui concerne le soutien à l'Antenne d'Unis Cité, 20 jeunes en service civique seront accueillis et le service travaille sur la reconduction de la Convention 2018-2021 entre la Communauté d'Agglomération et l'Association Unis Cité.





# SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

## OBJECTIFS

- Améliorer la qualité des installations d'assainissement non collectif sur les territoires, pour contribuer à la préservation de la qualité de nos milieux aquatiques,
- Harmoniser les tarifs et les pratiques en matière de Services Publics d'assainissement non collectif (SPANC),
- Garantir une bonne réactivité du service en respectant les délais.

## DENIS SAULEAU, 7<sup>E</sup> CONSEILLER DELEGUE



L'année 2017 est une année transitoire pour étudier une harmonisation du service SPANC au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur l'ensemble du territoire de la nouvelle Agglo. Un groupe de travail a été constitué en ce début d'année pour définir les grands prin-



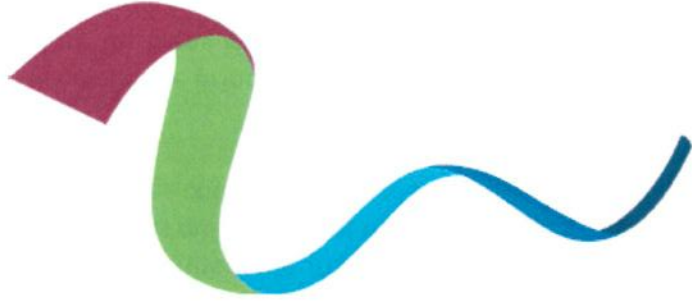
denier, par la commission « eau et assainissement » du 8 juin

## LES SIX PREMIERS MOIS

Le début d'année 2017 a été mis à profit pour faire un état des lieux des conditions de réalisation du Service Publics d'Assainissement non Collectif (SPANC) des 4 ex EPCI, assurer la continuité de service des affaires en cours et mieux connaître l'ensemble du parc des ANC présents sur le territoire de la nouvelle agglomération (12 000 installations).

Une campagne de diagnostics de contrôles de bon fonctionnement de l'ensemble des installations d'ANC sera programmée sur les territoires des ex com de Doué, Genes et Longué en 2018, en plus de la réactualisation des diagnostics réalisés sur le territoire de l'ex agglomération de Saumur. Afin de faciliter les mises aux normes des installations présentant les risques sanitaires les plus prioritaires, l'agglo souhaite généraliser dès 2018 sur l'ensemble du territoire la mise en place de conventions de mandat avec l'agence de l'eau pour permettre aux usagers de mobiliser des subventions qui leur permettront de faire les travaux adaptés. En attendant, l'agglomération gère uniquement les conventions de mandat qui ont été conclues par l'ex com com de Longué.

Le groupe de travail a validé le principe d'application de pénalités pour la non réalisation de travaux au bout d'un an pour les biens immobiliers ayant fait l'objet d'une vente pour lesquels le diagnostic de l'ANC était de priorité 1 (non conformes avec risques sanitaires). De plus, pour les installations classées en P1 (hors vente), il a été acté le principe d'appliquer des pénalités suite à la visite sur site et constat de non réalisation des travaux tous les 4 ans.



Les contrôles terrain seront également facilités avec la mise à disposition des agents de tablettes pour automatiser les saisies et les exports vers le logiciel métier et traiter les demandes dans les meilleurs délais.

Afin d'être plus efficace, le service devrait se doter d'un nouveau logiciel métier SPANC dès la fin d'année, facilitant ainsi les tâches de facturation, la production des rapports ainsi que l'interface avec le SIG.

Le service SPANC est aujourd'hui centralisé à Quai Carnot, l'organisation qui a été définie permet d'assurer une continuité de service et un contact permanent avec les usagers, de même qu'avec les communes. Des permanences (sur rendez vous uniquement) peuvent être organisées de manière ponctuelle sur Longue.

notamment pour la relation clientèle et la facturation.

L'organisation du service a été ajustée lors du premier semestre de 2017 afin de prendre en compte les moyens internes existants pour exercer cette compétence, et être plus efficace,

- 2018 (moyenne des tarifs pratiqués par les 4 ex EPCI) ;
- une harmonisation tarifaire des différents contrôles qui sera effective dès le 1 janvier 2018 ;
  - ce qui nécessitera le recrutement d'un nouveau technicien SPANC ;
  - recours à une prestation de service externalisée pour les contrôles de bon fonctionnement,
  - le choix du mode de gestion, avec une gestion en régie partielle (neuf + vente) couplée au
  - les conditions d'application des pénalités et leur montant ;
  - la fréquence des contrôles pour les différentes priorités définies ;
  - le contenu et le niveau d'exigence de qualité des rapports remis aux usagers ;
  - le jugement des installations (définition des priorités – P1R, P1, P2 et P3) ;
  - support et le niveau de priorité associé ;
  - le recours systématique au SIG avec la matérialisation graphique des installations sur ce
- Le groupe de travail a validé les harmonisations pour les grandes thématiques suivantes :

service SPANC sur leur commune.

à destination des élus sera renforcée afin de leur présenter en fin d'année un bilan d'activité du secteur ainsi que le circuit de traitement des demandes de contrôle. A noter qu'une communication notaires, des usagers et agences immobilières afin de bien identifier les interlocuteurs SPANC par Enfin, le service a mis au point un plan de communication à destination des maires, des





# EXPERTISE DES EVALUATIONS DE CHARGES DÉJÀ EFFECTUÉES PAR LES ANCIENS EPCI

**PARTENAIRES**  
Finances Locales





## Table des matières

|      |                                                                                                                                                               |    |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I.   | MÉTHODOLOGIE DE LA CONTRE-EXPERTISE : .....                                                                                                                   | 3  |
| II.  | LES COMPÉTENCES CONCERNÉES PAR LA RESTITUTION DES COMPÉTENCES ET LES ÉVALUATIONS EFFECTUÉES.....                                                              | 4  |
| A.   | La communauté d'agglomération Saumur Loire Développement .....                                                                                                | 4  |
| B.   | La communauté de Communes Loire-Longue .....                                                                                                                  | 4  |
| C.   | La Communauté de Communes du Gennois .....                                                                                                                    | 5  |
| D.   | Les communes résultant de la communauté de communes de la région de Doué-la-Fontaine (Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier) ..... | 5  |
| E.   | Conclusion .....                                                                                                                                              | 6  |
| III. | QUELLE METHODOLOGIE RETENUE EN FONCTIONNEMENT DANS CHACUN DES ANCIENS EPCI 8                                                                                  |    |
| A.   | Périodes et documents retenus dans chaque EPCI pour évaluer les charges de chacune des compétences rétrocédées.....                                           | 8  |
| B.   | Prise en compte des charges dans chacun des anciens EPCI (calcul des charges directes et indirectes) .....                                                    | 10 |
| C.   | Conclusion .....                                                                                                                                              | 12 |
| III. | L'ÉVALUATION DES DÉPENSES LIÉES À UN ÉQUIPEMENT : .....                                                                                                       | 12 |
| A.   | Détermination de la période de recensement des dépenses.....                                                                                                  | 12 |
| B.   | Détermination de la méthodologie du calcul du cout moyen annualisé.....                                                                                       | 13 |
| IV.  | LE TRANSFERT DES EMPRUNTS ET LES IMPACTS SUR LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION .....                                                                           | 18 |
| A.   | Les transferts d'emprunts entre l'EPCI et les communes.....                                                                                                   | 18 |
| B.   | La prise en compte du transfert des emprunts dans le cadre du calcul des attributions de compensation.....                                                    | 20 |

## I. MÉTHODOLOGIE DE LA CONTRE-EXPERTISE :

L'ensemble des compétences exercées par la nouvelle Communauté d'agglomération ne doit pas faire l'objet d'une évaluation des charges. Uniquement les compétences qui ont un impact sur la modification de l'attribution de compensation 2017 feront l'objet d'une évaluation des charges.

Par conséquent, l'évaluation des charges concerne uniquement deux types de compétences :

**Les compétences qui sont transférées des communes à la communauté d'agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2017 :**

Les compétences qui sont transférées à l'EPCI au 1<sup>er</sup> janvier 2017 n'ont pas fait l'objet d'évaluation de la part des communs membres. Il convient toutefois de nommer l'exception concernant la compétence PLUI pour les EPCI transférant la compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2017. En effet, la CCL a effectué une évaluation des charges.

**Les compétences qui sont rétrocedées aux communes de la part de la communauté d'agglomération avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017.**

Les compétences qui ont été rétrocedées aux communes au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ont fait l'objet de la part des anciens EPCI d'une évaluation effectuée avant la fin de l'année 2016. Toutefois, il convient d'expertiser la méthodologie retenue pour chacune des restitutions de compétences. Cette contre-expertise est l'objet du présent rapport.

### **La contre-expertise va être effectuée en trois temps :**

Dans un premier temps, pour chacun des anciens établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre, il sera détaillé les compétences qui ont fait l'objet de restitution de l'EPCI à la commune et qui ont fait l'objet d'une évaluation. Il sera également mentionné les compétences ou les communes qui n'ont pas procédé à l'évaluation des charges. Il sera notamment précisé si les compétences restituées ont fait l'objet d'un rapport de la commission locale d'évaluation des charges voté par les organes délibérants. Pour mémoire, un rapport de la CLECT pour être considéré comme valable doit faire l'objet d'une délibération selon la procédure suivante :

- Adoption par la moitié des communes représentant 2/3 de la population ;
- Adoption par les 2/3 des communes représentant la moitié de la population.

Dans un deuxième temps, il sera détaillé les méthodologies retenues pour l'évaluation des charges pour chacune des compétences en fonctionnement et en investissement. Il sera en premier lieu rappelé les principes de l'article 1609 nonies C du CGI (IV) déterminant les méthodes d'évaluation des charges permettant l'application du principe régissant l'évaluation des charges « la neutralité budgétaire ». En second lieu, il sera établi un « benchmarking » entre les différentes méthodologies et des propositions d'évolutions de la méthodologie

d'évaluation des charges afin d'assurer une équité entre l'ensemble des communes membres de la communauté d'agglomération.

Dans un troisième temps, il sera détaillé pour les communes concernées, les modalités de répartition de l'actif et du passif dans le cadre de la restitution de compétence de l'EPCI aux communes. Après un rappel de la réglementation, il sera précisé la méthodologie concernant la répartition de l'encours de dette envisagée.

Enfin, il sera présentée les différentes solutions pour prendre en compte les répartitions de l'actif et du passif dans le cadre de l'attribution de compensation.

## **II. LES COMPÉTENCES CONCERNÉES PAR LA RESTITUTION DES COMPÉTENCES ET LES ÉVALUATIONS EFFECTUÉES.**

### **A. La communauté d'agglomération Saumur Loire Développement**

Pour l'ancienne communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, les restitutions de compétence concernent uniquement les équipements culturels et plus précisément la salle de la Closerie à Montreuil Bellay.

À toutes fins utiles, il convient de mentionner que la restitution de la compétence équipement culturel ne concerne pas la programmation des équipements.

La commission d'évaluation des charges a effectué un rapport sur les charges pour prendre en compte la rétrocession de la salle de la Closerie à Montreuil Bellay.

Ce rapport n'a pas été adopté par les communes selon la procédure prévue par l'article L. 1609 nomie C du code général des impôts et n'est donc pas opposable et peut donc faire l'objet de modification dans le cadre de l'analyse.

### **B. La communauté de Communes Loire-Longue**

Pour l'ancienne communauté de communes Loire-Longue, les rétrocessions de compétences de l'EPCI aux communes concernent les compétences suivantes :

- Equipements petite enfance,
- Equipements sportifs couverts,
- Enseignement musical,

La commission d'évaluation des charges a effectué un rapport sur les charges pour prendre en compte la rétrocession des compétences susmentionnées.

En outre, la commission d'évaluation des charges a effectué une évaluation pour tenir compte de la suppression des fonds de concours dans le cadre de la nouvelle CA et a donc augmenté les attributions de compensation. Toutefois, cette évaluation ne rentre pas dans le champ de

## **D. Les communes résultant de la communauté de communes de la région de Doué-la-Fontaine (Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier)**

Une évaluation des charges a été effectuée. Toutefois, ce rapport n'a pas été adopté par les communes selon la procédure prévue par l'article L. 1609 nonie C du code général des impôts et n'est donc pas opposable et peut donc faire l'objet de modification dans le cadre de l'analyse.

Pour l'ancienne communauté de communes du Gennois, les rétrocessions de compétence de l'EPCI aux communes concernent les compétences suivantes :

- équipements touristiques,
- compétence enfance,
- voirie,

## **C. La Communauté de Communes du Gennois**

En tout état de cause, ce rapport n'a pas été adopté dans les conditions de majorité par les communes en raison d'une lettre d'observation de la préfecture. En effet, les communes ont retiré les délibérations créatrices de droits en raison de leur illégalité dans le délai maximal de quatre mois à compter de leur édition. Par conséquent, le rapport n'a pas été adopté et les communes ayant délibéré ont vu le rapport déferé devant le tribunal administratif.

Enfin, les équipements rattachés aux communes par l'EPCI ont fait l'objet d'un financement par l'emprunt. Les modalités de répartition de l'emprunt seront étudiées dans la dernière partie du rapport.

■ La révision peut intervenir par délibérations concordantes de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à la majorité des deux tiers. Dans ce dernier cas, la révision ne peut pas avoir effet de minorer ou de majorer l'attribution de compensation de plus de 30% de son montant représentant au plus 5% des recettes réelles de fonctionnement de la commune intéressée l'année précédant la révision;

■ soit, uniquement les deux premières années d'existence du nouvel établissement public de par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à la majorité des deux tiers. Dans ce dernier cas, la révision ne peut pas avoir effet de minorer ou de majorer l'attribution de compensation de plus de 30% de son montant représentant au plus 5% des recettes réelles de fonctionnement de la commune intéressée l'année précédant la révision;

■ La révision peut intervenir par délibérations concordantes de l'établissement public de coopération intercommunale et des communes intéressées. (majorité simple)

s'effectuer selon deux procédures :

révision libre des attributions de compensation. Pour mémoire, la révision libre peut des attributions de compensation ne peut s'effectuer que dans le cadre de la procédure de d'évaluation. En effet, en aucun cas, les fonds de concours ne peuvent être considérés comme une charge liée à une compétence. La prise en compte des fonds de concours dans le montant de la commission d'évaluation des charges selon la procédure classique



La communauté de communes de Doué la Fontaine a été dissoute pour partie.

Selon une interprétation communiquée par les services de l'État du département, les attributions de compensation pour chacune des communes de l'ex communauté de communes de la région de Doué-la-Fontaine demeurent.

Il s'agit donc sur l'ensemble des compétences ci-dessus de maintenir les AC 2016 et d'évaluer les charges pour les compétences rétrocédées sur les communes suivantes :

- Denezé-sous-Doué,
- Doue-en-Anjou,
- Les Ulmes,
- Louresse-Rochemenier

Les compétences rétrocédées sont :

|                                                               |                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Petite Enfance /ALSH/ soutien à la parentalité/               | La nouvelle CA n'a pas de compétence sur la petite enfance, l'ALSH, le soutien à la parentalité                                                                 |
| Voie d'intérêt communautaire dans le cadre de l'harmonisation | Il conviendra de vérifier que l'intérêt communautaire défini par la CA, n'entraîne pas de rétrocession de route ( voie d'accès au centre aquatique par exemple) |
| Construction et entretien d'un casernement de gendarmerie     | La nouvelle CA n'a pas de compétence                                                                                                                            |
| Equipement Culturel                                           | Il conviendra de lister les équipements rétrocédés aux communes qui auparavant étaient gérées par l'EPCI                                                        |
| Equipement Sportif                                            | Il conviendra de lister les équipements rétrocédés aux communes qui auparavant étaient gérées par l'EPCI                                                        |

Il conviendra de pallier cette absence d'évaluation des charges en effectuant un recensement des charges et une évaluation des charges selon les modalités qui seront déterminées à la suite du benchmarking effectué.

Concernant l'évaluation des compétences effectuée pour la commune de Doué-en-Anjou, il convient de préciser que le rapport élaboré par la CLECT n'a pas été adopté selon la procédure prévue par le CGI et il n'est donc pas opposable.

### E. Conclusion

A l'exception des communes de la région de doué la Fontaine, une évaluation a été effectuée pour les autres EPCI.

Les évaluations de charges ne sont pas définitives car elles n'ont pas été adoptées dans les conditions prévues par le code général des impôts. Par conséquent, elles peuvent faire l'objet

d'une révision et d'une uniformisation dans le cadre des pouvoirs attribués à la commission locale d'évaluation des charges.

La seconde partie du rapport va avoir pour ambition de comparer les différentes méthodologies de recensement en fonctionnement puis en investissement pour voir si des correctifs doivent être apportés. Il conviendra notamment de regarder si l'évaluation des charges respecte le droit commun où si l'évaluation des charges est intervenue dans le cadre d'une procédure dérogatoire.

### III. QUELLE METHODOLOGIE RETENUE EN FONCTIONNEMENT DANS CHACUN DES ANCIENS EPCI

En fonctionnement les charges, non liées à un équipement, sont évaluées selon les dispositions de l'article 1609 nonies C du CGI :

- D'après « (...) leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences
- Ou D'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédents ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission (CLETIC)».

Afin d'effectuer le benchmarking de l'évaluation des compétences entre les différentes collectivités, le rapport va effectuer une comparaison sur deux éléments important :

- Période d'évaluation retenue pour chacune des compétences rétrocédées dans chaque EPCI et documents budgétaires utilisés pour l'évaluation (budgets primitifs ou comptes administratifs) ;
- La méthodologie retenue pour déterminer les dépenses qui doivent être retenues pour chaque compétence évaluée.

#### A. Périodes et documents retenus dans chaque EPCI pour évaluer les charges de chacune des compétences rétrocédées

Cette partie vise à comparer :

- la période ou l'année de référence qui a été considérée comme la plus juste et la plus à même de refléter le coût réel de la compétence ;
- le document de référence pour évaluer les charges.

#### *Méthodologie retenue par chacun des anciens EPCI et chacune des compétences*

Le tableau ci-dessous compare les périodes retenues et les documents de référence pour évaluer les charges au sein de chaque EPCI

Pour l'ensemble des évaluations de compétences réalisées, il existe globalement une unité de période sauf pour la CCL. Cette dernière a en effet retenu uniquement une période concernant un unique exercice budgétaire.

En outre, contrairement aux dispositions législatives, certaines évaluations prennent en compte les dépenses prévues dans le cadre du budget primitif 2017. Or, selon la réglementation, uniquement les montants prévus au budget primitif 2016 doivent être pris en compte

En conclusion, l'évaluation effectuée par la CCL est globalement conforme aux dispositions législatives mais pose une difficulté d'équité par rapport aux autres EPCI constituant la nouvelle communauté d'agglomération :

**Diagnostic sur la méthodologie retenue par chacun des anciens EPCI**

| Compétence                             | Durée d'évaluation des charges                                                                                                                                                  |                          |                          |
|----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| CA<br>Saumur<br>Développement<br>Loire | Ensemble des 3 derniers exercices budgétaires connus ( 2013-2014-2015)                                                                                                          | Ensemble des Compétences | Ensemble des Compétences |
| CC du Gennois                          | Ensemble des Trois derniers exercices connus (2013, 2014,2015) avec prise en compte de certaines prévisions budgétaires pour 2017                                               | Ensemble des Compétences | Ensemble des Compétences |
| CCLL                                   | Ensemble des Principalement les montants figurant sur un unique exercice budgétaire (au BP 2016 pour les subventions et les recettes, CA 2015 pour les charges exceptionnelles) | Ensemble des Compétences | Ensemble des Compétences |
| Doù en Anjou                           | Evaluation effectuée de manière partielle                                                                                                                                       | Ensemble des Compétences | Ensemble des Compétences |
| Denez sous Doue                        | Ensemble des Compétences                                                                                                                                                        | Ensemble des Compétences | Ensemble des Compétences |
| Louresse Rochemenier                   | Ensemble des Compétences                                                                                                                                                        | Ensemble des Compétences | Ensemble des Compétences |
| les Ulmes                              | Ensemble des Compétences                                                                                                                                                        | Ensemble des Compétences | Ensemble des Compétences |



- L'évaluation s'effectue sur un unique exercice budgétaire et ne prend pas en compte la moyenne de plusieurs exercices budgétaires.
- L'évaluation s'effectue pour une grande partie par rapport à du prévisionnel et non par rapport à de l'exécuté. Or, il peut exister des différences entre le prévisionnel et l'exécuté.

#### ***Proposition d'évolution et de correctif à apporter***

Il pourrait être proposé d'effectuer une nouvelle évaluation pour la CCLL en prenant en compte la durée de 3 ans.

En outre, la commission d'évaluation des charges doit se poser la question d'actualiser les données pour les autres EPCI. En effet, lors de l'évaluation effectuée par les CC, le dernier exercice budgétaire connu était celui de 2015. Or les comptes administratifs 2016 sont désormais connus puisqu'ils doivent être adoptés avant le 30 juin 2016 selon l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales. Il pourrait être envisagé une actualisation de l'ensemble des données avec l'exercice budgétaire 2016 sur la base des comptes administratifs 2016.

### **B. Prise en compte des charges dans chacun des anciens EPCI (calcul des charges directes et indirectes)**

#### ***Rappel des différents principes de la méthodologie résultant de la réglementation***

Même si la réglementation ne détermine pas une méthodologie précise, l'évaluation des charges doit prendre en compte différentes catégories de dépenses.

En premier lieu, l'évaluation des charges prend en compte les charges directes.

- Une charge directe, correspond à des coûts directement et exclusivement affectés à la compétence (exemple : prix d'achat de matières premières)
- En outre, l'évaluation des compétences peut prendre en compte :
  - Une charge indirecte. Cette dernière correspond aux coûts qui ne peuvent être estimés qu'à la suite de calculs intermédiaires. Elle correspond aux frais de structure qu'induit la compétence, notamment sur les services RH, finances, marchés publics ou encore sur la direction générale de la commune. Il convient d'estimer, sous la forme d'un prorata, le temps passé, par chacun des services sur la compétence transférée.
  - Une charge semi directe, correspond à un coût qui, sans être directement affecté à l'exercice de la compétence, participe à son financement, ainsi qu'à celui d'autres compétences. Une clé de répartition peut être retenue, sur le temps d'utilisation des véhicules des services techniques par exemple.

## 11

| Compétence                                                                                                                                    | Évaluation des charges directes                             | Évaluation des charges indirectes                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CA Saumur Loire Développement                                                                                                                 |                                                             |                                                                                                                       |
| Montreuil Bellay                                                                                                                              | Restitutions de la compétence équipement culturel           | Non explicite dans le cadre de l'évaluation des charges                                                               |
| CC du Gennois                                                                                                                                 |                                                             |                                                                                                                       |
|                                                                                                                                               | Équipements touristiques                                    | Non explicite dans le cadre de l'évaluation des charges mais prises en compte dans certains calculs                   |
|                                                                                                                                               | Compétence enfance                                          | Non explicite dans le cadre de l'évaluation des charges mais prise en compte                                          |
|                                                                                                                                               | Voirie                                                      | Application d'un ratio                                                                                                |
| CCLL                                                                                                                                          |                                                             |                                                                                                                       |
| Longué, Les Rosiers, Vernantes, saint clément                                                                                                 | Équipement petite enfance                                   | Non explicite dans le cadre de l'évaluation des charges mais effectué dans le cadre de calcul                         |
| Blou, Courléon, Landes-Chasles, Longué, Moullihérne, Rosiers/sloire/ saint Clément/ st Martin/ Saint Philibert; Vernantes, Vernoi le fourrier | Équipement sportif                                          | Non explicite dans le cadre de l'évaluation des charges mais effectué dans le cadre de calcul                         |
| Blou, Longue Enseignement Musical                                                                                                             | Au réel avec une correction du nombre d'enfants par commune | Non explicite dans le cadre de l'évaluation des charges mais effectué dans le cadre de calcul                         |
| Ancienne CC de la région de Doué la fontaine                                                                                                  |                                                             |                                                                                                                       |
| Doué en Anjou                                                                                                                                 | Salles des arts et bibliothèque de Doué                     | Prise en compte de l'intervention des services techniques de la CC avec un coût horaire et un nombre d'heure effectué |

#### **Diagnostic sur la méthodologie retenue par chacun des anciens EPCI**

Les dépenses ont été retenues selon une méthodologie similaire ou proche. Il n'y pas d'anomalie à constater en tant que tel dans la méthodologie.

La communauté de communes du CC du Gènois a utilisé un ratio dont la méthode de calcul n'est pas explicitée. Ce ratio n'est pas explicitement prévu par les textes, mais permet de prendre en compte les spécificités liées à la compétence voirie

Uniquement Doué en Anjou à expliciter des charges indirectes liées aux interventions des services techniques de la ville. Pour ce faire, dans le cadre de l'évaluation des charges, un coût horaire a été appliqué pour les différentes interventions.

Afin d'harmoniser l'évaluation des charges, il pourrait être demandé aux communes des autres EPCI d'identifier des charges indirectes qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation.

#### **C. Conclusion**

Il est proposé d'harmoniser la procédure en utilisant les informations résultant des trois derniers exercices budgétaires. ( la CA devra réaliser ce travail concernant notamment l'ex CCLL qui a pris en compte les données pour un unique budgétaire à partir du budget primitif 2016)

Il est proposé que la commission arbitre sur la prise en compte des budgets primitif 2017 dans le cadre de l'évaluation des charges, qui est une dérogation à la réglementation prévue par le CGI concernant l'évaluation des charges.

Il est proposé également que la commission se prononce sur l'utilisation du ratio concernant la voirie. En effet, l'utilisation de ratio constitue une interprétation constructive des dispositions du CGI concernant l'évaluation des charges

En outre, la CLECT doit décider s'il est opportun :

- D'effectuer une réactualisation des montants pour l'exercice 2016.
- De demander aux EPCI d'identifier les charges indirectes.

### **III. L'ÉVALUATION DES DÉPENSES LIÉES À UN ÉQUIPEMENT :**

#### **A. Détermination de la période de recensement des dépenses**

#### **Rappel de la réglementation**

Le Code Général des Impôts ne fixe une période de recensement, que dans l'hypothèse d'une intervention par le préfet. Sur les dépenses liées à un équipement, il est fait référence à la « durée normale d'utilisation ». La circulaire du 15 septembre 2004 indique que pour définir la « durée de vie moyenne » d'un équipement « il pourra être fait référence aux durées d'amortissement en usage qui sont fixées à titre indicatif par l'instruction M14 ». Notons ici que l'amortissement prévu par la M14 répond avant tout à une **logique comptable**, alors que la durée de recensement à déterminer répond à une **logique économique**.

Le choix de la durée de recensement s'établit selon la nature de la dépense : les dépenses d'investissements sont plus ponctuelles, notamment pour les petites communes, et justifient des périodes de recensement beaucoup plus longues pour pouvoir déterminer une moyenne pertinente.

La référence à la durée normale d'utilisation des équipements renvoie logiquement à des périodes de recensement beaucoup plus longues : qu'il s'agisse de bâtiments ou de réseaux (voire notamment), leur durée de vie est souvent comprise entre 15 et 30 ans. Cette approche, cohérente par rapport au cycle d'investissement, se heurte à la difficulté technique de recensement par les communes de données étalées sur de nombreux exercices et/ou très anciennes, ce qui conduit un grand nombre de CLECT à retenir des durées plus courtes. Il s'agit souvent de choisir entre une durée de recensement longue, parfois difficile à mener pour les communes, et une durée courte, qui peut faire augmenter le coût annualisé. En somme, il s'agit de définir une période qui rende la charge la plus supportable.

La CLECT reste **totallement libre en la matière**, et peut choisir la période qu'elle souhaite, cette période pouvant répondre à une logique propre.

#### ***Méthodologie retenue par chacun des anciens EPCI et chacune des compétences***

La période de recensement des dépenses retenue pour l'évaluation n'est pas explicitée dans chaque EPCI. Uniquement la communauté de communes du Gennois précise que sont prises en compte les dépenses de renouvellement pour une période allant de 2013 à 2015.

Cette absence de période retenue rend difficile une analyse critique de la méthodologie

### **B. Détermination de la méthodologie du calcul du cout moyen annualisé**

#### ***Rappel de la réglementation***

L'article 1609 nonies C du code général des impôts dispose que :

« Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année. Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources affectées à ces charges. »



Par conséquent, le coût des dépenses liées à des équipements est calculé sur la base d'un **coût moyen annualisé**. Ce coût intègre :

- le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement ;
  - les charges financières ;
  - les dépenses d'entretien au titre de la valorisation de l'équipement, sa rénovation, et les réparations lourdes, qui ont un impact sur la valorisation du patrimoine.
- L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Cette notion de coût moyen annualisé introduite en 2004 visait à résoudre la difficulté à évaluer des dépenses d'investissement, par définition non récurrentes. C'est le sens de la référence à la durée normale d'utilisation qui permet d'annualiser la dépense. L'intégration des coûts d'entretien est supposée atténuer les écarts de dépenses d'investissement entre communes, selon qu'elles ont construit l'équipement récemment ou de nombreuses années auparavant.

En principe, c'est le coût « initial » de l'équipement qui est pris en compte, que la commune l'ait réalisé ou acquis. La possibilité de retenir « en tant que de besoin » le coût de renouvellement du bien vise à compenser l'éventuelle absence de données sur le coût « historique » d'un équipement ou le fait que les montants d'investissement n'ont plus de pertinence du fait de leur ancienneté.

Le coût moyen annualisé doit également intégrer les **charges financières**, c'est-à-dire les **intérêts d'emprunts**. Cette prise en compte vise à transférer à la communauté les outils de financement des investissements, c'est à dire transférer la capacité financière qu'avait la commune à soulever de l'emprunt puis à le rembourser. Ceci permet en principe de neutraliser la différence entre les communes qui ont recouru à l'autofinancement et les communes qui ont recouru à un emprunt, et donc générant des frais financiers, pour financer l'équipement transféré. En revanche, la réglementation ne prévoit pas de prendre en compte le capital d'emprunt dans le cadre de l'évaluation des charges.

### ***Méthodologie retenue par chacun des anciens EPCI et chacune des compétences***

Il est récapitulé pour chacun des anciens EPCI la méthodologie retenue pour évaluer les dépenses liées aux équipements dans le tableau ci-dessous :

| Concernée | CA Saumur Loire | Développement | Montreuil Bellay | Compétence équipement culturel | Non prise en compte d'une dépense annuelle actualisée. Prise en compte d'un coût de renouvellement de l'équipement en fonction de la dotation annuelle amortissement de l'équipement ce qui entraîne une diminution de l'attribution de compensation. Hors en principe, l'attribution de compensation n'est pas indexée au fil du temps. L'indexation au fil du temps ne peut s'effectuer qu'avec une révision libre. | CC du Gennois | Gennes Val de Loire / Tuffalun | Compétence Equipements Touristiques | Mise en place d'un coût annualisé en fonction de la valeur nette (sur 40 ans) et des travaux de renouvellement (sur 3 ans) du bien diminuée des subventions et du FCTVA. | 19 950,64 € | 17 217,80 € | La méthodologie sur la période retenue ( 40 ou 3 ans) n'est pas explicitée dans le cadre du rapport de CLECT | Gennes Val de Loire/ Voirie | Non dépenses d'investissement | CCLL |
|-----------|-----------------|---------------|------------------|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|------|
|           |                 |               |                  |                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |               |                                |                                     |                                                                                                                                                                          |             |             |                                                                                                              |                             |                               |      |

|                                                                                                                                                |                                         |                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |              |                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Longué, Les Rosiers, Vernantes, saint clément                                                                                                  |                                         |                                                                                                                            | Mise en place<br>d'un coût<br>annualisé en<br>fonction de la<br>valeur brute du<br>bien diminuée<br>des subventions<br>et du FCTVA sur<br>une période de<br>40 ans ou 30 ans<br>. Au montant de<br>la valeur brute<br>sont ajoutées les<br>charges<br>financières<br>restantes dues | 123 452,51 € |                                                                                                                                                                                                    |
| Blou, Courléon, Landes-Chasles, Longué, Moulilhérne, Rosiers/sloire/ Saint Clément/ st Martin/ Saint Philibert; Vernantes, Vernoil le fourrier |                                         |                                                                                                                            | Mise en place<br>d'un coût<br>annualisé en<br>fonction de la<br>valeur brute du<br>bien diminuée<br>des subventions<br>et du FCTVA sur<br>une période de<br>40 ans ou 30 ans .<br>Au montant de la<br>valeur brute sont<br>ajoutées les<br>charges<br>financières<br>restantes dues | 87 288,74 €  | Les biens qui ont<br>été évalués ne sont<br>pas tous terminés,<br>toutefois ils ont<br>été engagés par<br>l'EPCI et les<br>emprunts ont déjà<br>été contractés par<br>l'EPCI pour les<br>financer. |
| Blou, Longue Enseignement Musical                                                                                                              | Absence d'investissement                |                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |              |                                                                                                                                                                                                    |
| Ancienne CC de la région de Doué la fontaine                                                                                                   |                                         |                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |              |                                                                                                                                                                                                    |
| Doué en Anjou                                                                                                                                  | Salles des arts et bibliothèque de Doué | Mise en place<br>d'un coût moyen<br>annualisé en<br>fonction du coût<br>brut d'acquisition<br>diminué par le<br>montant du | 3 074 €                                                                                                                                                                                                                                                                             |              |                                                                                                                                                                                                    |

|  |  |                                                      |  |  |
|--|--|------------------------------------------------------|--|--|
|  |  | FCTVA et des subventions reçues rapportée sur 10 ans |  |  |
|--|--|------------------------------------------------------|--|--|

**Diagnostic sur la méthodologie retenue par chacun des anciens EPCI**

La méthodologie varie fortement d'un ancien EPCI à l'autre en raison :

- De l'absence de précision de la période prise en compte pour les dépenses d'investissement
- Des différences pour les périodes de références retenues pour calculer le coût moyen annualisé. La période retenue pour calculer le coût moyen annualisé varie pour des équipements semblables (10 ou 40 ans).

En outre, les coûts de renouvellement n'ont été calculés uniquement que pour la CC du Genois. Concernant les charges financières, elles sont calculées uniquement lorsqu'un emprunt a été utilisé. Uniquement la CCL a déclaré des charges financières. Dans les autres situations, il n'y a pas de frais financiers.

Pour la CCL, dans le cadre de l'évaluation des charges présentée à la page 7, il convient de préciser que le calcul des dépenses liées à un équipement prend en compte uniquement les charges financières comme le prévoit expressément l'article 1609 nonie C du code général des impôts. Il convient de préciser que l'expression « charges financières » correspond uniquement aux intérêts de la dette et non au capital de la dette. La problématique du capital doit être réglée dans le cadre de la répartition de l'actif et du passif en vertu de l'article L5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour la CCL, il convient de mentionner également que l'évaluation porte sur des équipements futurs. Il conviendra d'étudier la prise en compte de cet élément dans l'évaluation des charges pour tendre vers l'équité.

Enfin, il existe une difficulté d'évaluation concernant l'équipement culturel de Montreuil Bellay. En effet, la méthodologie du coût moyen annualisé a été remplacée par une charge résultant liée à la dotation aux amortissements proratisée en fonction de l'utilisation par la communauté d'agglomération de l'équipement. Cette méthodologie a pour conséquence de faire varier dans le temps l'attribution de compensation. Or, en principe, selon les dispositions résultant du code général des impôts, l'attribution de compensation ne peut être indexée dans le temps. Une évolution du montant dans l'attribution de compensation ne peut intervenir que par la procédure de la révision libre des attributions de compensation. En effet, par délibération, le montant des AC peut être révisé pour différentes raisons mais il ne s'agit pas d'une procédure de droit commun.

#### IV.

### V. LE TRANSFERT DES EMPRUNTS ET LES IMPACTS SUR LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

#### A. Les transferts d'emprunts entre l'EPCI et les communes

##### Rappel de la réglementation

Les modalités de reprise de l'actif et du passif en cas de restitution de compétence sont déterminées par l'article L. 5211-25-1.

- Il détermine uniquement les conditions patrimoniales du retrait, en posant deux principes : celui du retour des biens mis à disposition par la commune se retirant d'abord ;
- Celui de la répartition des biens acquis ou réalisés par l'EPCI ou du produit de leur réalisation et du sort de l'encours de la dette ;

Les conditions de répartition du patrimoine entre l'EPCI et les communes qui reprennent leurs compétences doivent tendre vers l'équité. (Cf. réponse de l'Assemblée Nationale publiée au JO du 21 avril 2009 à la question écrite de M. Valls)

Dans une décision du Conseil d'Etat, (CE 21 novembre 2012, communauté d'agglomération Sophia-Antipolis, n° 346380), par une interprétation constructive des termes du 2° de l'article L. 5211-25-1 du CGCT, la répartition doit concerner la totalité du patrimoine de l'EPCI afférent à la ou les compétences concernées par ce retrait ou cette reprise.

En tout état de cause, la répartition des éléments d'actif et de passif doit être fixée dans le but, d'une part, d'éviter toute solution de continuité dans l'exercice, par les personnes publiques, de leur compétence, d'autre part, de garantir un partage équilibré (CE 21 novembre 2012, communauté d'agglomération Sophia-Antipolis, n° 346380).

Néanmoins, aucune disposition ne prévoit la faculté de déterminer les conditions financières du retrait. (CE, 9 juillet 2010, Commune de Magny-les-Hameaux, n°313506). Par conséquent, il n'existe pas de lien prévu par le législateur dans le cadre de la révision des attributions de compensation.

La circulaire du 26 juillet 2016 précise la méthodologie en proposant deux options :

##### **1ere option :**

Les contrats d'emprunts finançant les biens à répartir entre la commune et l'EPCI sont individualisables, ils sont transférés à la commune en fonction des biens transférés à la commune.



Les emprunts concernés sortent du bilan de l'EPCI et entrent dans le bilan de la commune en contrepartie de l'actif correspondant qui sort du bilan de l'EPCI et entre dans le bilan de la commune.

### Seconde option :

Les contrats d'emprunts finançant les biens à répartir entre la commune et l'EPCI sont globalisés. Seuls le remboursement de l'annuité en capital et le paiement des intérêts correspondant à leur quote-part dans l'encours de la dette correspondant aux biens transférés à la commune sont enregistrés au bilan de la commune. Les emprunts continuent de figurer au bilan de l'ancien EPCI.

Elle implique au plan comptable, l'inscription d'une créance dans les comptes de l'EPCI (débit au compte 2763X) en contrepartie de l'actif sortant de son bilan et, l'inscription d'une dette dans les comptes de la commune (crédit au compte 1684X).

### Diagnostic sur la méthodologie retenue pour l'EPCI concerné

Uniquement un EPCI est concerné actuellement par la restitution de dette, il s'agit de la CCL. La CCL a signé plusieurs emprunts pour le financement des équipements existants ou pour la réalisation de travaux futurs concernant des compétences restituées :

Dans le cadre de la fusion, en vertu de l'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales, les contrats d'emprunt ont été transférés à la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire.

Le capital restant dû (CRD) à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est le suivant :

| Emprunt                                             | Capital restant dû    |
|-----------------------------------------------------|-----------------------|
| 1- Caisse d'Épargne<br>(remboursement annuel)       | 1 811 424,82 €        |
| 2- La Banque Postale<br>(remboursement trimestriel) | 800 000,00 €          |
| 3- Crédit Agricole<br>(remboursement trimestriel)   | 466 666,68 €          |
| <b>Total transféré</b>                              | <b>3 078 091,50 €</b> |

Ces emprunts signés sont affectés à des opérations de rénovation des équipements sportifs. Dans le détail, il s'agit des éléments suivants :

|                                                         |                |
|---------------------------------------------------------|----------------|
| Financement des équipements existants                   | 1 020 000,00 € |
| Financement des nouveaux équipements (travaux en cours) | 2 058 091,50 € |

Selon les discussions actuelles, il est envisagé la solution 2 préconisée dans la réglementation. Toutefois, puisque les emprunts signés visent à financer des dépenses futures qui n'ont pas été réalisées par les EPCI et qui seront réalisées par la ville en lieu et place de l'EPCI, l'EPCI doit verser à la commune les recettes liées à la souscription d'emprunt pour le financement des travaux en cours déjà engagés.

Les modalités de versement doivent être définies dans le cadre d'une convention qui fait l'objet d'une délibération des deux organes délibérants. Un projet de délibération doit être soumis au conseil communautaire en ce sens dans les prochaines semaines

#### ***Diagnostic sur la méthodologie retenue pour l'EPCI concerné***

Compte tenu de l'affectation des emprunts, il aurait pu être envisagé la solution 1. La solution 2 n'appelle pas d'observation compte tenu des marges de manœuvre laissées par les dispositions de l'article L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales, même si elle implique le versement de la part de la communauté le versement d'une partie du capital.

Il demeure la problématique concernant la prise en compte du transfert de l'encours de dette dans les attributions de compensation.

### **B. La prise en compte du transfert des emprunts dans le cadre du calcul des attributions de compensation**

#### ***Rappel de la réglementation***

Pour mémoire, l'article L. 1609 nonies C précise que le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre les charges financières.

Par conséquent, l'amortissement du capital de la dette ne rentre pas en compte dans le calcul des attributions de compensation, car il n'est pas une charge mais une composante du financement des dépenses d'investissement. Par conséquent, dans le cadre d'une évaluation des charges selon la procédure normale, les dépenses liées à l'amortissement de la dette ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'attribution de compensation. Uniquement les intérêts de la dette sont pris en compte dans le calcul de l'attribution de compensation.

En revanche, dans le cadre des procédures de révision libre de l'attribution de compensation, il pourrait être pris en compte le capital de la dette dans le calcul de l'attribution de compensation. Il pourrait notamment être envisagé que cette attribution de compensation correspondait pour une grande partie au capital de l'emprunt puisse être imputée en investissement. Il conviendrait alors que les conditions de majorité permettant la révision libre puissent être réunies.

#### ***Proposition de prise en compte du remboursement en capital dans le calcul de l'attribution de compensation***

Deux solutions pourraient être envisagées dans le cadre d'une procédure de révision libre pour tenir compte du capital des emprunts.

| Attribution de compensation prenant en compte l'annuité d'emprunt (intérêt + capital) |
|---------------------------------------------------------------------------------------|
|---------------------------------------------------------------------------------------|

Dans cette situation, l'attribution de compensation est remplacée par le montant annuel du remboursement de l'annuité d'emprunt. Ce montant varie en fonction des années. En tout état de cause, avec cette méthodologie, une fois que l'emprunt est remboursé, l'attribution de compensation n'a pas vocation à perdurer dans le temps.

Cette procédure représente deux inconvénients :

- Les montants des attributions de compensation sont plus importants par exercice budgétaire que si la méthode de la moyenne annualisée est retenue. En outre, une fois que le remboursement d'emprunt est effectué, le montant de l'attribution de compensation a vocation à être nul.
- Toute évolution du montant de l'attribution de compensation nécessite une délibération de la commune concernée et du conseil communautaire, l'année où intervient la modification du montant de l'attribution de compensation. Par conséquent, il n'est pas exclu, que dans 10 ans l'organe délibérant de la commune refuse d'adopter une délibération visant à diminuer le montant de l'attribution de compensation.

| commune   | équipements          | coût moyen net annualisé 2017 | (CMNA) total par première année la | coût moyen net annualisé 2017 |
|-----------|----------------------|-------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|
| VERNANTES | vestiaires           | 31 943,53 €                   |                                    | 93 660,57 €                   |
|           | réhabilitation 2016  |                               |                                    |                               |
|           | extension 2012 EJ    | 49 072,42 €                   |                                    | 148 468,49 €                  |
| LONGUE    | salle basket EJ 2016 |                               |                                    |                               |
|           | salle polyvalente    | 30 181,15 €                   |                                    | 82 667,57 €                   |
| MOULHERNE | salle polyvalente    | 12 799,32 €                   |                                    | 34 987,38 €                   |
| Total     |                      | 123 996,42 €                  |                                    | 359 784,01 €                  |

Attribution de compensation prenant en compte le coût de l'emprunt (intérêt + capital) rapporté non pas à la durée de l'emprunt mais à la période retenue pour le coût moyen annualisé

Dans cette situation, le coût de l'emprunt est rapporté à la période retenue pour le coût moyen annualisé soit 30 ou 40 ans.

Avec cette solution, le montant de l'attribution de compensation est similaire au montant de l'attribution de compensation calculé actuellement par la CC pour une procédure de droit commun.

Toutefois, le calcul de l'attribution de compensation d'investissement ne prend pas en compte la logique du calcul des charges telle que mentionnée par l'article L1609 nonies C du code général des impôts. Par conséquent, la modification de l'AC doit intervenir obligatoirement dans le cadre d'une procédure dérogatoire avec des conditions de majorité spécifique.

| commune        | équipements          | coût moyen<br>net annualisé<br>2017 (CMNA)<br>total par<br>commune | Scénario<br>proposé |
|----------------|----------------------|--------------------------------------------------------------------|---------------------|
| VERNANTES      | vestiaires           | 31 943,53 €                                                        | 33 693,02 €         |
|                | réhabilitation 2016  |                                                                    |                     |
|                | extension 2012 E1    | 49 072,42 €                                                        | 48 747,69 €         |
| LONGUE         | salle basket EJ 2016 |                                                                    |                     |
| SAINT PHILBERT | salle polyvalente    | 30 181,15 €                                                        | 29 810,86 €         |
| MOULIERNE      | salle polyvalente    | 12 799,32 €                                                        | 12 616,85 €         |
| Total          |                      | 123 996,42 €                                                       | 124 868,41 €        |

### Conclusion

Il convient d'échanger avec les services pour mettre en œuvre un dispositif répondant à l'ensemble des contraintes sur le sujet pour trouver la solution la plus opérationnelle. En outre dans le cadre de l'évaluation, il convient de mentionner qu'il s'agit d'équipements qui n'ont pas encore été réalisés et qui demeurent en travaux . Une imputation de l'attribution de compensation en investissement pourrait être une solution.

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014-2015





## SOMMAIRE

- **LES ÉLUS COMMUNAUTAIRES** p 3
- **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE** p 4 à 7
- **TOURISME** p 8 et 9
- **SPECTACLE VIVANT** p 10 à 11
- **LECTURE PUBLIQUE** p 12
- **TRI ET VALORISATION DES DÉCHETS** p 13
- **GESTIONS ET VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT** p 14 et 15
- **PRÉVENTION DES RISQUES** p 16 et 17
- **EAU ET ASSAINISSEMENT** p 18 et 19
- **TRANSPORT ET MOBILITÉ** p 20 et 21
- **HABITAT** p 22 et 23
- **POLITIQUES SOCIALES ET FORMATIONS SUPÉRIEURES** p 24 et 25
- **FINANCES ET MARCHÉS PUBLICS** p 26 à 29
- **RESSOURCES HUMAINES** p 30 et 31

## ÉDITO

C'est avec plaisir que je vous présente ce rapport qui retrace l'activité et les projets menés par notre Communauté d'agglomération en 2014 et 2015.

Solidarité, équité, progrès : c'est fort de ces valeurs, affirmées par les élus communautaires lors d'un séminaire en juin 2015, que Saumur Agglo a mis en œuvre les grandes priorités qu'elle s'était fixées en début de mandat : développer économiquement, touristique, numérique, développement des formations et réorganisation des services.

Notre ambition est en effet de faire du Saumurois un territoire solidaire, fier de lui, sûr de ses atouts et prêt à s'adapter au contexte actuel et à se projeter dans l'avenir. Plus que tout, nous souhaitons faire de l'agglomération un territoire attractif, à la pointe de la technologie et capable de former les talents de demain.

Le travail, engagé depuis plusieurs années, a permis de montrer le dynamisme qui existe en Saumurois au travers des manifestations culturelles, touristiques et des réussites économiques. Nous changeons collectivement l'image de notre territoire.

Je remercie les vice-présidents pour leur engagement, les conseillers communautaires pour leur participation, et les collaborateurs, agents et partenaires pour leur investissement au cours de ces deux années, au service de cette ambition.

**Guy Bertin**  
Président de Saumur Agglo,  
Économe  
Maire de Neuillé,  
Conseiller départemental  
de Maine-et-Loire



# LES ÉLUS COMMUNAUTAIRES



**Sophie SARAMITO**  
Vice-présidente  
Tourisme  
Ville de Saumur



**Éric TOURON**  
Vice-président  
Finances  
Maire de Disire



**Dominique SIBILEAU**  
Vice-président  
Eau et assainissement  
Maire de St Cyr en Bourg



**Jérôme HARRAULT**  
Vice-président  
Végétal, agriculture,  
viticulture, artisanat  
Maire d'Allonnes



**Jean-Luc LHEMANNE**  
Vice-président  
Appels d'offres  
Ville de Saumur



**Armel FROGER**  
Vice-président  
Aménagement du ter-  
ritoire (transport, Scot,  
numérique)  
Maire de Chacé



**Lionel FLEUTRY**  
Vice-président  
Grands équipements,  
mutualisation technique  
Ville de Montreuil-Bellay



**Grégory PIERRE**  
Vice-président  
Ressources Humaines,  
mutualisation  
Villebernier



**Sophie TUBIANA**  
Vice-présidente  
Environnement, risques  
Ville de Saumur



**Rodolphe MIRANDE**  
Vice-président  
Culture, événementiel,  
communication  
Maire de Rou-Marson



**Jean-Marcel SUPLOT**  
Vice-président  
Déchets  
Maire du Vaudelnay



**Jackie GOULET**  
Vice-président  
Politique de la ville,  
sport, habitat, gens du  
voyage  
Ville de Saumur



**Jean-Michel MARCHAND**  
Vice-président  
Insertion par l'emploi,  
formation  
Maire de Saumur



**Florian STEPHAN**  
Vice-président  
Ressources humaines  
jusqu'au 25 juin 2015  
Maire de La Breille-Les-Pins



**Stéphane ROBIN**  
Vice-président  
Formation jusqu'au  
25 septembre 2014  
Ville de Saumur





Réussir un développement économique harmonieux est l'objectif premier des élus de Saumur Agglo. Ses missions ont été réussies. Saumur Agglo développe les zones industrielles, accompagne les entreprises pour leur implantation et leur développement et soutient les jeunes créateurs.

Saumur Agglo a poursuivi son soutien financier en faveur des acteurs liés au développement économique : MCTE (Maison de la Création et Transmission d'Entreprises), CEE 49 (Comité d'Expansion Economique de Maine et Loire), BGE (Boutique de Gestion). L'Agence de Développement a connu en 2015 un élargissement de son périmètre d'intervention, coïncidant désormais avec celui du Grand Saumurois. Suite à un repositionnement et une redéfinition de ses missions, l'Agence de Développement a réorienté ses actions sur l'animation économique, la mise en réseaux des acteurs et l'animation des filières prioritaires du territoire.



“L'embranchement  
terre modernisé  
en 2015

L'embranchement ferré de la zone de Méron à Montreuil-Bellay est un atout en matière de développement économique sur lequel Saumur Agglo souhaite investir. Après le remplacement de traverses, la remise en état des aiguillages, la création de passages à niveau, l'embranchement ferré de 7 400 mètres a été réouvert en 2014 et modernisé en 2015.

La remise en fonctionnement de l'embranchement ferre entre la zone de Méron et la gare de Montreuil-Bellay a permis à l'entreprise de logistiquer Combronde de signer un contrat de 20 ME. D'autres investissements a ainsi pu réaliser un investissement Le fabricant d'aliments pour animaux Denkavit, Saumur Agglo a réalisé une évaluation environnementale. Une autre évaluation environnementale a permis à l'entreprise de transport de bois Morin d'acquies, fin 2015, la moitié du site de la Société SMTP.

sont prévus pour 2016.



## ► ZONE D'ACTIVITÉS ECOPARC (SAUMUR) : SAUR ET PICHARD BALME

Saumur Agglo a acquis un terrain de 5 000 m<sup>2</sup> pour permettre une future extension de la zone. La collectivité a accompagné techniquement la SAUR pour la création de 400 m<sup>2</sup> de bureaux supplémentaires pour l'arrivée de 50 collaborateurs (ingénierie, RH et comptabilité) du groupe SAUR.

Pour le déménagement de l'usine Pichard Balme, Saumur Agglo a acquis une partie de l'ancien site de Celestica, un ensemble immobilier de 14 684 m<sup>2</sup> de foncier et 6 085 m<sup>2</sup> de bâtiment pour un montant de 600 000 €.

Saumur Agglo a acquis une parcelle de 18 000 m<sup>2</sup> pour créer une réserve foncière en vue de l'extension future de cette zone au prix de 75 000 €.

## ► ZONE D'ACTIVITÉS DU CHÂMP-BLANCHARD (SAUMUR) : PRÉVENIR LE DÉVELOPPEMENT FUTUR



La plus ancienne zone industrielle du Saumurois, celle du Clos-Bonnet, comportait plusieurs sites à vocation industrielle à vendre.

Deux projets industriels ont ainsi trouvé des bâtiments correspondant à leurs demandes en 2014. ATI, fabrication de machines spéciales, a investi 550 000 € pour l'acquisition d'une usine de 2 600 m<sup>2</sup>. Cette entreprise emploie 17 personnes. La société JMT, créée en 2012, qui fabrique et assure la maintenance et de la tuyauterie industrielle s'est installée dans une usine de 1 300 m<sup>2</sup> pour 250 000 €.

Le site d'importance du groupe ALLTUB comprend un terrain de 48 000 m<sup>2</sup> et 20 000 m<sup>2</sup> de bâtiment. Le groupe a investi en 2015, 5 M€, en équipement et réhabilitation du site.

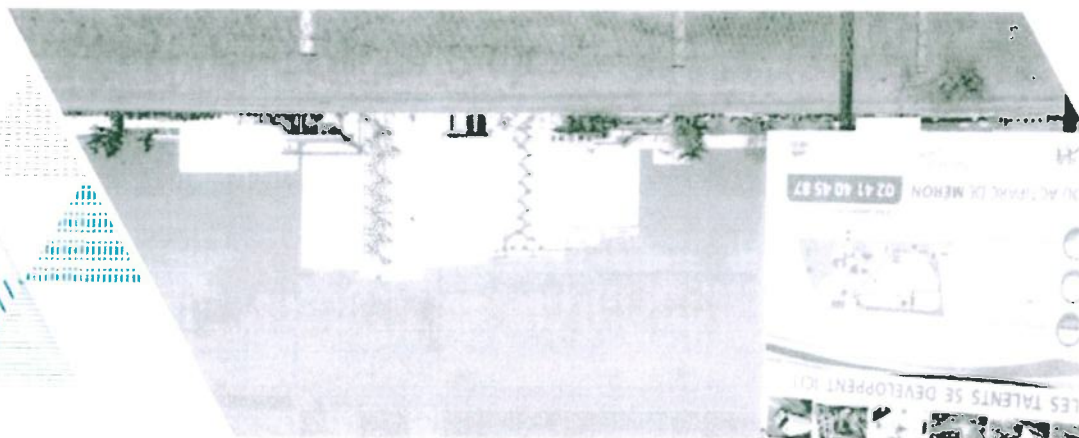
## ► ZONE INDUSTRIELLE DU CLOS-BONNET (SAUMUR) : DES LOCAUX ONT TROUVÉ PRENEUR

Saumur Agglo a subventionné à hauteur de 12 000 €, l'investissement de la société ACP, fabricant de produits cosmétiques, pour l'extension de 1 000 m<sup>2</sup> de son usine. Des investissements importants ont eu lieu sur cette zone d'activités en 2014. Tout d'abord pour la société de Saumur en investissant une ancienne friche industrielle de 2 800 m<sup>2</sup>, doublant sa surface de production. Cet investissement permettra la création de 19 emplois sur une période de trois ans.

Par ailleurs, Saumur Agglo a vendu à l'entreprise Veg'Extra, l'usine relais de 1 169 m<sup>2</sup> qu'elle occupait pour un montant de 220 000 €.

## ► ZONE D'ACTIVITÉS EUROPE-CHAMPAGNE (MONTREUIL-BELLAY) : DES INVESTISSEMENTS

## “ Développer les zones industrielles ”





## ► DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ACCOMPAGNEMENT ET AMÉNAGEMENT (SUITE)

### ► ZONE D'ACTIVITÉS DE FONTEVRAUD L'ABBAYE : SOUTIEN À BROTHIER

Saumur Agglo a accompagné en 2015, par une subvention de 19 500 €, les Laboratoires Brothier, pour l'extension de 2 000 m<sup>2</sup> de leur surface de production.

### ► ZONE INDUSTRIELLE DE CHACÉ : BIO 3 G REPREND FRANCE CHAMPIGNON

Saumur Agglo a soutenu l'achat de l'ancienne plateforme de compostage France Champignon à Chacé.

Celle-ci, composée de 26.000 m<sup>2</sup> de bâtiments et de 8 ha de surfaces bétonnées, a été acquise par l'entreprise BIO3G, fabricant de produits activateurs du sol agricole. 8 créations d'emplois sur 18 mois et 20 emplois au total sur 3 ans sont prévus. Saumur Agglo a accompagné à hauteur de 20 000 € cette acquisition d'un montant de 750 000 €.

## “ Aménager les zones industrielles



### ► ZONE D'ACTIVITÉS DE LA RONDE (ALLONNES/NEUILLE) : NOUVEAUX ESPACES À VENIR

Pour la zone d'activités de La Ronde, Saumur Agglo a mandaté l'aménageur Sodemel pour préparer une nouvelle phase commercialisable par la création de la ZAC 3 qui portera la superficie de la zone de 33 à 61 ha. L'investissement immobilier s'élève à 1 M€.

La société Tout pour le Fruit, après avoir loué un atelier-relais, a fait construire deux bâtiments logistiques de 3 000 m<sup>2</sup> sur 36 000 m<sup>2</sup> de terrains cédés par Saumur Agglo.

### USINES RELAIS : CONSTRUCTION ET CESSIONS

Saumur Agglo a achevé en octobre 2015, sa cinquième usine relais de 1 000 m<sup>2</sup> (dont 850 m<sup>2</sup> d'atelier) sur la zone de la Ronde. Elle est actuellement louée à la société par A à Z Performance, spécialisée dans le machinisme agricole. L'atelier de 300 m<sup>2</sup> que la société Actis Nettoyage louait à Saumur Agglo lui a été vendu pour la somme de 210 000€.

L'entreprise, adaptée pour travailleurs handicapés (ISTA), a acquis l'usine relais qu'elle louait à Saumur Agglo pour la somme de 509 000€. Cette acquisition a été le préalable au projet d'extension de 1 500 m<sup>2</sup> nécessaire au rassemblement des trois sites d'ISTA dans le Saumurois (Bagneux, Doué-la-Fontaine et La Ronde).

### VENTES DE TERRAINS : FACILITER L'IMPLANTATION

Saumur Agglo a vendu un terrain de 8 000 m<sup>2</sup> à l'entreprise Pocoba qui y a implanté un site de stockage et livraisons d'hydrocarbures. Son investissement immobilier et matériel a été de 1,3 M€.

La communauté d'agglomération a également cédé à Transcostal un espace de 7395 m<sup>2</sup> pour 67 600 €.



## “ une force de l'agriculture : du territoire

Mis en place  
en 2011, le Défi  
Interentreprises  
permet chaque  
année aux  
entreprises du  
territoire de Saumur-  
Agglo et à ses  
salariés de mieux se  
connaître.

Plus de  
60 équipes et  
250 salariés  
se sont retrouvés à  
la fin du printemps  
2014 et 2015 pour  
une épreuve  
sportive. L'image  
de l'économie du  
Saumurois s'en est  
trouvée renforcée.

Cela a abouti en 2015 au 1<sup>er</sup> forum agricole, réunissant les acteurs et les professionnels de la filière, autour du thème de l'installation transmission et de la rentabilité. Suite à cet événement, les élus ont fait le choix de se mobiliser sur le thème de l'installation avec la conception d'un plan d'actions pluri-

transmission du foncier agricole.

Saumur Agglo a poursuivi son concours au pôle de compétitivité à vocation mondiale, Végépolys. Avec la Chambre d'agriculture du Maine-et-Loire, elle a travaillé à la valorisation des circuits courts et aux moyens de favoriser la

## ► VÉGÉTAL : VALORISER LE SECTEUR AGRICOLE ET SA TRANSMISSION

Parallèlement, et afin de répondre prioritairement aux besoins des entreprises, des travaux ont été réalisés sur la zone d'activités Europe-Champagne à Montreuil-Bellay, dernière zone qui n'était pas raccordée au Très

haut débit.

Saumur Agglo est pro-active pour l'aménagement numérique de son territoire, afin de permettre aux entreprises et aux particuliers de disposer d'un accès Internet Haut Débit dans les meilleurs délais. Pour aboutir à la réalisation de cet enjeu majeur pour l'attractivité et le développement du Saumurois, Saumur Agglo a participé activement à la mise en place en 2015 du syndicat départemental « Anjou Numérique », permettant de mener ce projet à l'échelle pertinente du département. Les études menées permettent de définir une stratégie locale de déploiement de la fibre optique et les priorités sur l'ensemble du territoire.

## ► AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE : HAUT DÉBIT POUR TOUS

Saumur Agglo met des locaux à disposition des jeunes pousses au sein de la Répinière d'entreprises, située à Pocé-Distère. En 2014 et 2015, une dizaine d'entreprises ont ainsi pris leur envol. L'accompagnement se fait par le soutien de dispositifs, tels que celui de la Maison de la Création et de la Transmission d'Entreprises (MCTE) et de Coup de Pouce 49, « Tester son activité ». Saumur Agglo a aussi soutenu la conférence « Rencontre des Actives : elles entreprennent », organisée par le FONDDES et la Préfecture de Maine et Loire, avec la participation d'une vingtaine de porteurs de projets. La communauté d'agglomération a co-organisé en 2014, avec la CCI 49, un retour d'expériences des chefs d'entreprises hébergés au démarrage de leur activité à la Répinière, avec pour mot d'ordre « Et si c'était à refaire ? ».

## ► PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES : ACCOMPAGNER LES CRÉATEURS



# TOURISME OPTIMISER, DÉVELOPPER, VALORISER

Le tourisme est un enjeu fort dans l'économie du Saumurois. La communauté d'agglomération accompagne à de nombreux titres ce domaine d'activités : elle participe à la professionnalisation des acteurs de ce milieu, en développant des formations à vocation touristique sur le campus universitaire. La communauté d'agglomération a concouru financièrement par ses subventions à l'Office de Tourisme du Saumurois (700 000 € par an) et au Pôle Touristique International de Saumur et sa Région (134 000 €) qui assurait jusqu'à fin 2015 la promotion touristique du Grand Saumurois.

## ORGANISATION : VERS UNE SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Un schéma de développement et d'organisation touristique a été élaboré en étroite collaboration avec les acteurs touristiques locaux. Il définit 9 chantiers de développement prioritaires et une organisation unifiée avec la création d'une Société Publique Locale destinée à se substituer aux quatre offices de tourisme existant sur le territoire et à constituer une plateforme d'ingénierie et de développement touristique.



## 9 CHANTIERS PRIORITAIRES DE LA STRATÉGIE TOURISTIQUE LOCALE

1. La valorisation des troglodytes pour une expérience touristique inédite
2. Le Château de Saumur, haut-lieu de découvertes
3. Country break Loire Nature / La Balade à Saumur
4. Développement des rencontres et événements d'affaires
5. Orchestration du calendrier des événements
6. Refonte d'une offre grand public et festive autour du cheval
7. Mise en place de l'office de tourisme de destination
8. Animation des réseaux et mobilisation des habitants
9. Construction d'une gamme d'offres affinitaires et d'un plan marketing pluriannuel

## SENTIERS DE RANDONNÉE PÉDESTRE, ÉQUESTRE ET CYCLISTE : DES LABELS QUALITÉ

La Communauté d'agglomération entretient le balisage des 18 sentiers de randonnée pédestre et de 3 boucles équestres. Il est à noter que les sentiers au départ du Puy-Notre-Dame « Sur les Pas des Pèlerins » et « Du Puy en Val » ont obtenu le label « Qualité Anjou ». Un tracé de la Loire à Vélo jusqu'à





## ► LOIRE À VÉLO SOUTERRAINE : PROJET PHARE

Saumur Agglo porte ce nouveau produit touristique. L'objectif est de rendre encore plus attractif le territoire, en offrant aux cyclo-touristes la possibilité, entre Montsoreau et Saumur, d'alterner points de vue exceptionnels sur la Loire, fontis (cirques troglodytiques à ciel ouvert) et plongées au cœur de l'univers souterrain du Saumurois.

## ► FESTIVINI : FAVORISER L'ÉCOTOURISME

Saumur Agglo a soutenu le Festival œonotouristique annuel du Saumurois par une subvention de 10 000 €/an. Il s'agit de valoriser l'image d'un axe de développement clef du tourisme Saumurois : l'œonotourisme.

## ► ANJOU VÉLO VINTAGE : UN RAYONNEMENT INTERNATIONAL

Jusqu'en 2014, la manifestation était organisée par le Conseil Général de Maine-et-Loire. En mars 2015, la marque Anjou Vélo Vintage a été rachetée en co-propriété par la Ville de Saumur et la Communauté d'agglomération, pour un montant de 150 000 €.

La manifestation a connu en 2015 un succès croissant avec plus de 3 500 participants venus de près de 80 départements français et 20 pays étrangers.

“ Le tourisme :  
un enjeu fort  
dans l'économie



# SPECTACLE VIVANT UNE EXIGENCE DE QUALITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ À TOUS

L'exigence qualitative et l'ouverture aux cultures du monde ont été le fil d'Ariane de la programmation au nouveau théâtre le Dôme, à la Closerie de Montreuil-Bellay et dans divers équipements du territoire. Ainsi, théâtre, danse, musique classique et contemporaine, opéra, arts du cirque, expositions ont été suivis par un public de plus en plus nombreux. La programmation à destination du jeune public, avec notamment des festivals comme Mômes en Folie et Aux Ranc'Arts des Bambins, a été renforcée. En parallèle, les pratiques amateurs ont été encouragées par la mise en œuvre de stages et d'événements touchant divers domaines artistiques. La politique tarifaire est modérée et, afin d'optimiser les lignes budgétaires, il a été fait appel à du mécénat d'entreprises, d'institutions et de particuliers.

## ► ZOOM SUR LE THÉÂTRE LE DÔME DE SAUMUR

Réouverture du Théâtre qui devient Pôle Culturel en 2015. L'ex-Théâtre de Saumur, fermé pour des raisons de sécurité en 2008, a été officiellement réouvert en mai 2015. Saumur Agglo se dotant ainsi d'un Pôle Culturel d'importance. Le théâtre à l'italienne a été rénové et a retrouvé son lustre. De nouvelles salles dédiées aux arts sous toutes leurs formes ont aussi été créées. L'édifice a été doté d'une terrasse et d'une structure métallique d'envergure qui a donné son nom au théâtre : Le Dôme. La Direction des affaires culturelles de Saumur Agglo a également emménagé dans ses nouveaux bureaux dans l'enceinte de l'édifice.

## “ Mettre en avant

## les arts sous toutes leurs formes

Montant des travaux : 19,3 M€ HT.

Inauguré en mai 2015, le Dôme a permis de faire progresser la fréquentation de la saison culturelle, tout en positionnant le territoire sur l'événementiel et le tourisme d'affaires. Ainsi, en 2015, le Dôme a accueilli ses premières manifestations grand public : Livre et Vin, Anjou Vélo Vintage, congrès et séminaires (Congrès des Maires de Maine et Loire, de l'Association des Techniciens Territoriaux de France, ou encore des 20 ans de la Fondation du Patrimoine).





## ► LES CHIFFRES CLÉS

### 70 spectacles et 4 festivals

Le Festival des 1001 Voix, Mômes en Folie, La Folle Journée, Aux Ranc'arts des Bambins

### 7 artistes

associés dans les domaines du théâtre, de la danse, du cirque et des arts plastiques



22 652

visiteurs et spectateurs en 2014-2015

48 326

visiteurs et spectateurs en 2015-2016

### 3 créations

par an destinées à tourner aux niveaux national et international

### Plusieurs partenariats

en cours avec de grandes institutions françaises : la Comédie Française, Angers Nantes Opéra, Le Centre national de la Danse...

### 2 réseaux nationaux

du spectacle vivant : ACTIF (Association Culturelle de Théâtres en Ile-de-France) et SNSP (Syndicat National des Scènes Publiques)

2 000

écolaires accueillis

### Des parcours théâtre, danse, cirque

conventionnés avec 7 collèges et 4 lycées et des actions tournées vers les écoles primaires de tout le territoire

### Le développement

d'une « Ecole du spectateur » ouverte à tous les publics et en divers lieux du territoire. Des moments de rencontre dont l'esprit repose avant tout sur l'envie de partager entre artistes, techniciens et publics, avec simplicité et convivialité

### 3 à 4 lectures

de pièces en création

### Des répétitions publiques

### 6 expositions

officielles par an (+ 5 expositions amateurs)

### 80 visites

commentées du théâtre en 2015

### Des stages dans divers domaines artistiques à destination des professionnels et des amateurs

### Un travail spécifique en direction des publics empêchés ou éloignés de la culture, notamment en direction des publics sourds et malentendants en partenariat avec diverses institutions, dont l'International Visuel Théâtre dirigé par Emmanuelle Laborit.

### Nombre d'abonnés

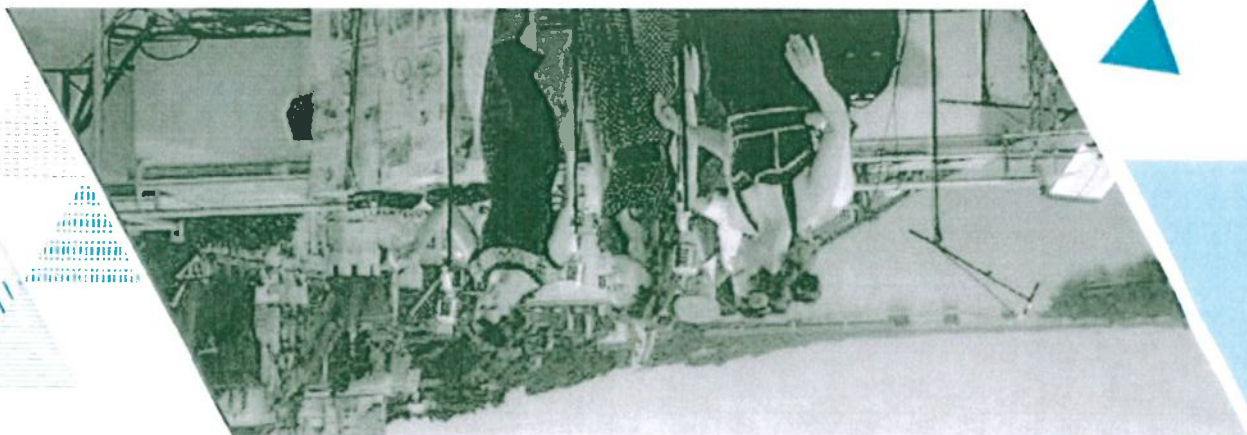
2014 - 2015

1 239\*

2015 - 2016

1 347\*

\* Ne sont pas comptabilisées les entrées enregistrées pendant les festivals Folie Journée, Aux Ranc'arts des Bambins. Mêmes en Folie (événements dont la billetterie est hors abonnement)





# LECTURE PUBLIQUE UN RÉSEAU DE BIBLIOTHÈQUES ET MÉDIATHÈQUES



Le réseau des Bibliothèques de Saumur Agglo, fin 2015, c'est 130 500 livres, 21 500 CD et Vinyls et 7 600 DVD. Sur les deux années, ce sont plus de 500 000 échanges, près de 4 000 personnes touchées par les animations du réseau.

En 2014, la communauté d'agglomération a signé le Contrat Territoire Lecture, avec la Direction régionale des affaires culturelles, programmant des investissements en numérique et en mobilier, le portage du projet « Mots et frimousses » à destination de la petite enfance, ou celui du projet « Délire de lire », pour les collégiens. En 2015, Saumur Agglo a lancé une carte unique et un tarif unique sur tout le réseau des médiathèques/bibliothèques du territoire, tout en créant une navette de réservation dans les 18 lieux de lecture, ou en lançant la toute première braderie à la médiathèque de Saumur.

En parallèle, Saumur Agglo a souhaité moderniser la médiathèque de Saumur. En 2015, une étude a été lancée pour définir le cadre des travaux à prévoir : revêtements de sols, optimisation de l'accueil, mise aux normes des câblages réseaux, chauffage, ventilation, peinture, décoration, et mise en accessibilité pour personnes à mobilité réduite.

Montant travaux : 240 000 €



“  
1 300 500 livres  
21 500 CD et Vinyls  
7 600 DVD

## CHIFFRE CLÉS

• Investissement d'acquisitions  
diverses : 123 000 € en 2014  
159 000 € en 2015

• Nombre d'emprunteurs inscrits sur le  
réseau :  
6 700 en 2014  
6 600 en 2015

avec sur les deux années la même  
répartition,  
à savoir 47% d'enfants  
et 53% d'adultes.

• Ouvrages empruntés (livres, CD ou  
DVD) :  
275 000 en 2014  
260 000 en 2015

## LES ACTIONS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

ont été accrues entre 2014 et 2015,  
notamment en direction du jeune  
public et de la petite enfance.  
Ainsi entre expositions, conférences,  
rencontres, lectures, concerts et  
projections, séances de contes et  
autres ateliers d'écriture, elles sont  
passées de 130 à 150 par an.



du projet.

# GESTION ET VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT POUR QUE VIVENT LES ESPACES NATURELS

Saumur Agglo regorge d'espaces naturels avec la Loire et ses rivières. Les élus ont lancé de grands travaux pour restaurer leurs abords, notamment de manière écologique et économique.

## Restaurer de manière écologique et économique les espaces naturels

### ► RÉHABILITER LES BRAS DE LOIRE

Pour rétablir la continuité écologique de la Loire, des travaux sur les boires et bras secondaires du fleuve ont été projetés.

Dans le cadre du nouveau « Contrat pour la Loire et ses Annexes » 2015-2020, la mission de Saumur Agglo est d'informer et conduire les concertations locales nécessaires, mais également de mener l'état des lieux exhaustif des boires et définir les travaux à engager.

### ► LE SCHEMA DIRECTEUR LOIRE : VALORISER LES PRAIRIES INONDABLES

« Valoriser de manière écologique, paysagère et économique les prairies inondables des bords de Loire », voilà l'objectif du « Schéma Directeur Loire » engagé depuis 2009.

Pour ce faire, Saumur Agglo a choisi de dynamiser l'élevage dans le lit endigué de la Loire, en impulsant la création d'une Association Foncière Pastorale (AFP). L'AFP regroupe, dans un premier temps, 450 propriétaires sur une surface totale de 300 ha sur la rive gauche, depuis Montsoreau à l'entrée Est de Saumur.







## Garantir la qualité de l'eau des milieux aquatiques

La commune d'agglomération mène notamment une expérimentation d'abaissement de la ligne d'eau, en vue de restaurer la continuité écologique de la rivière. En 2015, un maître d'œuvre a été recruté pour accompagner Saumur Agglo dans la définition et le suivi des travaux à engager sur les barrages du Rimodan, les Nobis, la Salle et Vieux Moulin.

Le Thouet traverse les Deux Sèvres (120 km) et le Maine et Loire (32 km), avant de se jeter dans la Loire. Saumur Agglo et le Syndicat mixte de la Vallée du Thouet (SMT) sont engagés depuis 2011 dans un Contrat Territorial des Milieux Aquatiques (CTMA) qui vise, à travers plusieurs actions, à améliorer la qualité de l'eau des milieux aquatiques et à redonner au Thouet son aspect original.

## THOUE : RESTAURER LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'EAU

**LA PÉPINIÈRE EXPÉRIMENTALE**

En 2007, Saumur Agglo avait créé une pépinière expérimentale de production d'arbres et d'arbustes natifs du lit majeur endigué de la Loire et des berges du Thouet, pour l'approvisionnement des chantiers de restauration de milieux naturels du Thouet.

En 2015, la commune d'agglomération a fourni des plans aux communes qui en ont fait la demande.





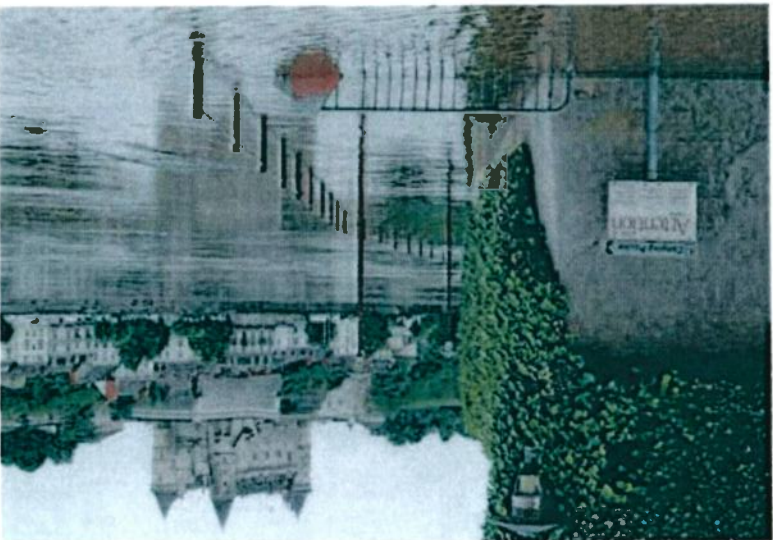
# PRÉVENTION DES RISQUES ANTICIPER ET SENSIBILISER

Entre fleuve, rivières et coteau, le territoire de Saumur Agglo dispose de nombreux atouts, mais connaît de nombreux dangers. Saumur Agglo participe à la prévention des risques.



## ► RISQUES INONDATION : ANTICIPER POUR L'ÉCONOMIE

Afin de favoriser l'émergence de la culture du risque par l'accompagnement des communes, des entreprises et des services communautaires, la communauté d'agglomération a mené une démarche auprès des entreprises locales, pour leur permettre de diagnostiquer leur vulnérabilité.



## DIAGNOSTIC ÉCONOMIQUE D'INONDATION :

1 145

entreprises  
concernées par le  
risque inondation

132

diagnostics  
déjà réalisés sur  
des entreprises

100 M€

de dommages estimés  
en cas de crue

860

jours d'arrêt  
évités grâce aux  
diagnostics réalisés

22 000 €

de dommages évités  
par les diagnostics

Saumur Agglo accompagne la réalisation et la mise à jour des 20 Plans Communaux de Sauvegarde réalisés sur le territoire.

Ces données sont retranscrites sous un Système d'Information Géographique (SIG) et consultables dans les 12 mairies des communes les plus concernées. Pour sensibiliser et développer une culture du risque, la communauté d'agglomération a diffusé un guide grand public (28 000 exemplaires). Un autre guide, plus complet, a été remis aux élus, partenaires et aux services de l'État.

L'inventaire des cavités souterraines mené par les services de Saumur Agglo recense plus de 600 ha de caves cartographiées et près de 4 500 indices de présence de zones sous cavées.

## ► DÉMARCHE CAVITÉ : INFORMER POUR PRÉVENIR



## 66 000 hectares de caves cartographiées

Saumur Agglo est engagée aux côtés de nombreuses collectivités ligériennes dans une démarche expérimentale de réalisation de « Plan de Continuité d'Activité », visant à établir des plans d'actions pour assurer la continuité des services en cas de situation de crise.

## ► GESTION DE CRISE : PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

Le territoire Angers – Val d'Authion – Saumur – Confluence Vienne est considéré comme un territoire à risque inondation important (TRI). La fragilité de digues a conduit à un nouveau zonage du PPRi. Le périmètre d'urbanisation a été repensé. Des espaces en sont sortis, d'autres l'ont intégré.

## ► PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION (PPRI) : RÉVISION





# EAU ET ASSAINISSEMENT

## GARANTIR UNE EAU DE QUALITÉ



Sauzur Agglo investit pour garantir à la population un approvisionnement en eau de qualité et un assainissement performant répondant aux normes environnementales.

### EAU POTABLE



#### SAUMUR - NOUVELLE USINE PERFORMANTE

Pour améliorer l'approvisionnement en eau potable de la Ville de Saumur, la communauté d'agglomération a construit une nouvelle usine, mise en service en 2015. La capacité nominale de cette nouvelle usine est de 950 m<sup>3</sup>/h, organisée en 2 filles d'une capacité unitaire de 475 m<sup>3</sup>/h, ainsi qu'un nouveau réservoir de 8 500 m<sup>3</sup>. Il a aussi été procédé à la recherche en eau dans le Cénomane sur le secteur des Landes.

Montant des travaux : 12,3 M€

#### MONTREUIL-BELLAY - RÉHABILITATION DU CHÂTEAU D'EAU DE LA HERSE

Des désordres intérieurs et extérieurs ont été constatés visuellement sur le château d'eau de la Herse ainsi que lors de l'exploitation de l'ouvrage, rendant nécessaires des travaux de réhabilitation. Par ailleurs sur l'ensemble de son réseau, Saumur Agglo a remplacé plus de 15 km de conduites d'eau potable durant les deux années.

Montant des travaux : 1 151 000 €

**Garantir** à la population un approvisionnement en eau de qualité

### ASSAINISSEMENT

#### TURQUANT - NOUVELLE STATION DE LA CÔTE

En 2014, Saumur Agglo a remplacé les deux stations vétustes et de capacités insuffisantes de Turquant et de Montsoreau. La nouvelle station de la Côte traite les eaux usées des communes de Souzay-Champigny, Parnay, Turquant, Montsoreau et Candès Saint Martin. Une intégration paysagère a tenu compte de l'implantation en zone Natura 2000 et en zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP).

Montant des travaux : 3,3 M€

#### SOUZAY-CHAMPIGNY - ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE HAMEAU DE CHAMPIGNY

Sauzur Agglo a créé un réseau d'assainissement sur un linéaire d'environ 3,6 km avec 145 branchements, 4 postes de refoulement et une canalisation de transfert de 1,5 km, entre le hameau de Champigny et le bourg de Souzay.

Montant des travaux : 1,4 M€



environnementales

## normes

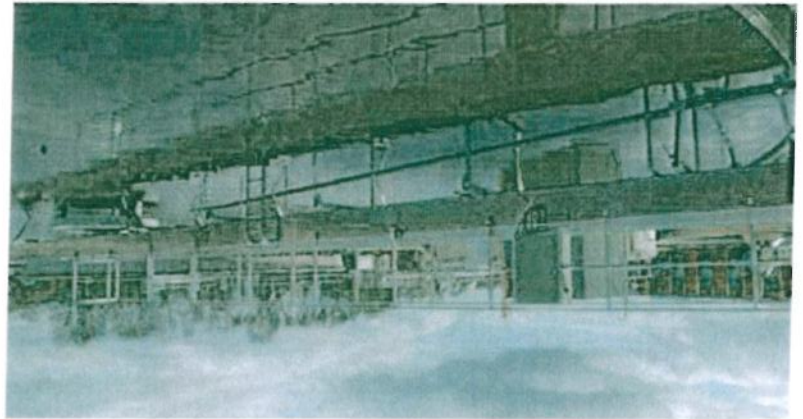
Répondre aux



### LE COUDRAY MACOUARD - RECONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION DU BOURG

Saurur Agglo a remplacé l'ancienne station de type lagunage aéré de 400 équivalents-habitants datant de 1985 par une nouvelle station de type boues activées, pour une capacité de traitement de 1 200 équivalents habitants.

Montant des travaux : 895 000 €



Montant des travaux : 1,4 M€

La communauté d'agglomération a remplacé la station d'épuration au Vaudelnay arrivée à saturation. Le réseau de collecte a été étendu de 1,7 km avec 45 branchements. Le réseau d'assainissement unitaire existant a été séparé et un nouveau réseau a été créé pour la collecte des eaux usées sur 3,8 km. 217 branchements ont été ouverts. La fin des travaux est programmée pour 2016.

### LE VAUDELNAY - EXTENSION DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT



Montant des travaux : 1,4 M€

Saurur Agglo a remplacé la station d'épuration pour le bourg de Fontevraud l'Abbaye arrivée à saturation. La nouvelle unité a une capacité de 2 500 équivalents habitants

### Fontevraud l'Abbaye - RECONSTRUCTION DE LA STATION D'ÉPURATION

Mais  
encore...

La Communauté d'agglomération est intervenue également à Antigné (assainissement collectif sur le hameau de Coulon), Montreuil-Bellay (station d'épuration de Méron), ou Neuillé (extension de la station d'épuration).



# TRANSPORTS & MOBILITÉ OPTIMISER LES DÉPLACEMENTS

Afin d'optimiser l'offre de mobilité sur son territoire, Saumur Agglo a débuté en 2015 une étude avec les cabinets ITER et ITEM. Celle-ci se poursuit en 2016, portant sur l'évolution du réseau, intégrant les liaisons douces et l'utilisation du vélo.

## DES LIGNES RÉGULIÈRES ET DU TRANSPORT À LA DEMANDE

Le réseau urbain est composé de 7 lignes, 5 avec une fréquence à la demi-heure et 2 avec une fréquence à l'heure. Le réseau périurbain est composé de 12 lignes. Le transport à la demande (TAD) permet de desservir toutes les communes de l'agglomération, sur réservation préalable sur les horaires où les cars ne circulent pas et s'arrêtant aux arrêts définis.

## Optimiser l'offre de mobilité sur le territoire

### NAVETTE GARE SNCF DE SAUMUR - CENTRE VILLE - HÔPITAL

En correspondance avec les horaires des TER en provenance d'Angers, une navette pour les salariés des entreprises saumuroises a été mise en place. Les usagers sont invités à utiliser leur abonnement train + bus.

### CONNECTER LE RÉSEAU À LA GARE DE SAUMUR

Saumur Agglo a voulu faciliter les liaisons à partir de la gare de Saumur. Le parc multimodal a ainsi été inauguré en 2014, permettant aux usagers des trains et à ceux qui souhaitent y stationner leurs véhicules, d'emprunter plus aisément les transports en commun.

### PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE (PMR)

Saumur Agglo met à disposition un service de Transport à la Demande (TAD) qui est dédié aux personnes à mobilité réduite en « porte à porte », avec des véhicules adaptés, aux horaires des services pour les lignes périurbaines ou bien toutes les ½ heures pour les lignes urbaines. Par ailleurs, Saumur Agglo adapte son réseau, ses points d'arrêts et ses véhicules pour en améliorer l'accessibilité.





## Faciliter le transport des scolaires et des employés

**4 M€**, c'est la somme versée en 2015 à l'exploitant Saumur Agglobus pour l'exploitation des lignes par an. Saumur Agglo a perçu 2,2 M€ au titre du versement transport des entreprises. Les recettes commerciales sont de **700 000 €**

### ► OPTIMISER LES SERVICES POUR LES SCOLAIRES

Saumur Agglo a, depuis la rentrée 2015, aménagé ses lignes desservant les collèges pour éviter les surcharges et réduire les temps de parcours. En correspondance avec le train en provenance de Tours, des services ont été ajoutés vers Ecoparc à Saint-Lambert-des-Levées. Des navettes à partir de la gare SNCF vers les établissements scolaires ont été mises en place le lundi matin pour les élèves internes.

|                                               | 2014    | 2015    | NOMBRE TOTAL DE VOYAGES              |                                    |
|-----------------------------------------------|---------|---------|--------------------------------------|------------------------------------|
|                                               |         |         | - dont nombre de voyages commerciaux | - dont nombre de voyages scolaires |
| NOMBRE TOTAL DE KILOMÈTRES COMMERCIAUX LIGNES | 893 553 | 913 365 | 1 510 837                            | 509 940                            |
| NOMBRE TOTAL DE KILOMÈTRES COMMERCIAUX TAD    | 54 532  | 53 804  | 1 518 481                            | 567 934                            |
|                                               |         |         | 1 000 897                            | 950 547                            |

### ► AIDER AU DÉVELOPPEMENT DU COVOITURAGE

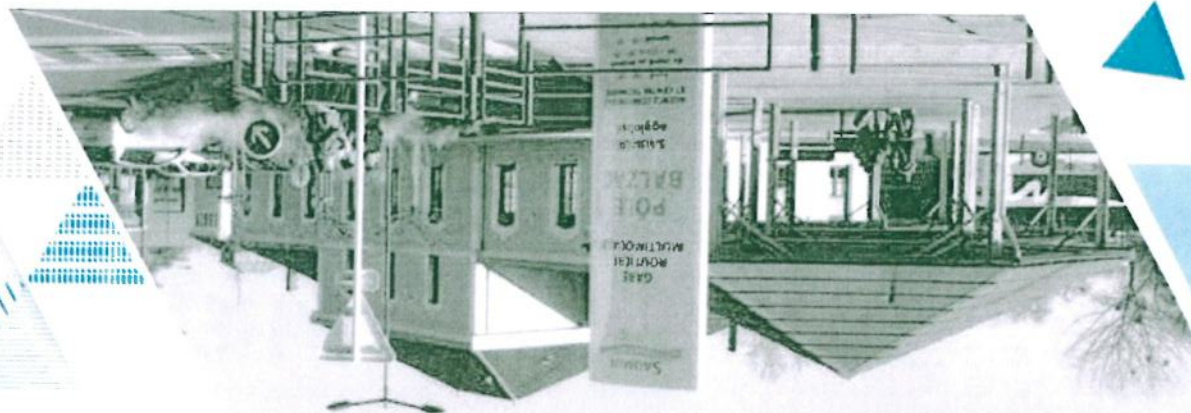
Saumur Agglo est partenaire du système d'information multimodal DESTINEO, qui permet l'intégration des données relatives au réseau Agglobus dans le calculateur d'itinéraire régional. Le site [www.covoiturage49.fr](http://www.covoiturage49.fr) du Conseil Départemental de Maine et Loire a aussi été valorisé.



### ► PARTICIPATION À DES TRAVAUX DE VOIRIE SOUS MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉPARTEMENTALE

En 2014, Saumur Agglo a participé au chantier de doublement de la RD 347, entre le rond point de la Ronde et le Pont du Cadre Noir à Saumur qui est venu compléter le doublement de ce même Pont. Montant des travaux : 27,83 M€ - participation Saumur Agglo : 1,71 M€

En 2015, la communauté d'agglomération a également financé la réalisation d'un « shunt » sur le giratoire de Pocé à Distré sur la RD 347, fluidifiant les flux de circulation entre Saumur et Doué la Fontaine (montant des travaux : 250 000 € - participation Saumur Agglo : 22 500 €) et le recalibrage de la RD 163, permettant de desservir le pôle économique du lieu-dit de la Fosse Bellay, sur la commune de Cizay La Madefleine (montant des travaux : 400 000 € - participation Saumur Agglo : 57 000 €)



Saumur Agglo souhaite permettre à tous d'avoir accès à un logement de qualité. La collectivité soutient la rénovation du patrimoine et l'équilibre urbain du territoire. Par ailleurs, elle s'est investie dans la mise en œuvre des actions du Programme Local de l'Habitat.

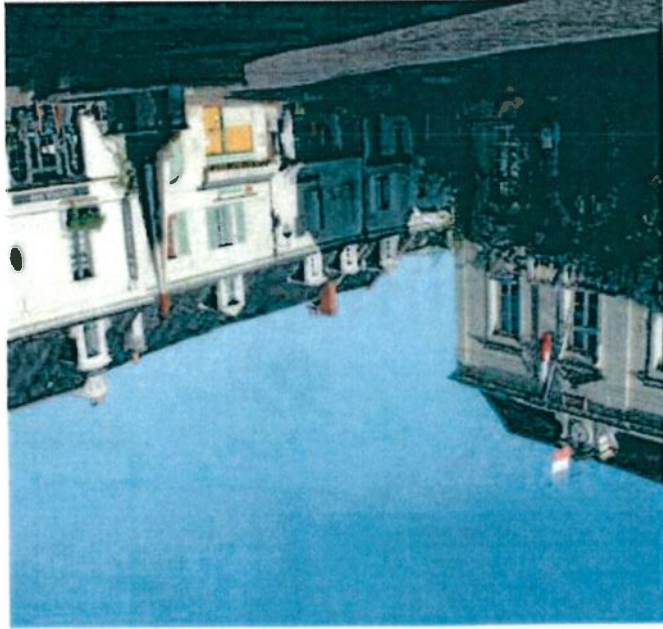
### OPAH : HABITAT SAIN - HABITAT PÉRENNE (OPÉRATION PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT)

Le but de ce dispositif lancé en juillet 2011 par Saumur Agglo, en partenariat avec l'ANAH (Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat) et le Département de Maine-et-Loire, est de soutenir techniquement et financièrement les propriétaires privés désireux d'engager des travaux dans leur logement (rénovation thermique, adaptation au handicap ou au vieillissement).

#### BILAN DE L'OPÉRATION

953 contacts de propriétaires - 588 logements visités - 326 logements améliorés  
7 581 000 € de travaux et honoraires générés dont 58% réalisés par des entreprises du territoire

**Propriétaires occupants :**  
4,9M € générés (1 69 000 € de travaux)  
**Propriétaires bailleurs :**  
2,6 M€ générés (743 000 € de travaux)



### ANJOU CŒUR DE VILLE : REVITALISER LES CENTRES-BOURGS

En avril 2015, Saumur Agglo a lancé un appel à manifestation d'intérêt auprès de ses 32 communes membres, pour intégrer le nouveau dispositif « Anjou Cœur de Ville », mis en place par le Département de Maine-et-Loire et proposant un accompagnement pour la reconquête des centres-villes et des bourgs.

Montreuil-Bellay, Saumur et Vivy bénéficient ainsi d'un diagnostic de l'état des logements et des espaces publics, permettant à terme de définir et mettre en œuvre des stratégies d'intervention pour la revitalisation de leur centre. La commune de Fontevraud-l'Abbaye va intégrer le dispositif « Anjou Cœur de Ville » en 2016.

Montant pour cette première phase :  
45 000 € pour Saumur Agglo.



## ► UN ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE MAÎTRISÉ

La communauté d'agglomération dispose de 5 terrains d'accueil, soit 90 places caravanes. Le taux d'occupation a dépassé les 80% (environ 300 familles par an). Des travaux d'amélioration ont été menés (expérimentation de lampadaires solaires sur le terrain de Distre, poursuite des modifications électriques...). Par ailleurs, le territoire dispose d'un terrain d'accueil des grands rassemblements (la Cassoie à Allonnes) : en 2014, il a accueilli 4 rassemblements, 3 en 2015.

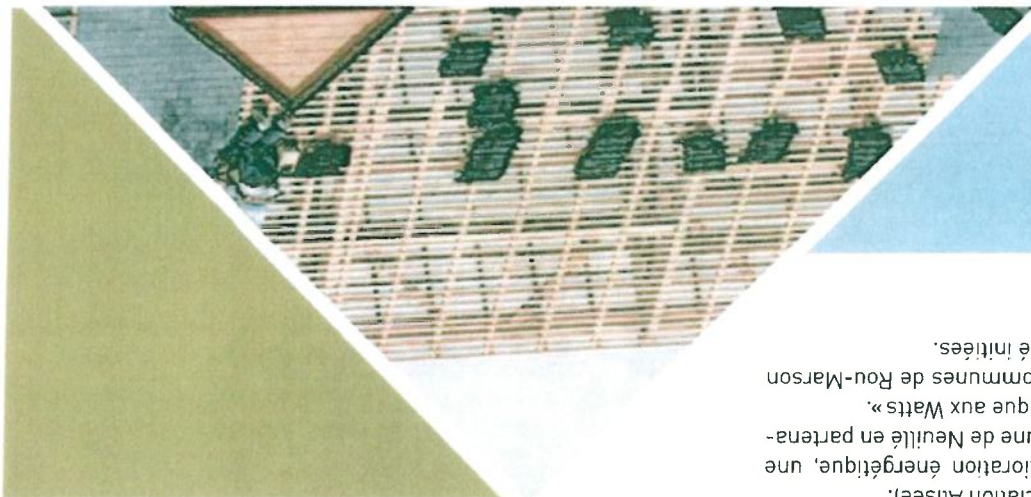
“ Le taux d'occupation a dépassé les 80% ”



Saumur Agglo a mis en place un guichet unique qui permet de trouver toutes les réponses possibles en matière de logement (accès, relations avec le bailleur/le locataire, informations juridiques et fiscales, amélioration du logement...). En partenariat avec ADIL 49 (Agence Départementale d'Information sur le Logement de Maine et Loire) et Espace Info Énergie - EIE49 (animé par l'association Alisee). En 2015, sur le thème de l'amélioration énergétique, une action a été réalisée sur la commune de Neuillé en partenariat avec l'EIE49 : l'animation « Traque aux Watts ». Des balades thermiques sur les communes de Rou-Marson et Brain-sur-Allonnes ont aussi été initiées.

## ► UN GUICHET UNIQUE POUR LE LOGEMENT

“ Informer au mieux les bailleurs et les locataires ”

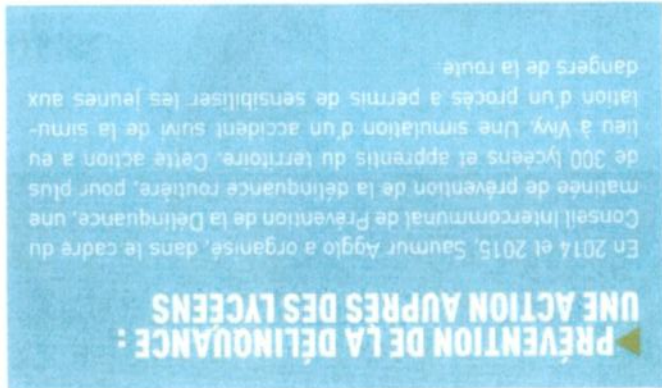


Saumur Agglo assume des missions sociales sur son territoire : action pour les quartiers prioritaires, missions auprès de la jeunesse, apprentissage de la natation, lecture publique, mise à disposition d'équipements sportifs.

### ► CONTRAT DE VILLE : ACCOMPAGNER LE QUARTIER PRIORITAIRE

Le Contrat de Ville 2015/2020 a été signé le 25 juin 2015 par la Communauté d'agglomération et la Ville de Saumur, l'État, le Conseil départemental de Maine et Loire, le Conseil régional des Pays de la Loire, la Caisse d'Allocations Familiales et Saumur Habitat. Il concerne le quartier prioritaire de la politique de la ville « Chemin Vert - Hauts Quartiers » et a pour objectif d'en favoriser le développement urbain, économique et social. Il s'accompagne d'un volet de « renouvellement urbain », visant à intégrer le quartier dans une dynamique de territoire sur les volets emploi, développement économique et mixité résidentielle...

“ La collectivité offre un apprentissage de la natation pour environ 3 500 élèves

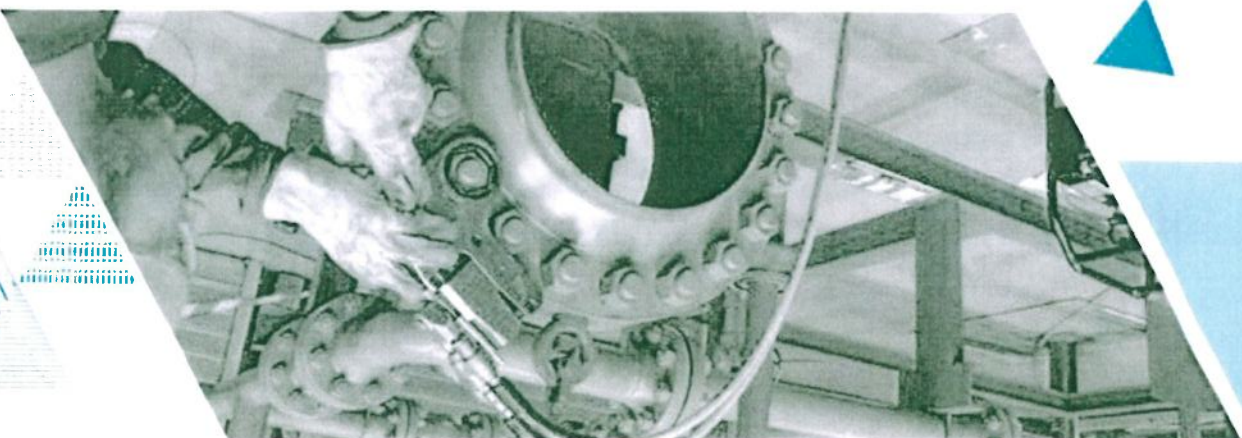


### ► EQUIPEMENTS SPORTIFS : FACILITER LA PRATIQUE SPORTIVE

Saumur Agglo gère les moyens humains et techniques des 5 piscines du territoire (la Saumur, Montreuil-Bellay et Brain-sur-Allionnes) ainsi que de la salle de gymnastique « Gym Agglo » de Saumur. La collectivité offre un apprentissage de la natation pour tous les élèves du cycle 2 des 68 écoles primaires du territoire (environ 3 500 élèves). Afin de faciliter un accès à tous, sans discrimination de localisation, Saumur Agglo prend à sa charge les transports des établissements vers les piscines. Par ailleurs, Saumur Agglo poursuit sa politique d'investissement pour maintenir les équipements sportifs à un niveau d'excellence. Ainsi, des travaux de rénovation de la piscine du Val de Thouet de Saumur ont été réalisés. Montant des travaux : 460 000 €



## FORMATIONS SUPÉRIEURES : OPTIMISER L'ACCUEIL ET DÉVELOPPER L'OFFRE EN MUTUALISANT



En 2014, les élus de Saumur Agglo ont fait de la formation une priorité, en décidant la réalisation d'un pôle de formation mutualisé, visant à accueillir l'antenne de l'Université d'Angers, l'IFSI/IFAS et les Compagnons du Devoir.

Ce nouveau campus, qui sera situé dans le quartier de la Croix Verte à Saumur, proche de la gare, sera d'une superficie de près de 3 000 m<sup>2</sup>. Il vise à permettre le développement de nouvelles formations pour une montée en effectif, mais aussi à diversifier les publics accueillis par l'élargissement des voies pédagogiques (formation continue, formation en alternance), ou encore donner une meilleure visibilité-étudiants (environ 420 en 2014), que se soit en formation initiale (de la licence au master) ou en différents types de formation, c'est aussi leur permettre des mutualisations et

En 2015, le Campus universitaire de Saumur a accueilli 460 étudiants (environ 420 en 2014), dont des formations existant à Saumur. Regrouper dans un même lieu ces différents types de formation, c'est aussi leur permettre des mutualisations et

Pour présenter l'offre de formations supérieures existant en Saumurois, la communauté d'agglomération a organisé des portes ouvertes en février 2015, ainsi qu'un colloque en septembre sur la thématique de « la réussite professionnelle ».



## SUBVENTIONS ET FONDS DE CONCOURS EN MATIÈRE SOCIALE 2014/2015

En 2015, dans le cadre de sa politique sociale, Saumur Agglo, a soutenu :  
 - « 20 heures chrono du Saumurois » menée par l'Association ASPIRE, dans le cadre de l'emploi des jeunes sortis du système scolaire : 9 450 €  
 - Mission locale : 114 873 €  
 - Maison de l'Emploi / Relais Maison de l'Emploi : 100 977 €  
 - Chantiers d'insertion (ASPIRE, ASEA CAVA, AQUA SYLVA, Jardins du Cœur) : 193 130€  
 - Groupement d'employeurs GEICQ AGRICULTALIF : 5 000 €  
 - FONDDES (Fond de développement solidaire, financeur solidaire pour l'emploi) : 4 000 €  
 - Unis-Cité (antenne du service civique) : 34 780 €  
 - Plateforme Mobilité Insertion mise en place par le Conseil Départemental : 3 500 €  
 - Gériatologie Association Coordination Autonomie (CLIC) : 25 500 €

**66 En 2015,**  
**le Campus**  
**universitaire**  
**a accueilli**  
**460**  
**étudiants**

# FINANCES ET MARCHÉS PUBLICS

## UNE GESTION RIGoureuse POUR INVESTIR POUR L'AVENIR

Du fait du contexte de raréfaction des ressources financières publiques, la Communauté d'Agglomération a poursuivi, en 2014-2015, la politique de gestion budgétaire rigoureuse engagée sous le mandat précédent.

Les résultats de l'exercice 2015 attestent de cette bonne maîtrise des charges.



L'encours de dette du budget principal était de 16,8 M€ fin 2015, soit un ratio de 256 € par habitant (la moyenne nationale pour un EPCI de même strate démographique se situant à 303 €). Ce ratio confirme l'ex-2015 à 3 années environ. Ce ratio est donc largement inférieur au seuil de vigilance (7 ans), au seuil d'alerte (10 ans) ou au seuil indépassable (15 ans). La dette du budget principal, entièrement contractée en devise Euro, est composée à 55% d'emprunts à taux fixe, 15% d'emprunts à taux indexés et s'analyser au regard de la capacité que

“Une  
**bonne**  
**maîtrise**  
des charges

### DETTES EN CAPITAL AU 31/12/2015 (EN K€)

| 2015   | 2014   |
|--------|--------|
| 16 875 | 16 918 |
| 9 619  | 9 900  |
| 1 947  | 2 085  |
| 3 036  | 3 250  |
| 1 071  | 1 164  |
| 383    | 417    |
| 32 931 | 33 734 |



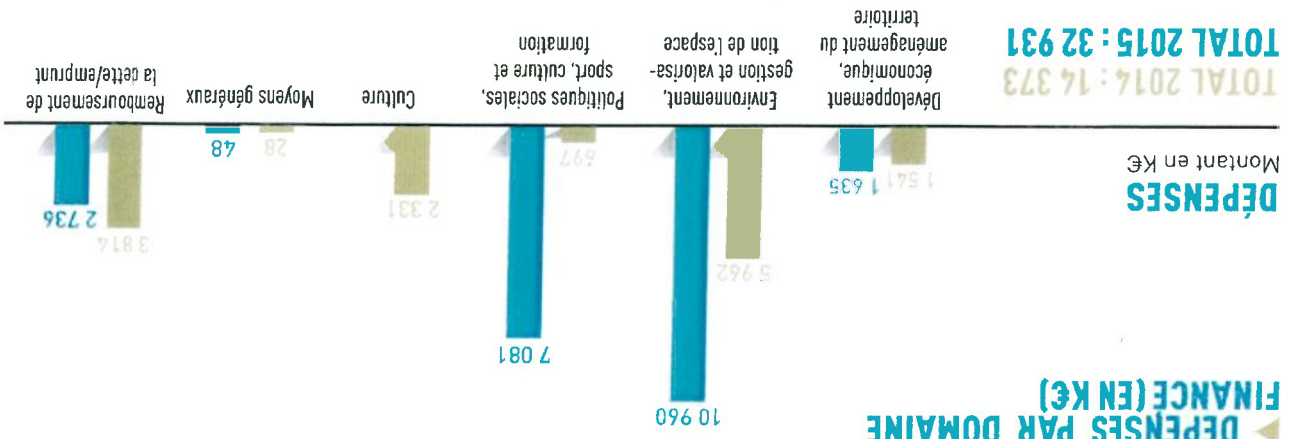
# Les dépenses de fonctionnement ont déçu de plus de 3% entre 2014 et 2015



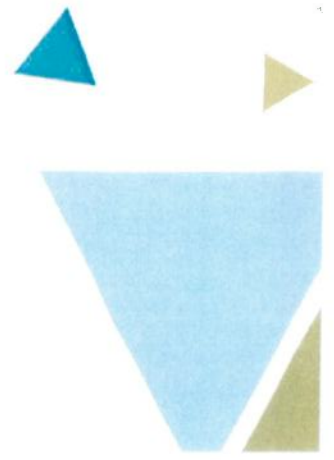
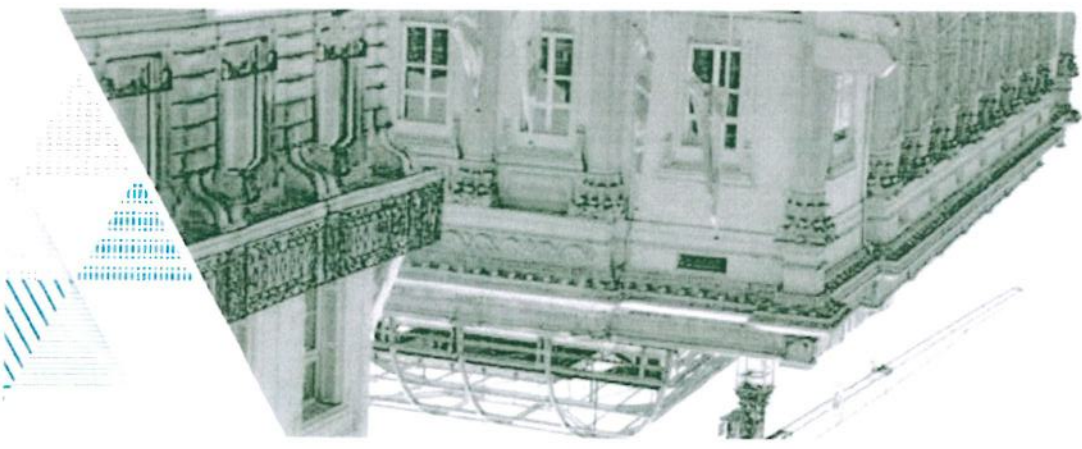
## INVESTISSEMENT

En matière d'investissement, les dépenses ont été fléchées prioritairement en 2015 sur les domaines suivants.

### ► DÉPENSES PAR DOMAINE FINANCE (EN K€)



Confirmant les tendances observées sur 2010-2014, le compte administratif 2015 a permis de constater que les dépenses de fonctionnement ont diminué de plus de 3% entre 2014 et 2015. Cet effort sur les dépenses a permis d'absorber notamment la baisse de la DGF constatée en 2015 (-500 000 € (soit -7,3%)) sans dégrader la situation financière de la Communauté d'Agglomération.



FONCTIONNEMENT

Quant au fonctionnement, les dépenses et recettes constatées ont été fléchées prioritairement en 2015 sur les domaines suivants.

DÉPENSE  
PAR DOMAINE  
(EN K€)

| 2014                                  | 2015   |
|---------------------------------------|--------|
| 6 475                                 | 6 226  |
| 7 868                                 | 7 351  |
| 5 922                                 | 3 135  |
|                                       | 2 776  |
| 5 363                                 | 5 087  |
| 1 291                                 | 1 207  |
| 6 337                                 | 6 339  |
| Attribution de compensation et FNGIR* |        |
| Dotation d'intercommunalité           |        |
| 33 257                                | 32 122 |
| TOTAL                                 |        |

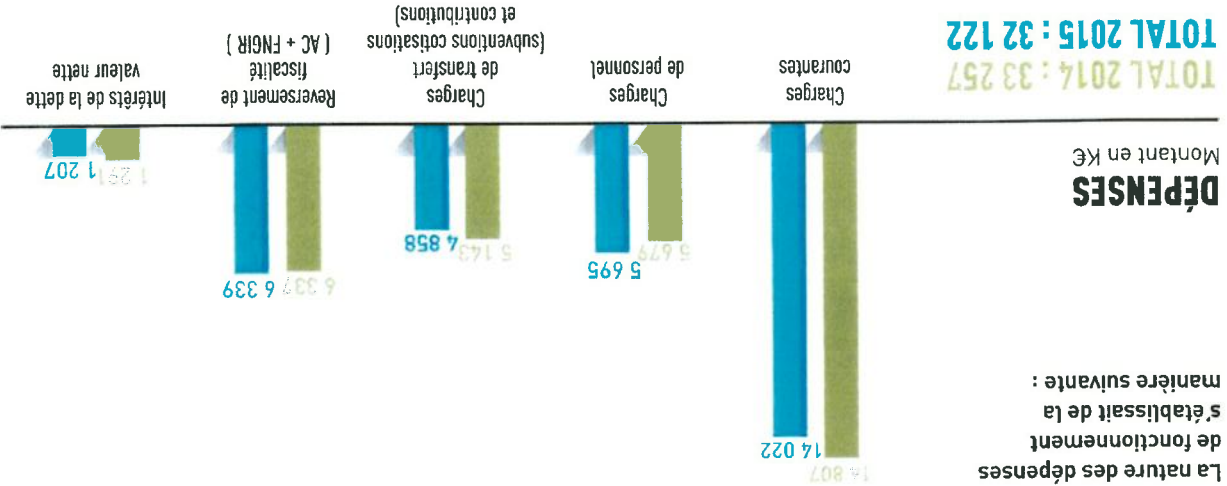
RECETTE  
PAR DOMAINE  
(EN K€)

| 2014                                  | 2015   |
|---------------------------------------|--------|
| 2 790                                 | 2 006  |
| 5 857                                 | 6 012  |
| 1 005                                 | 604    |
|                                       | 331    |
| 84                                    | 54     |
| 24 466                                | 25 316 |
| 7 843                                 | 7 770  |
| Attribution de compensation et FNGIR* |        |
| Dotation d'intercommunalité           |        |
| 42 046                                | 42 093 |
| TOTAL                                 |        |

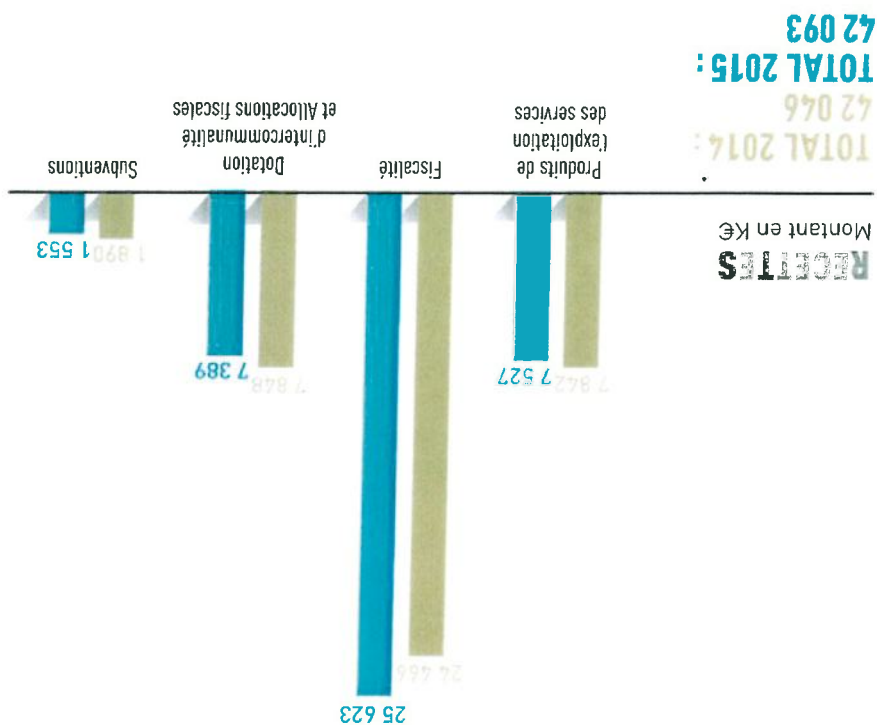
\*Fonds nationaux de garantie individuelle des ressources

La nature des dépenses  
s'établissait de la  
manière suivante :

DÉPENSES  
Montant en K€



Les recettes de fonctionnement se répartissent par nature de la manière suivante :



Au sein de la fiscalité, la communauté d'agglomération percevait les impôts et taxes suivants :

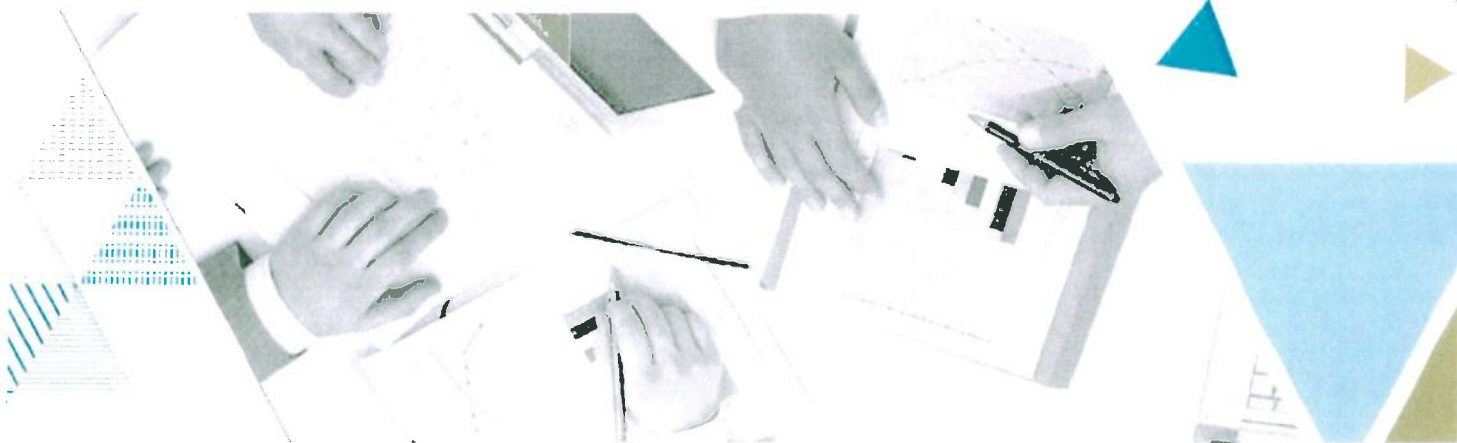
Le produit de la fiscalité s'élevait en 2015 à 25 623 000 € et se décline comme suit :

- Cotisations Foncières des Entreprises (CFE)
- Taxes Foncières et d'Habitation (TF, TH)
- Cotisations sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)
- Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM)
- Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseau (IFER)
- Fonds National de Péréquation Intercommunale et Communale (FNPIC)
- Taxe ordures ménagères : 6 040 000 €
- Versement transport : 2 209 000 €
- Taxe de séjour : 397 000 €

Pour un total de : 16 973 000 €

## Les marchés publics de Saumur Agglo en quelques chiffres :

- Nombre de marchés attribués 41 en 2014, 66 en 2015
- Montant total des marchés attribués 2 477 530 € en 2014, 8 360 165 € en 2015
- Dont marchés de travaux 65% en 2014 et 2015
- Marchés de fournitures ou de services 35% en 2014 et 2015
- Part des marchés attribués à des entreprises du Saumurois 34% en 2014, 63% en 2015
- Part des marchés attribués à des entreprises du Maine-et-Loire hors Saumurois 41% en 2014, 13% en 2015





# RESSOURCES HUMAINES METTRE EN ŒUVRE AVEC EFFICIENCE LES POLITIQUES PUBLIQUES

Les années 2014 et 2015 ont vu la poursuite de la politique de baisse des charges de personnel (non remplacements de départs en retraite, non renouvellements de contrats, adaptation des services rendus au public, réduction d'horaires ou de périodes d'ouverture). Les économies réalisées ont permis, à compter de 2016, de stabiliser les moyens dédiés aux missions de Saumur Agglo, et ainsi de donner de la visibilité aux élus et aux services en charge des différentes politiques publiques.

## ► IMPULSER UNE NOUVELLE DYNAMIQUE AU SEIN DES ÉQUIPES

166 agents (149 emplois permanents et 17 non permanents) dont  
- 18% en catégorie A (conception, expertise, encadrement su-  
périeur),  
- 27% en catégorie B (postes dits d'application, intégrant par-  
fois des fonctions d'encadrement intermédiaire),  
- 56% en catégorie C (fonctions d'exécution nécessitant pour  
certains métiers, des qualifications professionnelles spécia-  
lisées),  
- 50% de femmes.  
- L'âge moyen des salariés est de 45 ans.  
Respectant les objectifs fixés par la Loi, la Communauté d'ag-  
glomération compte 9 travailleurs handicapés, soit 6,04% des  
effectifs.  
296 jours de formation ont été accordés, pour un coût global  
de 48 977 €.

En 2015, une nouvelle dynamique a été impulsée au sein des services :

- Promotion du travail en mode projet, afin de réduire les phénomènes de cloisonnement
- Promotion d'une culture du management fondée sur la confiance, l'autonomie et la responsabilité de chacun
- Simplification des procédures
- Début d'optimisation des durées de travail
- Meilleure connaissance des coûts analytiques des prestations, meilleur contrôle des satellites
- Modernisation des outils de travail par l'encourage-  
ment à la dématérialisation (courrier, convoca-  
tions aux élus, etc.).

“ Impulser  
une nouvelle  
dynamique



## ► STRUCTURER LES SERVICES AFIN DE LES ADAPTER AUX NOUVEAUX ENJEUX

L'année 2015 a permis d'améliorer l'organisation d'un certain nombre de services, pour piloter notamment les nouvelles compétences dévolues à la communauté d'agglomération. Ainsi, la direction de l'aménagement durable du territoire a été structurée et un service urbanisme a été créé, pour faire suite au transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme ». Parallèlement, et dans un esprit d'optimisation des ressources, la dynamique de mutualisation de certains services a été poursuivie avec la Ville de Saumur (direction de l'informatique, projet concernant le service commandes publiques, etc.).

## « Améliorer l'organisation des services



Afin d'optimiser les budgets locaux de ses différents services, mais aussi de faciliter les conditions de travail du personnel, Saumur Agglo a initié une réflexion sur un projet de regroupement de ses services sur un seul site. Un programme a été désigné en 2015, pour accompagner la réflexion des élus à ce sujet.

En 2015, cinq directeurs et directrices étaient rassemblés autour de

**Yann Cristel**

Directeur Général des Services :

**. Sandrine Boisdé**

Direction du développement économique et touristique

**. Frédéric Bardou**

Direction des services techniques

**. Anne Quintin**

Direction de l'aménagement durable du territoire

**. Silvio Pacitto**

Direction des affaires culturelles

**. Valérie Texier**

Direction des ressources humaines

ainsi qu'un certain nombre de services directement rattachés à la Direction

générale.



[www.agglo-saumur.fr](http://www.agglo-saumur.fr)

11 rue du Maréchal Leclerc  
CS 54030  
49408 Saumur Cedex  
Tél. 02 41 40 45 50 / Fax 02 41 51 53 23

